



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2009-2010

TO/PR

Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire

Procès-verbal de la réunion du 1er juillet 2010

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation des projets de procès-verbaux des réunions des 3 et 10 juin 2010
2. Compétitivité économique du Luxembourg:
 - Présentation par M. le Ministre de ses propositions
 - Débat
3. 6022 Projet de loi relative aux services dans le marché intérieur
 - Rapporteur : Monsieur Alex Bodry
 - Débat
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat (article 4)
4. Divers

*

Présents : M. André Bauler, M. Alex Bodry, M. Félix Eischen, M. Léon Gloden, M. Claude Haagen, M. Jacques-Yves Henckes, M. Henri Kox, M. Marc Lies, M. Roger Negri remplaçant Mme Lydia Mutsch, M. Marc Spautz, M. Robert Weber

M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur

M. Timon Oesch, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. Alex Bodry, Président de la Commission

*

1. **Approbation des projets de procès-verbaux des réunions des 3 et 10 juin 2010**

Ce point est reporté à une prochaine réunion.

2. Compétitivité économique du Luxembourg:

- Présentation par M. le Ministre de ses propositions

Renvoyant au débat à ce sujet qui a eu lieu hier en séance plénière,¹ M. le Président note que la présentation sous rubrique, programmée depuis bonne date, est devenue sans objet.

- Débat

M. le Président suggère que la présente commission revienne à un rythme trimestriel à la problématique « compétitivité » et examine l'état d'avancement de la mise en œuvre des propositions ministérielles.

M. le Ministre salue cette suggestion comme utile afin de maintenir une certaine pression sur les multiples ministères concernés. L'orateur rappelle que la réalisation de plusieurs des propositions, énumérées dans son papier « compétitivité » et rédigées à l'intention du Comité de coordination tripartite,² a été entamée. Par ailleurs, il aurait pu ajouter d'autres mesures à ses 65 propositions. Il s'agit notamment des trois suivantes, dont deux viennent d'être avancées par le groupe parlementaire CSV³:

- 1) l'évolution du niveau des cotisations sociales ;
- 2) « la mise en œuvre d'initiatives visant à remettre en cause, totalement ou partiellement, le régime TVA 2015 (alors que le texte européen prévoit une clause de rendez-vous pour 2014) ». M. le Ministre donne toutefois à considérer qu'il doute du succès de pareilles initiatives. Non seulement que l'actuelle phase transitoire résulte déjà de la pression luxembourgeoise, mais ce succès était largement dû à la bonne entente à l'époque du Premier Ministre et de lui-même avec le Ministre allemand des Finances (M. Peer Steinbrück). En effet, la proposition initiale de la Commission européenne prévoyait un changement du lieu de taxation du pays d'origine vers le pays de destination à partir du 1^{er} janvier 2010. Par conséquent, M. le Ministre recommande de ne pas se laisser leurrer par des espoirs douteux, mais de continuer à se préparer au nouveau régime prévu en matière de taxation des services électroniques fournis par des entreprises à des particuliers ;
- 3) « privilégier le principe de la notification plutôt que celui de l'autorisation ».⁴ L'orateur constate que ce débat a déjà été relancé suite à l'examen par la présente commission du projet de loi 6022. Il propose de revenir sur cette problématique lors du point afférent à l'ordre du jour de cette réunion.

Suite à une question afférente, il est précisé que la compétence décisionnelle exclusive des Ministres des Finances et de l'Economie quant à la conclusion d'accords de double imposition est déjà d'application.

Suite à des questions afférentes, M. le Ministre précise que le document énumérant les mesures « compétitivité » suivant les compétences ministérielles et muni d'un échéancier, qu'il a évoqué lors de la séance publique d'hier, est un document gouvernemental. Par conséquent, il lui a été impossible de le faire distribuer sans l'accord des autres membres du Gouvernement. La plupart des compétences politiques sont toutefois évidentes. Il estime que le gros des mesures sera réalisé ou en voie de réalisation lors d'une prochaine entrevue

¹ Voir le compte rendu de ladite séance publique en annexe

² Annexé au présent procès-verbal

³ Voir papier de la conférence de presse du 29 juin 2010 dudit groupe politique

⁴ Voir le précité papier

parlementaire vers la fin de l'année à ce sujet. Toutefois, dès que des projets de loi sont à porter au vote, la date de mise en vigueur est impossible à indiquer, tout au plus la date du dépôt probable peut être indiquée. Par ailleurs, le deuxième point supplémentaire qu'il vient d'évoquer ne permet pas d'indiquer une date.

M. le Ministre profite de l'occasion pour critiquer les délais administratifs encourus entre l'adoption d'un projet de loi par le Conseil de Gouvernement et le dépôt de ce projet à la Chambre des Députés.⁵ S'ils interviennent avant les vacances parlementaires, ces retards risquent, à eux seuls, de reporter l'entrée en vigueur d'une loi pour plusieurs mois.

3. 6022 Projet de loi relative aux services dans le marché intérieur

- Débat

M. le Ministre tient à rappeler que la directive 2006/123/CE (ci-après la directive services) constitue un texte atypique à transposer. Malgré le travail rédactionnel plus complexe ayant exigé l'institution d'un comité interministériel, le Luxembourg a été un des premiers pays à avoir déposé un projet de loi de transposition. Néanmoins, l'orateur réitérant ses critiques quant à certaines **lenteurs** interinstitutionnelles et administratives, le Luxembourg, déjà confronté à une mise en demeure par la Commission européenne, risque d'être le dernier Etat membre à transposer la directive services.

Face au risque d'une condamnation pour non-transposition dans le délai requis, M. le Ministre exhorte la commission à accorder la priorité absolue au projet de loi 6022. L'orateur concède que cette directive touche à certaines traditions luxembourgeoises, comme le système des licences de cabaretage. Les multiples résistances face à ce projet de loi-cadre et ses divers projets de loi liés ne sont donc pas étonnantes. Le Luxembourg n'a pourtant **pas d'alternative** à ces réformes. Un desdits projets de loi liés prévoit l'abolition des autorisations spécifiques imposées aux électriciens souhaitant intervenir sur des installations raccordées aux réseaux de distribution publics d'énergie électrique et concerne également cette commission. Le Conseil d'Etat vient de rendre un avis positif, de sorte que M. le Ministre demande à la commission de soumettre ce projet de loi⁶ au vote de la Chambre des Députés encore avant les vacances parlementaires d'été.

Suite à une question afférente, il est expliqué que les **deux rapports à déposer** par les Etats membres jusqu'au 28 décembre 2009⁷ ont été remis. Il ne s'agit pas de rapports papier, mais de rapports sur base d'un formulaire tout à fait schématique mis à disposition sur Internet par la Commission européenne et renseignant celle-ci et les autres Etats membres sur les régimes d'autorisation nationaux concernés et l'intention y relative de l'Etat membre (maintenir, abolir,...). Un député constate que ces réponses permettront à la Commission de se renseigner à chaque moment sur l'état de transposition, plus ou moins complet, de la directive services dans les différents pays. La seule transposition de la présente loi-cadre ne servira pas à satisfaire la Commission européenne. La commission parlementaire exprime le souhait de recevoir copie des réponses luxembourgeoises.

Compte tenu du volume et de la complexité des différentes législations, un député recommande que l'Etat s'appuie à l'avenir sur des entreprises privées spécialisées dans la

⁵ Cette intervention est provoquée par le cas concret du projet de loi 6158, transposant une partie de la directive « services », déposé le 8 juillet 2010 à la Chambre des Députés après avoir été adopté le 21 mai 2010 déjà au Conseil de Gouvernement.

⁶ Retiré et devenu le projet de loi 6155 suite à son nouveau dépôt le 6 juillet 2010

⁷ Exposé des motifs, p. 17

confection de textes coordonnés, l'analyse informatisée et le contrôle de relations/renvois entre les différents textes.

M. le Ministre souligne l'importance du projet de loi réformant le **droit d'établissement** (n° 6158) pour une transposition complète de la directive services. L'orateur regrette qu'à la lecture dudit projet, il a dû constater que le Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme entend maintenir certaines barrières à l'établissement.

Concernant les licences de **cabaretage**, il est précisé que le régime actuel est contraire à la directive services en ce qu'il prévoit une limite du nombre de licences autorisant la vente d'alcools. Sauf pour des raisons impérieuses d'intérêt général, la directive ne permet pas pareilles limitations sur base du territoire ou du nombre de la population. A noter que lors d'une précédente réforme, la justification de ce régime de licences a évolué d'une motivation pour des raisons de santé publique vers une argumentation économique (valeur de ces licences dans les bilans des brasseries). Un avant-projet de loi a été élaboré par l'Administration des Douanes et Accises. Des dernières concertations avant son dépôt avec d'autres autorités concernées sont nécessaires (Ministère des Finances, Classes Moyennes, ...).

Parmi les autres projets de loi à adopter, celui visant à rendre conforme à la directive la loi réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (**loi ASFT**) est jugé comme particulièrement important compte tenu du nombre de services potentiellement concernés. Afin de permettre la libre prestation des services tombant dans le champ d'application de la directive, il a été proposé au ministère compétent d'ajouter une clause « marché intérieur » précisant que la libre prestation des services en question ne peut être restreinte – sauf pour des raisons impérieuses d'intérêt général.

Un autre projet de loi découlant de la directive services concerne la problématique des **assistants parentaux** et exige que la législation concernant les qualifications professionnelles soit complétée.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'actuelle fixation de prix maxima pour les cours des **auto-écoles**, il reste à vérifier si des besoins d'intérêt général commandent cette pratique. Sinon, ce système de tarification devrait être libéralisé.

Il est précisé que la fixation de prix maxima dans le **secteur des taxis** n'est pas concernée par la directive services qui exclut les transports de son champ d'application. M. le Ministre ajoute que la réforme du régime de tarification de ce secteur, telle que proposée par le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, attend le feu vert du Ministère du Développement durable et des Infrastructures qui a exprimé le souhait de la « retravailler ».

- *concernant le champ d'application (article 1^{er}) :*

Des membres de la commission font part de leur insatisfaction quant à la lisibilité / complexité du **champ d'application** tel que défini par l'article 1^{er}.

Afin de saisir la réelle portée du projet de loi sous examen, la commission rappelle l'utilité d'obtenir la liste (**résultat du « screening »** préalable de la législation) de l'ensemble des domaines législatifs qui exigent l'intervention du législateur afin de les rendre conforme à la directive services.⁸

⁸ Voir procès-verbal de la réunion du 12 avril 2010, (Conclusion, p.8)

Afin de mieux comprendre et de mieux saisir l'enjeu et les conséquences du présent projet de loi, la commission juge également utile d'obtenir un **historique** concernant les principaux points controversés de la directive services depuis sa présentation en 2004 et leur évolution jusqu'au texte finalement adopté.

M. le Président-Rapporteur s'interrogeant sur la portée exacte de certaines notions employées par le dispositif sous examen, comme les « services d'intérêt général non économiques », il est précisé que des textes communautaires permettant de définir ces services existent. Ainsi, les services d'intérêt général économiques ont été définis dans une communication de la Commission européenne. Il est rappelé que le Gouvernement n'a pas jugé opportun de revendiquer que ces services soient définis au niveau d'une directive.

Il est rappelé que l'objectif de la directive services est sans équivoque : assurer que les principes de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services garantis par le traité CE soient effectivement appliqués. En effet, dans la pratique, à l'opposé du marché des produits et des capitaux, le marché intérieur de l'Union européenne reste très fragmenté en ce qui concerne les services.

Invoquant entre autres le principe constitutionnel de l'égalité devant la loi, M. le Président-Rapporteur juge crucial que le Gouvernement adapte au plus vite l'ensemble des lois sectorielles concernées par la directive services aux principes et procédures prévus par le projet de loi-cadre 6022 afin d'éviter des incohérences et flous juridiques ou des situations dans lesquelles des critères différents s'appliquent aux citoyens suivant le cas en question (couvert par le champ d'application du projet sous examen ou non). L'idéal serait une entrée en vigueur concomitante de tous ces projets de loi liés.

Il est rappelé que la complexité du champ d'application résulte de multiples compromis politiques négociés au niveau communautaire et qu'il a été jugé sage de reprendre littéralement ce champ d'application dans le présent projet de loi-cadre. Il est concédé que ce champ d'application peut, de surcroît, évoluer en certains points en fonction des arrêts de la Cour de justice des communautés européennes. La notion « d'intérêt général » et celle de « services sociaux » sont citées en exemples.

Un député estime qu'une adaptation rédactionnelle du libellé communautaire s'imposerait. A lire le premier paragraphe du premier article, l'impression se dégage que ce dispositif ne s'appliquera pas aux prestataires de services ayant leur établissement au Luxembourg. Il est répliqué que le Luxembourg est un Etat membre, rien ne s'opposerait toutefois à ajouter la précision « **au Luxembourg ou dans un autre Etat membre de ...** ».

- *concernant les procédures et formalités d'autorisation (article 4) :*

Des préoccupations en ce qui concerne le principe des « **autorisations tacites** » (article 4) étant réitérées,⁹ M. le Ministre explique que le Gouvernement est bien conscient qu'il est impossible d'appliquer ce principe dans certains domaines exigeant des autorisations qui fixent des critères/normes bien précis(es). Il cite l'exemple de l'installation d'une nouvelle production industrielle au pays. Cependant, et depuis un certain temps déjà, le Gouvernement intègre dans la mesure du possible ce principe dans tout nouveau dispositif prévoyant des procédures ou formalités d'autorisation. Ainsi, un délai de réponse obligatoire pour l'administration est inscrit et, le cas échéant, la clause que, passé ce délai, la non-réponse vaut accord. En effet, dans la pratique, bon nombre d'autorisations sont accordés sur base de critères standards à respecter. Dans ces cas il est plus efficient d'envoyer de suite à l'intéressé un formulaire énumérant ces critères à respecter pour, par exemple,

⁹ Voir procès-verbal de la réunion du 12 avril 2010, p. 6-7

l'ouverture d'une boulangerie, et de contrôler par la suite le respect de ces critères. M. le Ministre renvoie à l'exemple des Pays-Bas.

Quant aux délais à prévoir et compte tenu des multiples procédures d'autorisation à adapter, M. le Ministre est d'avis qu'il serait utile d'inscrire un **délai d'instruction d'application générale** dans la loi-cadre elle-même avec la précision que la loi sectorielle peut, si nécessaire, déroger à ce délai.

En réplique, il est donné à considérer que la Commission européenne s'est expressément abstenue de prévoir un tel délai général et s'est limitée à prévoir l'obligation de fixer un délai d'instruction, car, dans sa vision des choses, le délai d'instruction doit être proportionnel à la complexité du dossier à traiter. La simple apposition d'un cachet sur une demande ne peut requérir une durée de plusieurs mois. L'inscription d'un délai d'instruction général risque de provoquer un conflit avec la Commission sur la durée de ce délai. Le cas échéant, il serait absolument urgent d'adopter le plus tôt possible les différentes lois sectorielles avec leurs dérogations spécifiques à ce délai.

La commission semble favorable à la suggestion d'adopter un amendement visant à introduire un délai d'instruction général maximal de trois mois qui, suivant la procédure en cause, peut être réduit par la loi sectorielle respective. Ceci d'autant plus que l'article 4 en projet prévoit en son paragraphe 3 que le délai d'instruction peut être prolongé par l'autorité compétente « lorsque la complexité du dossier le justifie ».

Des conflits potentiels avec la procédure administrative non contentieuse (PANC) sont évoqués, celle-ci prévoyant le principe contraire (refus au lieu d'un accord). Un intervenant s'interroge s'il ne faudrait pas en conséquence réformer la PANC. En réplique, il est rappelé que la PANC a un champ d'application qui diffère de celui du projet de loi-cadre 6022 considéré comme une loi spéciale dérogeant à la loi générale. Bien évidemment, aucune loi spéciale ne saura réduire les droits garantis par la PANC. Le Gouvernement en est bien conscient. Dans les présents cas de figure, il peut s'agir tout au plus d'aller plus loin que la PANC, comme par l'introduction des autorisations tacites. Le cas échéant, la disposition plus favorable pour l'administré jouera.

Face à une question afférente, il est renvoyé à l'article 2, point g), apportant la définition de la notion d'autorisation qui s'applique pour toute activité incluse dans le champ d'application du projet de loi 6022.

Il est précisé que les règles générales d'application pour l'ensemble de la population, comme le Code de la route, ne sont pas visées par le principe de l'autorisation tacite. Toutefois, **suivant le demandeur** en question, des règles différentes peuvent s'appliquer dans certains domaines. Tandis qu'un prestataire de service peut bénéficier du principe de l'autorisation tacite, une personne privée pourrait se voir appliquer dans le même cas les règles classiques de la procédure dite commodo/incommodo, l'installation d'une climatisation d'un immeuble étant citée en exemple. Face à cet exemple, il est rappelé que par ses amendements du 2 décembre 2009 à l'endroit de l'article 4, le Gouvernement a exclu, pour des raisons d'ordre public et de protection de l'environnement, la législation relative aux établissements classés.

- Examen de l'avis du Conseil d'Etat (article 4)

Interrogés sur le choix de ne pas avoir intégré dans le présent projet de loi-cadre (opposition formelle du Conseil d'Etat) le volet de la directive services concernant la liberté **d'établissement**, les représentants de l'exécutif précisent que cette option résulte de la volonté expresse du Gouvernement de transposer, pour des raisons de cohérence, le

chapitre III de la directive services s'appliquant qu'aux cas d'établissement, dans le cadre d'une refonte de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales qui, à elle seule, représente une véritable « loi-cadre » d'établissement. Toutefois, compte tenu de la nature tout à fait générale de ces dispositions dudit chapitre III qui ne se retrouvent pas *expressis verbis* dans le projet de loi réformant le droit d'établissement, il est proposé de faire droit à cette opposition formelle du Conseil d'Etat et d'intégrer ces dispositions via un amendement dans le présent projet de loi-cadre.

En ce qui concerne l'observation du Conseil d'Etat en relation avec les **paragraphes 1^{er}, 3 et 4** de l'article 4, il est rappelé qu'une loi spéciale déroge à la loi générale, de sorte qu'il est proposé de commenter, dans le rapport de la commission, l'hypothèse citée quant à une éventuelle incohérence, voire un double emploi avec la loi réglant la procédure administrative non contentieuse.

Quant à l'opposition formelle exprimée à l'encontre des alinéas **2 et 3 du paragraphe 6** de l'article 4, il est précisé que, d'une part, le texte même de la directive services ne parle pas d'activités qui puissent être exemptées du principe de l'autorisation tacite. Par ailleurs, il s'avère impossible d'exclure des activités précises en matière de protection d'environnement – souvent l'impact sur l'environnement ne dépend pas tellement de la nature de l'activité mais de l'endroit où il est envisagé de l'exercer. D'autre part, il n'était pas prévu « de faire dépendre l'exercice d'un droit de l'établissement de documents relatifs à une autorisation ». La disposition incriminée devrait être considérée comme une aide au prestataire de services ou un droit, puisque, sans documents confirmant son autorisation « tacite », celle-ci ne lui servira peu dans la pratique. Par l'ajout de la précision que les documents relatifs à l'autorisation sont émis « sur demande », la commission pourrait répondre à cette critique.

Des intervenants considèrent justifiée l'observation exprimée à l'encontre du système prôné par l'alinéa 3 du paragraphe 6 qui ouvrirait « la porte à l'arbitraire administratif ». Une insécurité juridique serait créée par la possibilité de se voir retirer à tout moment l'autorisation tacite. Il est proposé de rayer cette disposition.

Il est toutefois donné à considérer que cette « insécurité » existe déjà à l'heure actuelle. La PANC permet à l'autorité compétente de revenir, endéans trois mois (délai de recours), pour des motifs de droit (existence d'une illégalité), sur une décision. Il est mis en garde de remettre en cause ce principe général dans le cadre du champ d'application du présent projet de loi. En alternative, il est proposé de remplacer l'alinéa 3 par ladite disposition de la PANC.

Les représentants de l'exécutif expliquent la raison d'être de l'actuel alinéa 3. Cet alinéa témoigne de la préoccupation que, pour une raison ou une autre, un délai d'instruction aurait été dépassé, de sorte qu'une autorisation indue aurait été acquise. En conclusion, il est retenu d'examiner si ledit principe général peut être repris à cet endroit.

4. Divers

La commission discute, avec la participation active de M. le Ministre, sur l'organisation de ses travaux.

* * *

Les prochaines réunions sont fixées au mercredi 7 juillet 2010 à 14 heures et au jeudi 8 juillet 2010 à 14 heures.

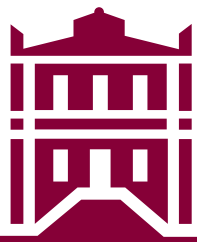
Luxembourg, le 18 août 2010

Le Secrétaire,
Timon Oesch

Le Président,
Alex Bodry

Annexes :

- 1) Compte rendu de la séance publique du mercredi 30 juin 2010 (20pp) ;
- 2) Propositions d'ordre général du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur pour l'amélioration de la compétitivité nationale, en vue du Comité de coordination tripartite (12pp) ;
- 3) Fiches de la conférence de presse du 29 juin 2010 du groupe parlementaire CSV (13pp).



Sommaire

1. Dépôt d'une résolution par M. André Bauler
 - M. André Bauler
2. Débat d'orientation sur les propositions gouvernementales de maintien et de développement de la compétitivité et de l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et pour les futurs investisseurs potentiels
 - Exposé: M. Jean-Louis Schiltz
 - Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann, M. Lucien Thiel, M. Xavier Bettel (dépôt d'une motion), M. François Bausch, M. Jean-Louis Schiltz
 - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Motion 1: M. Gast Gibéryen, M. Jean-Louis Schiltz, M. Xavier Bettel, M. Lucien Thiel
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
3. Résolution de M. André Bauler relative à l'analyse et à la discussion du harcèlement moral au sein de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports et de la Commission du Travail et de l'Emploi et invitation aux réunions de commission des partenaires concernés et des experts
 - M. Lucien Lux, M. André Bauler
 - Vote sur la résolution modifiée (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Ech géif dann, ier mer zur Orientéierungsdebatt kommen, nach dem Här Bauler d'Wuert ginn, dee wëllt nach eng Resolutioun déposéieren.

1. Dépôt d'une résolution par M. André Bauler

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hu gëschter am Kader vun enger Heure d'actualité de Sujet vum Mobbing diskutiert. Am Kader vun enger Heure d'actualité - dat heescht, mir haten net schrecklech vill Zäit, fir do déi Analys déif gräifend ze féieren. Et huet ee gemierkt an den Diskussiounen, datt de Wonsch ausgedréckt ginn ass, fir dat an déi respektiv Kommissiounen weiderzeginn. Dofir wëllt ech eng Resolutioun hei déposéieren, eng Resolutioun, déi zurzäit zwou Ënnerschrëften dréit an déi deenen anere Fraktiounen opsteet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- constatant que le problème du harcèlement moral (mobbing, bullying, cyberbullying, stalking) dans notre société touche un nombre croissant de citoyens et que les conséquences économiques et sociales de ce phénomène ne peuvent être ignorées;

- considérant que le harcèlement moral dans le monde du travail génère des coûts considérables et pour les entreprises et pour la Caisse nationale de Santé;

- constatant que le Gouvernement avait annoncé en février 2009 de mettre en œuvre un plan d'action national dans la lutte contre le harcèlement moral;

- considérant que le harcèlement moral dans les écoles fondamentales et dans les lycées se présente sous différentes facettes et suscite

des tensions graves hypothéquant sérieusement le climat scolaire;

décide

- d'analyser et de discuter de manière plus approfondie le sujet du harcèlement moral dans le cadre de réunions de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que de la Commission du Travail et de l'Emploi;

- d'inviter à ces réunions les partenaires concernés et des experts afin d'indiquer des pistes, voire de formuler des mesures concrètes permettant de lutter plus efficacement contre le problème du harcèlement moral, en particulier dans le monde du travail et en milieu scolaire.

(s.) André Bauler, Eugène Berger.

(La résolution n'ayant porté que deux signatures lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Claude Adam, André Hoffmann et Fernand Kartheiser.)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. Mir kommen dann elo zur Orientéierungsdebatt iwwert d'Propositionen vun der Regierung fir d'Erhalen an d'Weiderentwécklung vun der Kompetitivitéit an der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg fir Investisseuren. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Lux, Kox, Henckes, Hoffmann an Thiel. An d'Wuert huet elo den honorabele Vertrieeder Jean-Louis Schiltz vun der CSV-Fraktioun. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat d'orientation sur les propositions gouvernementales de maintien et de développement de la compétitivité et de l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et pour les futurs investisseurs potentiels

Exposé

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Mount Abrëll am Kader vun der Tripartite huet d'Regierung 65 Propositionen op den Dësch geluecht, deenen hiert Zil et ass, fir d'Kompetitivitéit vum Land ze verbesseren. Meng Fraktioun huet gëschter 20 respektiv 21 Propositionen op den Dësch geluecht. Ech kommen op déi selbstverständlech haut hei zréck, an déi

aner zwee Riedner vun der CSV, déi Häre Spautz an Thiel, och.

Mir mengen, datt et wichteg wär, datt vum Hannergrond vun esou enger kruzialer Fro all Fraktioun sech hei géif eng éischte Kéier positionéieren, wuelwëssend, datt déi Kompetitivitéitsdebatt net haut ufänkt, wuelwëssend, datt se net haut ophält.

Wa mir 21 Propositionen gemaach hunn, da sinn déi Propositionen och an engem gewëssene Sënn eng Appréciatioun vun deene Propositionen, déi d'Regierung am Abrëll op den Dësch geluecht huet. Ier ech zu där éischter Serie vun deene Propositionen kommen, erlaabt Der mer de Kader vun där Debatt hei an och de Kader vun der Kompetitivitéitsproblematik kuerz ze tracéieren.

Déi éischt Fro, déi ee sech muss stelle vum Hannergrond vun deem, wat an deene leschte Méint geschitt ass: Firwat waarden? Firwat net d'Saachen elo ëmsetzen? Déi Propositionen, déi 65, ginn op de Mount Abrëll zréck. Eng Rei vun hinne sinn nei. Eng Rei anerer si manner nei. Eng Rei anerer si scho vill, vill méi laang bekannt. An d'Enjeuen, denken ech, sinn och bekannt. Dofir fannen ech et normal, datt spéitstens e bësse méi wéi zwee Méint no deem déi Propositionen op den Dësch geluecht gi sinn an der Tripartite, och d'Chamber sech mat deenen ausenanersetzt. Dofir fanne mir, datt elo dee richtegen Zäitpunkt ass, fir déi Debatt hei ze féieren.

Et ass esou, datt, wann een d'Kompetitivitéitssituatioun vun eisem Land kuckt, et näischt bréngt, fir op Zäit ze spillen, well d'Zäit, déi spillt géint eis. Et ass elo, wou muss eppes geschéien, an net waarden. Dat heescht, fir d'Éischt emol déi Saachen ëmsetzen, déi kloer sinn an op deenen elo scho Konsens besteet. An dat sinn der ganz vill.

Ech sinn am Iwwregen iwwerzeegt dovunner, datt d'Regierung schonn amgaangen ass säit deem Mount Abrëll, dee Plang, déi 65 Propositionen zu engem groussen Deel ëmzesetzen. Ech erwaarde mer dofir haut vun der Regierung, dass se eis Informatiounen gëtt iwwert den Ëmsetzungstand vun deene 65 Propositionen.

Ech erwaarde mer och eppes Zweetes: Vu datt déi Propositionen elo schonn iwwer zwee Méint um Dësch leien, erwaarden ech mer, datt d'Regierung eis en Zäitplang virleet, wat d'Ëmsetzung vun deene Propositionen ubelaangt. Ech géif mer wënschen, datt deen Zäitplang e konkreten Zäitplang wär an net en Zäitplang, dee sech géif drop beschränken ze erklären, datt d'Aarbechten amgaange sinn oder datt een amgaang ass, sech Gedanken iwwer verschidde Sujeten ze maachen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Net waarden, heescht awer och, datt et elo Zäit ass, iwwer eng Rei Propositionen, déi nach net esou wäit gedié sinn, datt se kënnen ëmgesat ginn, ze diskutéieren. Dat ass insbesondere wouer fir déi Propositionen, déi fir deen een oder deen anere vläicht e bësse méi komplizéiert sinn.

(Hilarité)

Mä firwat dat alles elo maachen? Firwat dat alles elo maachen, gesäit een, wann een d'Situatioun vun eiser Kompetitivitéit analyséiert. Ech hunn hei de 6. Mee am Kader vum État de la nation am Detail d'Analys vun der CSV-Fraktioun duer geluecht, wat an eisen Aen de Kompetitivitéitsproblem ubelaangt, dee mer hei am Land hunn, wat en zolitte Problem ass.

Dir erënnert lech och, datt e puer Deeg drop de Statec eng Rei Aussoen zur Kompetitivitéit gemaach huet, an déi sinn och an déi nämlechte Richtung gaangen am Iwwrege wéi dat, wat ech hei de 6. Mee am Numm vu menger Fraktioun gesot hunn. De Kolleg Spautz wäert op déi Aspekter herno nach eng Kéier agoen.

An och, wann an Zwëschenzäit deen een oder deen anere Liichtbléck komm ass, dann ännert dat awer näischt un der Grondproblematik; dat ännert näischt um Fait, datt mer e grouse Kompetitivitéitsproblem hunn. A wann een déi Liichtblécker och kuckt, da muss ech soen, an ech schwätzen haut net Englesch, mä Franséisch: Une hirondelle net fait pas le printemps.

Waarden, dat wär e bësse wéi de Patient, dee mat 39 Grad am Bett läit an dee Féiwer huet an deen d'Medikamenter niewent dem Bett stoen huet an dee seet: „Ech huelen déi elo emol net, well muer geet et vläicht besser.“ Wann et em seng eege Gesondheet geet, da kann een dat do maachen. Mä wann et em d'Kompetitivitéit vun engem ganze Land geet, da kann een dat net maachen, da muss een agéieren, an da mussen och Fakte geschafe ginn,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- ...wat d'Ëmsetzung ubelaangt.

Zweet Observatioun, wat de Kader ubelaangt: Mir deelen déi Ziler, déi vun der Regierung virgi sinn, a mir deelen och d'Zilrichtung vun deene 65 Proposen.

Wann Der déi éischt Säit kuckt vum Pabeier vun der Regierung, da gesitt Der, datt et drëm geet, net d'Kompetitivitéit ze verbessere fir de Pléséier, d'Kompetitivitéit ze verbesseren. Et geet eis als CSV-Fraktioun och net drëm, fir d'Kompetitivitéit ze verbessere fir de Pléséier vun der Kompetitivitéit. Mir si keng Kompetitivitéitsfetschisten a mir gesinn d'Kompetitivitéit och net als e Selbstzweck. D'Kompetitivitéit huet am Dëngscht vum Mënsch ze stoen. Si erlaabt eis, dee Liewensniveau, dee mer hunn, ze halen. Si erlaabt eis, Politiken ze konzipéieren am Sënn vun der sozialer Kohesioun, an déiselwecht Politiken och ëmzesetzen. Dat sinn déi Ziler, déi een an anere Wieder op der Säit 1 vun der Regierung um Pabeier erëmfënnen.

Wat d'Zilrichtung vun deene 65 Propositionen ubelaangt, muss ech och einfach soen, datt déi Zilrichtung an eisen Ae stëmmt. Déi Propositionen allerdéngs wäerten hire ganze Wäert nëmme kréien, wa se och ëmgesat ginn a wa se zügeg ëmgesat ginn.

Dat bréngt mech zu de Propositionen vun der CSV-Fraktioun. Net all déi Propositionen, déi mir gemaach hunn, sinn nei. Et sinn och ganz oft Propositionen, déi sech ganz no un déi eruleeën, déi vun der Regierung virgeluecht sinn. Et sinn der och, déi textuell iwwerholl sinn. Anerer si lücht ofgeännert par rapport zu deene 65. A virun allem ass dat, wat mer virgeluecht hunn, déi 20 Propositionen, keen exhaustive Kompetitivitéitspak. Mir wollten a mir wëlle mat deenen 20 Propositionen e Bättrag zur Diskussioun leeschten.

Wann Der déi 20 Propositionen kuckt, gesitt Der zum Beispill, datt mer eis net am Detail mat der Industriepolitik beschäftegen. Och dat wär en Débat à part wäert. Wann Der déi 20 Propositionen kuckt, gesäit een och zum Beispill, datt mer net am Detail oder net op alle Punkten am Detail op d'Mëttelstandspolitik aginn. Och dat wär en Débat à part wäert. Eis Propositionen orientéieren sech gréisstendeels un der Kompetitivitéit, wat déi international Ausrichtung ubelaangt.

Eis Propositionen sinn an eisen Ae konkret Propositionen, a virun allem si se an eisen Ae kuerzfristeg ëmsetzbar. Wa mer déi Propositionen, déi 20, innerhalb vun engem Joer ëmgesat kréichen, jo dann ass et eis Iwwerzeugung, datt dat der Kompetitivitéit hei am Land géif en zolitte Schub ginn. An all déi Propositionen sinn innerhalb vun engem Joer ëmzesetzen. Dofir, vu datt mer eis op déi Zäitche vun engem Joer gestallt hunn, ass et och normal, datt dee Pak, dee mer proposéiert hunn, déi 20 Mesuren, datt dat och keen exhaustive Pak ass. Dofir sinn déi Propositionen och absolut komplementär zu deene 65 vun der Regierung. Mä virun allem kéinte mer séier un d'Ëmsetzung goen.



Ech weess, datt schonn eng Rei vun deenen och amgaange sinn, ëmgesat ze ginn. Et geet an eisen Aen elo drëm, fir de fënnefte Gank anzuschalten. Kompetitivitéit ass eng Fro, wou mer net nach kënnen laang waarden. Mir musse se haut an Ugrëff huelen. Ech weess, datt vill Ministere concuërenz sinn, an dofir sëtzen der och haut vill op der Regierungsbänk.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir maachen haut hei 20 Propositionen. Ech maachen der sechs vu menger Säit aus; de Kollege Spautz a senger Eegeschaft als Vizepräsident vun der CSV-Fraktioun mécht der siwen; de Kollege Thiel déi lescht siwen. De Kollege Thiel ass de Moment virgesinn als dee leschte Riedner. Et wär mir léif, wann e kéint direkt nom Kollege Spautz schwätzen. Ech insistéieren awer net dorobber. Ech iwwerloossen lech dat, wéi Der dat wëllt organiséieren. Mä da wärend déi 20 Propositionen am Detail hei presentéiert.

(Interruptions et hilarité)

20 oder 21 Propositionen. Dat ass eng Fro, déi eng Rei Leit beschäftegt, an et ass eng Fro, déi mer och selwer provozéiert hunn, well mer nämlech och gesot hunn, mir géifen 20 oder 21 Propositionen maachen. Eigentlech sinn et der haut nëmmen 20. Well déi 21., déi hu mer de 6. Mee gemaach, an dofir brauche mer se haut net nach eng Kéier ze maachen. Déi bleift selbstverständlech bestoen. Déi bleift onverännert bestoen. Déi 21., déi kennt Der, dat ass déi 49. vum Pabeier vun der Regierung.

Ech liesen lech just ee Saz vir: «...revoir le système en place relatif à l'indexation des salaires et notamment la modification du panier de référence...». Dat soen net ech, dat seet d'Regierung, dat seet de Wirtschaftsminister. Meng Fraktioun ass selbstverständlech domadder d'accord.

An eis Position, wat dat do ubelaangt, ass och kloer. Ech hu se de 6. Mee hei am Numm vun der Fraktioun a fënnef, sechs Punkten duergeluecht.

Ech wëll déi fënnef, sechs Punkten hei rappeléieren, andeem ech zitieren, wat ech deemools gesot hunn: „Éischtens, mir wëllen eng Diskussioun iwwer d'Aart a Manéier, wéi den Index an dëse Krisenzäiten ze regelen an ze reguléieren ass. Zweetens, mir hätten am léifsten, wann en Accord dozou bis an den Hierscht géif fonnt ginn; e soll spéitstens bis am Dezember Form unhuelen. Drëttens, dësen Accord sollt Substanz hunn. Véiertens, mir si flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt: Pétrolspräisser oder Deckelung vum Index. Mir wäerten eis och all aner zilföhrend Propositionen konstruktiv ukucken. Fënneftens: Nächst ze maachen an deenen nächste Méint, ass fir eis keng Optioun,..."

Dat ass dat, wat ech de 6. Mee gesot hunn, dat ass dat, wat an eisen Aen och haut nach géllt. An anere Wieder ausgedréckt: Mir hätte gären eng Léisung, fir deem Index a Krisenzäiten en neit Gesiicht ze ginn. Mir si flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt. Et ass schonn e bësse méi reng wéi déi, déi heiansdo einfach esou behaapten, d'CSV wär fir de sozialen Index. Dat Ganz, déi Position, déi ech elo virun zwou Minutten hei zitiert hunn, ass e bësse méi subtil, léisst eng Rei Dieren op, ass selbstverständlech och nach ze diskutéieren. Mir hunn och gesot, mir géifen all aner Propositionen, déi zilföhrend wärend, eis gäre mat ukucken.

Dat Ganzt ass also e bësse méi subtil. Mä wien interesséiert sech haut scho fir Subtilitéit?

Ausserdeem ass d'Zäitschinn eis wichteg. D'Kris féinnt elo statt. Si féinnt haut statt, net muer, net iwwermuer. A well ech vun der Zäitschinn schwätzen, wëll ech och nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, wat ech de 6. Mee zur Zäitschinn gesot hunn, nämlech Folgendes hunn ech de 6. Mee gesot, wat d'Zäitschinn ubelaangt: „Ech wëll lech soen, datt ech net ganz richtig verstinn, firwat mer bis an den Dezember era brauchen, fir en Accord ze fannen. Firwat net schonn am Juli, firwat net schonn am September?“

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- An dann, Här President, eng lescht Remarque zum Index. Wann ee sech d'Diskussioun

vun der Kompetitivitéit hei am Land ukuckt, da mengt een, „Kompetitivitéit ist gleich Index“ an „Index ist gleich Kompetitivitéit“. Sécher, den Index ass e wichtige Facteur an deem Beräich. Mä et ass ee vu villen. Et ass net deen eenzeg.

Deen, dee mengt, mir hätten op eemol kee Kompetitivitéitsproblem méi, wa mer als eenzeg Mesure - ech betounen: als eenzeg Mesure - eppes géifen um Index maachen, deen iert sech. Deen, deen awer mengt, mir kéinten eise Kompetitivitéitsproblem léisen, ouni iergendeppes um Index ze maachen, deen iert sech och. Déi zwee Sätz, déi ech elo gesot hunn, ginn zesammen, deen een ass ouni deen anere kaum eppes wäert, an deen aneren ass ouni deen ee kaum eppes wäert. Esou vill zu där 21. Proposition vum 6. Mee.

Wat déi 20 Propositionen ubelaangt, esou beschäftegt déi éischt sech mam Accueil vun den auslänneschen Entreprene. Mir sinn der Meenung, datt do vill Efforté gemaach gi sinn. Mir sinn der Meenung, datt een dee System nach kéint stärken. Mir hu probéiert, dat auszedäitschen, wat als Guichet unique dobausse bekannt ass. Dovun ausgehend, datt keen alles kann, ass et eis Meenung, do misst ee Coordinateur pro Secteur agesat ginn, datt d'Leit och wéissten, u wie se sech géife wënnen, zum Beispill am Beräich vu Sciences de la vie. Dat soll och no bausse bekannt gemaach ginn. Et gëtt jo Leit, déi sech ëm déi verschidde Secteure këmmen. Et muss een et no bausse bekannt maachen. A fir datt d'Leit da bei déi Spezialiste kënnen orientéiert ginn, bräichte mer och eng Gare de triage, eng sougenannten Anlaufstelle, déi da kéint d'Leit orientéieren a soen, wou se hinzegoen hunn.

Dann hu mer och am Beräich vun dem Accueil vun den Entreprene eng Rei récurrent Problemer, déi ëmmer erëmkommen, wou ech weess, datt d'Regierung an insbesondere de Wirtschaftsminister vill Efforté gemaach hunn. Dat sinn d'Schoulen. Wann nei Leit an d'Schoul kommen, hu se récurrent Problemer, fir hir Kanner an d'Schoulen ze kréien. Dat ass alles, wat mat Verbindungen, Flugverbindungen ze dinn huet. Och do, mengen ech, misst een deene Problematiken, wann Der esou wëllt, e Gesiicht ginn, andeem ee géif een designéieren, dee sech spezifesch och do bausse géif dorëmmer bekëmmen.

Mir hu probéiert iwwer dee System, oder mir mengen iwwer dee System vu Coordinateuren, déi sech géifen ëm déi spezifesch Secteure bekëmmen, vun enger globaler Anlaufstelle, plus vu Leit, déi sech géifen ëm déi spezifesch Problemer këmmen, dat Ganzt no bausse ausgewisen, datt dat eng ausgedäitschte Versioun vun deem Guichet unique kéint sinn. Ech mengen, mir sinn net wäit ewech do vun deem, wat d'Regierung schonn amgang ass ze maachen. Ech mengen allerdéngs, datt een do elo misst e Schrëtt méi wäit goen.

Mir begréissen et och, datt d'Regierung sech als eent vun den Ziler gesat huet, fir d'zentral Funktiounen vun internationalen Entreprene hei zu Lëtzebuerg unzesidelen. Historesch Beispiller sinn SES an RTL. Méi rezenter Vodafone an anerer. Et ass also eng Politik, déi et gëtt, zum Deel. Déi Politik kéinte mer - an do ass jo de Wille vun der Regierung - méi verstärkt maachen, wann ee géif eng Rei vun Obstaclen do eliminéieren. Dat éischt huet mat der Structure d'accueil ze dinn, dovunner hunn ech geschwat.

Dat zweet ass e ganz spezifesch Problem, dat ass déi leideg Konnexiounsfro mat London Heathrow. Ech weess, datt de Wirtschaftsminister do keen Désaccord mat mer huet. Et ass einfach nun emol esou, datt d'Amerikaner iwwer London Heathrow erafléien an Europa. Och wann elo d'Icelandair eng direkt oder quasi direkt Linn no New York gemaach huet, bleift et dann esou, datt vill Amerikaner iwwer Heathrow erafléien. Dofir menge mer, datt een au besoin iwwer de Wee vun engem Service public déi Linn erëm schnellstens misst aféieren.

Da menge mer och, datt ee sollt op de Wee goen, fir deenen, déi hei op Lëtzebuerg kommen an déi massiv Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg schafen, och dat iwwer eng Rei Incitanté méi schmackhaft ze maache respektiv e System en place ze

setzen, fir et méi korrekt auszedrécken, e System en place ze setze vun enger Rei Incitanten, insbesondere fiskaler Natur, fir déi Dirigeanten, déi op Lëtzebuerg kommen an déi 300 oder 200 Aarbechtsplaze schafen.

Ech plädéieren hei net fir e spezielle Regime, mä ech mengen, datt ee soll op de Wee goen, fir zum Beispill, datt een, wat d'Käschten, déi déi Leit hunn, wat d'Schoul vun hire Kanner ubelaangt, oder d'Käschten, déi se hunn doduerjer, datt se sech hei zu Lëtzebuerg niddleossen, datt een déi méi wäit ofsetzbar géif maachen, wéi se haut ofsetzbar sinn. Dat heescht alles Frais d'obtention.

Ech mengen, do kéint een eng Rei Saache maachen, fir dat méi favorabel ze maache fir déi Dirigeanten, an datt een op deem Wee géif indirekt unerkennen, datt hei zu Lëtzebuerg Aarbechtsplaze géife geschafe ginn. Dat kascht net vill, mä dat géif awer an eisen Aen eppes bréngen. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, datt méi massiv wéi bis elo alles, wat mat Plënnere verbonnen ass, an déi Frais d'obtention mat erageholl gëtt, à condition datt Aarbechtsplaze geschafe ginn an erhale ginn.

Ech soen et nach eng Kéier: Ech plädéieren net fir e spezielle Regime, wou alles op d'Kopp gehäit gëtt. Mä ech mengen, datt een do un zwou, dräi Schrauwe kéint dréien, soll dréien, muss dréien, fir d'Saache besser ze maachen. Et geet drëm, fir déi Frais, déi domadder verbonnen sinn, datt déi Leit op Lëtzebuerg hei kommen, steierlech méi positiv wéi an der Vergaangenheet ze begleeden.

Déi drëtt Proposition ass déi vun dem Bon usage des consultants an der Promotioun. Dat ass eng Fro, déi och sech net an dräi Minutten ofhandele léisst. Ech probéieren, et awer esou kuerz wéi méiglech ze maachen.

Et ass gutt, wann een de Privatsecteur an d'Promotioun mat abënnt. Et begéint een der awer ëmmer erëm, déi nächst Besseres am Kapp hunn, wéi op Lëtzebuerg ze kommen als Consultanten an déi da soen: „Wat maacht Dir hei?“ Déi komme genau kucken, wat mir maachen, insbesondere wat d'Subventiounen an d'Steieren ubelaangt. Da gi se an Irland, da soe se deenen: „D'Lëtzebuurger maachen dat an dat. Maacht Dir e bëssen d'Saache besser.“ Dann drainéiere se all déi Entreprene, mat deene se a Kontakt sinn, an Irland. Wa se dann an Irland sinn, komme se op Lëtzebuerg erëm, dann erkläre se de Lëtzebuurger: „D'Ire sinn amgaangen, dat an dat ze maachen. Kënnt Dir et net erëm e bësse besser maachen?“ An esou geet dat da weider erof.

Ech mengen, dat ass eppes, wat een net soll maachen. Dofir si mir duerchaus d'accord a fannen et eng gutt Iddi, fir verstärkt op d'Consultanten zréckzegräifen, wéi dat am Pabeier vun der Regierung steet. Mä et soll een ophéieren, datt esou Leit eng Avenue gemaach kréien, déi weider nächst am Kapp hunn, wéi d'Saache sech no ënne bewegen ze loosse an eng Juridictioun géint déi aner auszespillen. Dat bréngt nächst.

Ech weess, datt och do schonn an de leschte Joren, an de leschte Méint dergéint gewierkt ginn ass. Mä ech mengen, et war wäert, dat och eng Kéier vun dëser Plaz aus hei an aller Daitlechkeit ze soen.

Mir mengen, véiertens, datt een de Secteur vun den elektronische Kommunikatioun misst pérenniséieren, andeem een den Infrastrukturprogramm, deen de Minister Biltgen ënner senger Fuchtel huet, weiderféiert; och andeem een novatrice Initiative mécht an deem Beräich. All déi Saache sinn amgang. Si mussen och schnell ëmgesat ginn.

An deem Zesammenhang kommen ech och net derlaanscht, fir an Erënnerung ze ruffen, datt, wat déi TVAs-Geschichten ubelaangt am Hibleck op 2015 an duerno, an deem europäeschen Text eng Clause de rendez-vous steet. Wat heescht dat? Dat heescht, datt deen Text, wann en esou géif ëmgesat ginn, wéi en elo dosteet, no 2015 géif zu massive Steueraboussen am TVA-Beräich hei zu Lëtzebuerg féieren.

Et muss ee wëssen, datt an deem Text dra steet, datt 2014 nach eng Kéier gekuckt gëtt, ob déi Dispositionen dem politesche Wëllen zu deem Moment entsprechen an

och ob dat Ganzt machbar ass. Ech zitieren de mémoire. Mir mengen, do misst een den Hiewel uezeten an eng Strategie ausschaffen an och ëmsetzen, fir ze probéieren, dat op d'mannst nach eng Kéier a Fro ze stellen.

An do gëtt et eng Rei Elementer. D'Europäesch Kommissioun huet beispillsweis am Hierscht en Text proposéiert, wou se seet, datt all Konsument muss un all Service am elektronischen Handel Accès hunn a ganz Europa. Dat heescht, jiddwer Konsument, an egal wat fir engem Land vun der Europäescher Unioun e sëtzt, muss kënnen iwwer den Internet kafen an engem aneren europäesche Land. An do ginn da 15, 20 Mesuren opgezielt, wat d'Barrière sinn, déi missten ofgeschafft ginn.

Or, wann et ëm d'Fiskaliteit geet, ëm d'TVA, da féinnt een nächst méi an deem Pabeier. Et wier an der Logik vun der Saach, well et ass och net am Konsument sengem Intérêt, datt en ëmmer muss en fonction vun deem Land, wou e bezilt, déi TVA muss bezuelen, déi an deem Land gangbar ass, wann een och an der TVA géif déi Prinzipien unwenen, déi d'Kommissioun jo scheinbar an anere Beräicher unwennt, an also weider géif mat deem System fueren, dee bis elo bestanen huet, nämlech, datt d'TVA do akasséiert gëtt, wou d'Entreprise, déi d'Saache verkeeft, hire Siège huet.

Mir mengen also, datt do eng Rei Upake wärend, wouraus ee kéint eng Strategie ofleeden an och a Gesprécher komme mat der Kommissioun an deenen anere Länner, fir datt d'TVA an Zukunft net am Land vum Konsument erhuewe gëtt, am Intérêt vum Konsument an awer och am Intérêt vun deene klengen Entreprene. Well déi Disposition geet décidément géint déi Kleng- a Mëttelbetriber, well déi Kleng- a Mëttelbetriber sinn net à même, 27 TVA-Systemer ze géréieren. Dat als zweet Argument an als zweete Grond.

Fënneft Proposition: Mir mengen, datt een den „Ruling“ am fiskale Beräich net soll weider reglementéieren. Den „Ruling“ ass an eisen Aen, soll an eisen Aen a muss an eisen Aen eng Interpretatioun vum Gesetz si vu Säite vun der Steierverwaltung, déi am Virfeld virgeholl gëtt, ier Problemer do sinn. Mir mengen, dat wär e System, dee géif fonctionnéieren. Mir mengen, dat wär e System, deen ee soll bäibehalen. Et ass gutt, datt am Sënn vun der Sécurité juridique déi eng Fro hunn, vun der Steierverwaltung oder vun de Steierverwaltunge kënnen gesot kréien, was Sache ist. Mir mengen net, datt een dat misst weider reglementéieren par rapport zu deem, wat am Moment hei besteet.

Sechst Proposition a lescht Proposition vu menger Säit aus: Mir sinn der Meenung, datt dee fiskale Regime am Beräich vun der Propriétaire intellectuelle, dee gutt Resultater bruecht huet, deen an der leschter Legislatur vum Wirtschaftsminister agefouert ginn ass, datt dee soll weidergefouert ginn. Datt mer sollen eng Diskussioun féieren driwwer, wéi mer dee System nach kënnen besser maachen. Datt een zum Beispill soll kucken, ob mer dee System net och kéinten op d'Droit-d'auteurs ausdehnen an esou nei Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg usidelen.

Dat ware vun CSV-Säit d'Propositionen 1 bis 6. Mäi Kollege Spautz presentéiert lech elo 7 bis 13.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Schiltz. Als nächste Riedner hunn ech den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vum Kompetitivitéitsniveau vu Lëtzebuerg ass eng ganz komplex, an d'Meenunge ginn an dësem Punkt ganz wäit ausernee. Déi eng soen, mir hunn nach keng Kris. An anerer, déi soen, jo, et ass Kris, awer mir spiere se nach net. Dës Fro ass awer allerdéngs ganz wichteg fir eis Economie, dass mir eis mat dëser déif gräifender Thematik

auserneesetze mussen. Wann nach ëmmer Leit hei am Land mengen, mir wieren net an enger Kris, da soen ech, dass déi laansch d'Realitéit liewen.

(Interruption)

D'Kompetitivitéit...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wou ass den Här Weber?

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Ma, wann Der gären den Här Weber fro, muss Der en herno froen, wann en hei ass.

► **Une voix.**- Neen, muer de Moien!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- D'Kompetitivitéit seet vill iwwert den Zoustand vun engem Land aus, iwwert déi ekonomesch Aktivitéit, d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen an de Wuelstand vun enger Gesellschaft. Eise Kompetitivitéitsniveau ass trotz der Finanz- a Wirtschaftskris nach héich, wann een e mat deem vu villen aneren europäesche Länner vergläicht.

Dat erkläert sech an éischter Linn duerch dat staarkt Gewiicht, wat de Finanzsecteur an eiser Economie duerstellt. Mir wëssen, dass eis dynamesch Finanzplaz an hir Aktivitéiten eis Economie an de Wirtschaftswuesstum an engem gehéierege Mooss beaflossen, well si droen nämlech bis zu engem Drëttel vun eisem PIB bäi. D'Kris huet deemno nach eng Kéier op frappant Manéier verdäitlecht, wéi staark mir vun der Bankeplaz ofhänken.

Wann een also de Finanzsecteur aus dem Kompetitivitéitsbild eraushélt, da gesäit d'Situatioun a Saache Kompetitivitéit guer net méi esou roseg aus. A wann ee sech da virstellt - wat jo bäi Wäitem net auszuschléissen ass -, dass d'Zukunft vun eiser Bankeplaz alles anescht wäert wéi e grouse Boom ginn, da muss een och sech bewosst sinn, dass dat e schlecht Zeechen ass fir d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg.

Dëst alles sinn awer keng nei Feststellungen, well souwuel den Observatoire vun der Kompetitivitéit wéi och de Wirtschaftsminister selwer weisen ëmmer erëm op de Wettbewerbsverfall an een domadder verbundene Verloscht vun der Lëtzebuurger Economie hin. Dëse Verloscht dréit och zum Ofbau vun deenen dréngend gebrauchten Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg bäi.

Zu deemselwechte Constat kommen iwwregens och eng ganz Rétsch vun international renomméierten Institutier respektiv d'OECD oder d'Weltbank, fir nëmmen déi ze nennen. Och wann hir Resultater vu verschiddenen Acteuren am Land kritiséiert ginn - ech soen och riicht eraus, ech sinn och net mat allem averstanen, wat se schreiwen -, esou ass et awer kloer, dass all déi Rapporten international Bueechung fannen, ob mir dat elo wëllen an ob dat eis gefält oder net, an dass déi Rapporten, well se international zougänglech sinn, och dann op d'Situatioun vu Lëtzebuerg hiweisen. Duerfir ass et och wichteg, dass mir reagieren.

Mir als CSV-Fraktioun deele viles, awer och net alles vum Inhalt vun deenen Analysen a sinn der Meenung, dass mir zum Beispill e Kompetitivitéitsproblem hunn an dass mir méi deier a manner flexibel si wéi verschidde Konkurrenten. Mir sinn heimee allerdéngs net eleng mat eiser Meenung. Och d'Regierung gesäit dat esou an huet duerfir am Kader vun der Tripartite déi 65 Moosnamen, Iddien a Piste virgellecht, iwwert déi mir haut schwätzen.

Mir deelen, wéi gesot, d'Grondausrichtung an d'Zilsetzung vun de meeschte Proposen, vun deenen der iwwregens eng ganz Partie deckungsgläich mat dem CSV-Wahlprogramm sinn. Ech denken do zum Beispill un d'Diversifikatioun a Richtung Biomedezin, Ekotechnologien oder verbessert Rahmebedingungen an Ennerstüzungsméiglechkeete fir d'Kleng- a Mëtzelbetriber.

Här President, d'Attraktivitéit vun engem Land ass enk u seng Kompetitivitéit geknappt a vice versa. Allerdéngs geet de Fait, just eng wettbewerbsfäeg Wirtschaft ze hunn, nach laang net méi duer, fir nei Investisseuren op Lëtzebuerg ze zéien. Au

contraire, mir musse potenziell Investisseuren op Lëtzebuerg lackelen, hinnen eis Virdeeler positiv duerleeren an hinnen dofir virun allem och dat richteg Ëmfeld zur Verfügung stellen; en Ëmfeld, dat eis vun anere Länner ënnerscheet.

Mir musse e Kader stellen, deen et op anere Plazen an der Welt net gëtt. Et sinn dat déi sougenannte Standuertvirdeeler wéi zum Beispill e kompetitiiv steierlecht Ëmfeld, e betriebsfrëndlech Klima, héich qualifizéiert Personal, eng grous Liewensqualität, stabil politesch Verhältnissen an eng gesond sozial Kohesioun.

Zur Kompetitivitéit gehéieren ausserdeem och modern an zukunftsorientéiert Infrastrukturen. Duerfir si mir der Meenung, dass an Zukunft Prioritéit op Infrastrukturprojete geluecht misst ginn, déi eng Utilitéit um internationalen Niveau respektiv um Niveau vun der Groussregion hunn. De Bau vu lokale Monumenter an Zäite vu knappe Keesen ass, sou leed et mer och deet, emol bis op Weideres eriwwer.

Sou muss zum Beispill weiderhin d'Prioritéit op de konsequenten Ausbau vun den IT-Infrastrukture wéi Datenzentren - net méi spéit wéi de leschte Méindeg ass een ageweit ginn -, Glasfaserleitungen oder och d'Infrastrukture vun dem Logistikbereich geluecht ginn. Ech weess, dass de Minister Biltgen, wat d'Datenzentren ubelaangt, amgaang ass drun ze schaffen.

Och d'Telekommunikationsweeër musse méi séier a besonnesch fiabel ginn. Oder fannt Dir et normal, dass mer nach ëmmer kee flächendeckende GSM-Réseau hunn? Well nach ëmmer mer ganz vill Problemer hunn, wa mer mam GSM ënnerwee sinn, ob dat op der Tréierer Autobunn ass, op der Streck Koplescht op Miersch, Autobunn Esch-Lëtzebuerg, op der Héicht vu Leideleng, am Uelzechtall, am Gréngwald. Mir hunn den Usproch, an der IT zum Spätzepeloton ze zielen. Mir bréngen et awer net fäerdeg, dass eis Leitungen och dat halen.

Des Weidere musse fir de Sektour vun der Bio- an den Ekotechnologien souwéi am Beräich vun der Technologie de la Santé ebenfalls géeegeent Infrastrukture geschaf ginn. Op dës Beräicher kënn mä Fraktiounskolleeg, de Lucien Thiel, a senger Interventioun nach méi am Detail ze schwätzen.

Mir musse am grouse Ganzen d'Modernisatioun vun eise wirtschaftlechen an techneschen Infrastrukture weiderdriewen am Déngscht vun eiser Economie.

Heizou gehéiere sécherlech och d'Qualitéit vun eisen Transportinfrastrukturen, well si droen zur Kompetitivitéit an der wirtschaftlecher souwéi industrieller Entwécklung vun eisem Land bäi. Den Akzent muss hei an eisen Aen op de Schinneverkéier geluecht ginn. Virun allem musse déi international Verbindunge mat Däitschland a mat der Belsch däitlech verbessert ginn. Wichteg ass fir d'Zukunft, dass vun der däitscher Säit aus onbedéngt déi néideg Moderniséierung schnellstens an d'Weeër geleet ginn, fir dass mer e séieren Accès hunn un dat däitscht ICE-Netz.

Dat ass fir eis eng absolut Prioritéit, an duerfir ass et och gutt, dass sech am März, wou d'Madame Merkel hei war, konnt drop géeneegt ginn, d'Verbindungen no Däitschland opzematzen.

D'Ubannungen u Frankräich sinn a leschter Zäit wesentlech verbessert ginn a fir de Moment ginn nach weider zousätzlech Capacitéite geschaf. Nodeel ass zwar de Moment, dass op der Streck vun Esch Re-tarde stinn, mä duerch d'Entwécklung vun der Beetebuurger Streck misst dat sech jo och verbessern.

Wat d'Ubannung mat der Belsch betrëfft, sou wëlle mer, dass d'Realisierung vum Projet Eurocap-Rail esou séier wéi méiglech an Ugrëff geholl gëtt. Eng séier, der Demande entsprechend an adaptéiert Verbindung...

(Interruptions)

Oh, wësst Der, hei si Leit, déi schwätzen hei wéi grous Düsenjäger, a wa se an der Majoritéit an hirer Gemeng sinn, da sinn et kleng Segelfliger. Also, ech verstinn net, firwat et net méiglech ass, dass Der Leit ausschwatze loosst!

(Brouhaha)

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Dat war awer gutt gesot!

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Sou, ech géif lech elo bieden, erëm dem Här Spautz opmierksam nozelauschten.

► **Une voix.**- Dir dierft erëm starten. Dir hutt Starterlaabnis!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Eng séier, der Demande entsprechend an adaptéiert Verbindung zwëschen den dräi europäeschen Hauptstied Bréssel, Lëtzebuerg, Stroossbuerg muss endlech Réalitéit ginn.

(Interruption)

Eis Gare an den Oflaf vun den Aarbechten entsprechen och net méi der heiteger Zäit. Viles ass schon nei gemaach ginn, awer dat Ganzt misst méi séier goen. Vill Leit, déi zu Paräis den Zuch huelen an enger restaurierter Gare, déi och scho bal honnert Joer huet, an der Gare de l'Est, ginn do an enger Fotell fort, a wa se hei zu Lëtzebuerg ukommen op der Gare, hu se schon d'Flemm, well da fille se sech net am Häerz vun Europa, mä iergendwou dem Honn hannen, an och do musse mer nei Weeër goen!

► **Une voix.**- Mir paken et un!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dat fanne mir och!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Nieft optimalen effizienten Infrastrukturen, ass besonnesch och d'Energiefro en eminente Kompetitivitéitsfacteur. De Stroumblackout vum 2....

► **M. le Président.**- Ech bieden lech wierklech nozelauschten!

(Interruptions diverses)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Nieft optimalen an effizienten Infrastrukturen ass besonnesch och d'Energiefro en eminente Kompetitivitéitsfacteur. De Stroumblackout vum 2. September 2004 huet eis kloergemaach, wéi wichteg eng fiabel a sécher Versuergung fir eis Economie ass. Duerfir ass et wichteg, dass mir un de Stroumreseau vun eisen dräi Nopeschlänner ugeboune ginn. Ech betounen, vun deenen dräi.

D'Moderniséierung an den Ausbau vun eisem nationale Stroum- a Gasnetz musse ausserdeem virugedriewen ginn. Och net vergiessen dierf een an deem Kontext, dass mir nach ëmmer déi néideg strategesch Uelechreserven, wéi et an Europa gängeg ass, net hei zu Lëtzebuerg ugeluecht hunn, an hei besteet och ouni Zweifel Handlungsbedarf.

Niewent der Versuergungssécherheet brauche mir awer op där anerer Säit och gutt a kompetitiv Präisser fir d'Energie. Mir musse sécherstellen, dass d'Energiekäschten net zu enger ëmmer méi grousser Belaaschtung fir eis Wirtschaft ginn. D'Energiekäschte wäerten an Zukunft méi wéi jee als Standuertvirdeel fir d'Betriber an d'Gewiicht falen. De Präis dierf deemno net eng Brems gi fir eis Wirtschaft. Am Géigendeel, e muss sech zu engem Kompetitivitéitsvirdeel entwéckelen.

D'Chancen, déi eis de Stroum- a Gasmaart bidden, musse mir duerfir zu eise Gonschten ausspillen. Hei stellt sech och d'Fro vun der interner Stroumproduktioun. Wa mir selwer produzieren, brauche mir manner anzekafen. Investitiounen an déi nei Energieproduktiounsanlage ginn duerfir vun eiser Säit och ausdrécklech begréisst. Si sinn noutwendeg, fir de Bedarf vu Lëtzebuerg ze assurieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa Lëtzebuerg zu Recht am internationalen Ëmfeld nach ëmmer de Ruff vum Land vun de kleng Weeër huet, ass et dach op där anerer Säit esou, dass eis Economie net iwwerall esou dréit, wéi se eigentlech dréie kéint, well mir eng Rei komplizéiert a laangwiereg Prozeduren, déi eis Betriber vill Zäit a Sue kaschten, hunn.

Duerfir ass déi administrativ Vereinfachung e weidere Schlëssel fir d'Kompetitivitéit vun eiser Economie ze optimieren. Et geet hei drëm, dass eis Betriber déi Loft a Fräiheet hu respektiv behalen oder erëm kréien, déi se brauchen, fir um nationalen an um internationale Marché bestoen ze kënnen. Dëst och mat Bléck, wat eist Handwierk a Mëtzelstandsbetriber ugeet, op d'Groussregion.

Et wier awer elo falsch ze behaupten, an de leschte Jore wier an deem Kontext näischt geschitt. Un der administrativer Simplificatioun gëtt scho säit längerer Zäit intensiivt geschafft. Sou gëtt et zum Beispill den Entfesselungsplang fir Betriber, dee gréisstendeels scho vun der viregter Regierung ënner der Fuchtel vum Fernand Boden ëmgesat gouf. Ausserdeem ass de Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises gegerent ginn, dee sech just mat dëser Problematik beschäftegt.

D'Prozedur ex ante opstelle vu Fiches d'impact, oder de virtuelle Guichet bei der Regierung, den „guichet.lu“, sinn aner konkret Mesurë vun enger Simplification administrative. Dës éischt Schrëtt musse duerch weiderer ergänzt ginn.

Dat ze schreiwen u sech eleng geet awer net duer. Wa mir eng substanzieel administrativ Vereinfachung fir d'Betriber hei am Land wëllen errechen, da musse mir och praktesch de Kader duerfir schafen. A wann een iwwert d'Konkurrenzfähigkeit vun eise Betriber, insbesondere awer net nëmme fir d'Kleng- a Mëtzelbetriber, mä fir d'Betriber alleguerter schwätzt, da muss een och de Courage hunn, déi administrativ Prozeduren unzegoen.

Duerfir proposéiere mir als CSV-Fraktioun:

De Prinzip „selon lequel le silence administratif vaut accord“ soll d'Regel ginn, an zwar an deene Beräicher, wou d'Autoritéit eng Décisioun ze huelen huet, déi op Norme baséiert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dat ass vum Här Grethen a vun der Madame Polfer lancéiert ginn.

► **Plusieurs voix.**- 1992!

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Här Spautz, loosst lech net duerjerebréngen a fuert virun an Ären Ausféierungen!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- E provoziert eis, Här President! Si klauen eis all eis Iddien.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Wann ech gelift, ech bieden lech, dem Här Spautz nozelauschten!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Si liesen eis Wahlprogrammer, Här President!

(Hilarité)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech fannen et gutt, datt den Här Bettel elo nieft dem Index déi zwee Themen entdeckt huet. Bravo!

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Här Spautz, fuert da virun, wann ech gelift!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Et ass selbstverständlech, dass dës Normen dann och den Objet vun enger Publikatioun musse sinn. Mir géife proposéieren, dass d'ITM an deem Kontext géif e Pilotprojet lancéieren, an dass een och der ITM déi Kompetenzen da géif ginn.

Am Dateschutz sinn an der leschter Legislatur an am Beräich vun der Direktiv Services an dëser Legislatur schon éischt Tentativë lancéiert ginn an deem Beräich. Si si vum Statsrot ofgelehnt ginn. Mir si sécher, dass d'Madame Modert, sech un deenen negativen Avisë vum Statsrot positiv inspirierend, eis do kuerzfristeg Léisunge proposéiere wäert. De Wirtschaftsminister hat jo och scho Virschléi gemaach, déi duerno vum Statsrot rejetéiert gi woren.

An deem Kontext wëll ech och nach ernimmen, dass den „silence administratif vaut accord“ net nei ass. Och net nei ass mat der Madame Polfer a mam Här Grethen hirer Proposition de loi, mä dass mer e Gesetz hu vum 18. Juli 1983, wou dat schonn drasteet: «La Commission des Sites et Monuments nationaux et le conseil communal de la commune sur le territoire de laquelle l'immeuble est situé entendus en leurs avis, lesquels doivent être produits dans le délai de trois mois à partir de la notification de la proposition de classement. Passé ce délai, la proposition est censée être agréée.»

Also ass dat net nei, mä da besteet dat schonn zënter 1983.

(Interruption)



Mä, Här Bettel, Dir hutt do nach vläicht näischt mat Politik ze di gehat, mä déi Zäit ass och scho Politik gemaach ginn.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- '92!

(Interruption)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Wësst Der, Här Bettel,...

(Interruption)

...doduerch, dass Dir eis Politik wëllt schlechtmaachen, gëtt Är Politik net besser, Här Bettel!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Jo, andeem Der eis offuscht!

(Interruptions)

'83 wore mer zesummen an der Regierung, Här Spautz, och nach just zur Erënerung!

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Also, ech géif lech bieten nach eng Kéier, dem Här Spautz nozelauschten! Herno ka jiddwereen heihinnerkommen a seng Meenung dozou soen. Och den Här Bettel.

(Brouhaha)

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Nieft dem „silence qui vaut accord“ wier et an eisen Aen nach eng gutt Iddi, fir op de Wee ze goen, fir a ville Beräicher d'Autorisatioun duerch einfach Notificatioun ze ersetzen. Dat bréngt natierlech mat sech, dass, wou ex ante nëmme notifizéiert gëtt, ex post méi staark kontrolléiert gëtt iwwert de Wee vu Stéchprouwen, mä och wou de Verdacht besteet, dass d'Gesetz net respek-téiert gëtt.

Et misst een zum Beispill kucken, a wat fir enge Beräicher vum Bau dee Prinzip ka verstärkt ugewannt ginn. A Beräicher vun Dateschutz, do gëtt et et schonn, dass een dat ka maachen.

Drëttens, e weidere Prinzip ass dee vun der Ëmsetzung vun den Direktiven. Leider war et an der Vergaangenheet esou, dass mir an der Ëmsetzung dacks méi dichteg wollte si wéi Brëssel a mir hunn nach weider zousätzlech Dispositiounen an déi verschidde Gesetze ageschriwwen, ouni ze kucken, wat fir e wirtschaftlechen Effet dës Normen op eis Betriber an hir Beschäftegte hunn.

► **Une voix.**- Elo gesitt Der et an!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dës zousätzlech Bestëmmunge goung ganz dacks oder weinstens zum gréissten Deel op d'Käschte vun de PMEen.

► **La même voix.**- Voilà!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dës Mesuren hunn och keng weider nei Aarbechtsplaze mat sech bruecht.

Mir sollen ophalen, d'Ham an der Mëllech ze kachen, a konstruktiv dorun eruegen.

► **La même voix.**- Dat muss ee fäerdeg bréngen!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Mir sinn eis bewosst, dass d'Simplification administrative en Instrument ass, dat net vun haut op muer ëmgesat ka ginn. Et erfuerdert e Mentalitéitswiesel an eise Verwaltungen, an de Ministère, déi méi vernetzt mussen zesummeschaffen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zu mengem leschte Punkt, an dat concernéiert de Mëtzelstand. En handelt iwwert d'Gesetz vum Nidderloosungsrecht, dem Droit d'établissement.

Dës Gesetz ass vu grondleeender Bedeutung fir d'Handwierk an de Commerce. Et definéiert zum engen déi ënnerschiddlech Handwerksberuffer an et leet op där anerer Säit d'Zouloosungsbestëmmungen zu deene verschidde Beruffer fest.

Déi lescht grouss Reform vun dësem Gesetz läit mëttlerweil sechs Joer zrëck, a mir sinn als CSV-Fraktioun der Meenung, dass et Zäit gëtt, den Droit d'établissement der internationaler Entwécklung unzepassen an dass d'Zouloosungsbestëmmungen zu Beruffer am Handel an am Handwierk flexibiliséiert a vereinfacht musse ginn.

Mir begreissen duerfir de Prinzip vun där geplangter Reform vum Nidderloosungsrecht, wéi se vun der Regierung viru kuerzem beschloss gouf.

Och wann an Zukunft weiderhin eng staatlech Genehmegung noutwendeg ass, fir e Betriber am Handel, Handwierk an an der Industrie opzemaachen, sou gëtt den Zougank zu dëse Beruffer awer staark vereinfacht. Am Handwierk soll zum Beispill déi historesch Relatioun zwëschen Meeschterkaart an Nidderloosungsrecht opgehuewe ginn. En Handwerker soll kënnen mat enger Meeschterkaart verschidden Aktivitéiten ausüben an e muss der net zwou, dräi oder véier hunn, fir kënnen déi Aktivitéit ze maachen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Och den Accès fir d'Aktivitéiten am Handel gëtt ugepasst. D'Qualifikationsufuerderunge ginn adaptéiert. Ausserdeem kann e Kandidat fir eng Betriebsgrënnung am Handel an Zukunft och seng professionell Erfahrung geltend maachen.

Ouni wëlle weider op d'Detailer vun dëser Reform anzegoen, sou stëmmt awer d'Richtung vum Gesetzestext. Fir eis ass et wichteg, dass keng zousätzlech Normen oder Kritären agefouert ginn, déi den Zougank zu engem Beruff am Handel, am Handwierk an an der Industrie erschweieren.

Zil vun der Reform muss ganz kloer sinn, d'Prozedur méi einfach a méi séier ze maachen. Duerfir ass et positiv, dass, wéi schonn virdu gesot, d'Autorisation tacite en cas de silence vun Administratiounen mat dësem Gesetz agefouert gëtt. Et ginn dofir och prezis Délaie fixéiert, bis wéini d'Prozedur muss ofgeschloss sinn. No dësen Délaie gëllt d'Demande d'autorisation als genehmegt. Doriwwer nodenke sollt een och, ob een hei net kann a verschidde Beräicher e bësse méi mat deem Punkt vun der Notificatioun fonctionnéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wollt ech nach eng Kéier betounen, dass mir op där enger Säit derfir suerge mussen, dass eis Economie net mat Saache belaauscht gëtt, fir déi d'Betriber net do sinn. Op där anerer Säit muss mir der Wirtschaft e Kader schafen, deen attraktiv ass fir déi Betriber, déi schonn zu Lëtzebuerg sinn, an de Standuert Lëtzebuerg nach méi attraktiv maache fir déi, vun deenen et an eisen Ae wichteg ass, dass se sech hei am Land nidderloossen, vergréisseren an nach zousätzlech nei Aarbechtsplaze schafen.

Nëmme kompetitiv Betriber schafen nämlech dës nei Aarbechtsplazen, a soumat hu mer eng Chance, fir eis Kanner an eis Kandskanner a fir eise sozialen Niveau an eis Sozialpolitik, wéi se de Moment am Land leeft, och weider kënnen ze finanzéieren.

Duerfir hei am Résumé d'Propose 7 bis 13 vun der CSV-Fraktioun:

7. Bei den Infrastrukture soll den Akzent op Lëtzebuerg national an och op d'Groussregioun gesat ginn.

8. Dass d'Ubannung un Däitschland an un d'Belsch un der Schinn Prioritéit huet.

9. Dass mer an der Energie kompetitiv Präisser behalen an dass mer och d'Offer vun de Präisser, dat heescht selwer produzéieren, am Elektresche solle förderen.

10. Dass de Prinzip „silence vaut accord“ muss Realitéit ginn.

11. D'Aféierung vun der Notificatioun am-plaz vun der Autorisatioun.

12. Dass mer eng aner Prozedur maache bei der Ëmsetzung vun den Direktiven.

13. Dass mer et och fäerdeg bréngen, den Zougank fir d'Beruffer am Handel, am Handwierk an an der Industrie méi einfach ze maachen.

Nëmme dann bréngt mer et och fäerdeg, déi Erausforderungen, déi virun eis leien, eiser Jugend eng Chance ze ginn. Eis Jugend, eis Kanner a Kandskanner, wat eist gréisste Gutt ass, fir dass déi och nach eng Kéier hei a Lëtzebuerg déi Aarbecht fanen, déi se brauchen, an dass Lëtzebuerg och liewenswäert bleift fir hei ze wunnen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn dovunner aus, dass dës Debatt kee Selbstzweck ass, grad wéi d'Kompetitivitéit kee Selbstzweck ass, well et geet drëms, dass mer gesond Betriber am Land hunn. Betriber, déi Aarbechtsplazen zur Verfügung stellen, neier schafen, bestehender kënnen ofsécheren. Aarbechtsplazen, déi de Mënschen am Land en Akommes ginn, vun deem se kënnen liewen, vun deem se kënnen hiren individuelle Wuelstand garantéiert wëssen, wou se hir Liewensdreem kënnen dermadder erfëllen.

Et geet drëms, wa mer kompetitiv sinn, fir de globale Wuelstand vum Land ze assureieren, ënnert deem ech emol déi sozial Ofsécherung géif oplëschten, ënnert déi ech géif oplëschten all déi Zukunftsinvestitiounen, déi musse gemaach ginn, fir dass et zu Lëtzebuerg sech och nach muer gutt liewen, gutt schaffe léisst. Déi Zukunftsinvestitiounen ganz besonnesch a Beräicher, wou mer net nëmme an de Steen investéieren, mä an de Mënsch investéieren, an d'Wëssen investéieren, a Bildung an a Fuerschung investéieren.

Jo, ouni Kompetitivitéit wäert d'Zukunftsgestaltung hei am Land e gutt Stéck méi schwierig ginn. Laang Zäit ass, wann et ëm d'Kompetitivitéit gaangen ass, dann an der Regel et esou arrangéiert ginn, dass mer et iwwert de Lëtzebuerger Modell geregelt hunn, dass, wann e Problem war, d'Regierung, also d'Politik, an op där anerer Säit d'Sozialpartner, d'Gewerkschaften an d'Patronat zesummekomm sinn, fir eng gemeinsam Analys ze maachen a gemeinsam déi beschtméiglech Léisungen op den Dësch ze leeën, déi dann duerno vun der Politik iwwerholl goufen, fir ëmgesat ze ginn.

Dat war op jidde Fall esou gutt, wann et ëm Krisensituatiounen gaangen ass, wann et ëm aussergewéinlech Situatiounen gaangen ass. A mir sinn an enger Krisensituatioun, mir sinn an enger aussergewéinlecher Situatioun, mä trotzdem huet ee festgestallt virun enger Rei vu Wochen, dass dës Kéier de Lëtzebuerger Modell gescheitert ass.

An do dréit d'Regierung eng grouss Responsabilitéit drun, well d'Regierung net à même war, virun der Tripartite mat klaren a konkrete Dispositiounen opzewarten. Well d'Regierung probéiert huet, sech an der Tripartite hannert de Sozialpartner ze verstoppen. A well d'Regierung offensichtlech net preparéiert war, net preparéiert an déi Verhandlung gaangen ass.

Dat soen net ech, dat seet net meng Fraktioun, mir waren net derbäi. Dat soen all déi Leit, déi derbäi waren; vläicht mat Ausnahme vun der Regierung. Mä wann ee mat de Sozialpartner schwätzt, wann ee mat Gewerkschaften diskutéiert, wann ee mam Patronat schwätzt, dann ass dat dee gréisste Reproche op jidde Fall, dee vun där Säit der Regierung gemaach gëtt.

Mir hu schonn 2004 eng Kéier, deemools nach mat DP-Bedelegung, an der Regierung festgehalten, dass eng Tripartite sech soll intensiv ëm Froen vun der Kompetitivitéit ënnerhalen a Léisungen sichen. Déi Tripartite ass net méi 2004 zesummekomm. 2005 war vläicht, bei engem Joer, wou Enn des Joers Gemengewahlen och waren, net de Moment, fir vläicht intensiv doriwwer ze diskutéieren. Sou dass d'Tripartite 2006 eigentlech déi Tripartite war, déi gebuer ginn ass als Kompetitivitéitstripartite, awer geendegt huet finalement als Tripartite fir de Statsbudget ze sanéieren.

An et war dann och dat quasi den Hauptpunkt vun deenen Diskussiounen do. A vill aner Punkten, wou et ëm Kompetitivitéit gaangen ass, wou et ëm strukturell Reformen gaangen ass, si leie bliwwen respektiv, wann dann emol Reformen ugepaakt goufen, wéi de Statut unique, da muss ee sech froen: Wat hëlleft dat haut an dëser Situatioun? Wat huet dat finalement der Kompetitivitéit vun eiser Economie wierklech weidergeholl? An aner Mesuren, déi geholl goufen, wéi zum Beispill d'Modulatioun vum Index, dann 2009, matzen an enger Krisensituatioun, ausgelaf sinn.

Mir haten och hei am Land eng Kris virun der Kris. Wann ee gekuckt huet, wéi de Chômage an deene Jore virun an d'Luucht gaangen ass, wann ee gekuckt

huet, wat fir ee knappen Équiliber mer an de soziale Keesen haten, trotz engem enorm héije Wirtschaftswuesstum, wann een héieren huet, a wat fir engem Mooss mer dach Avantagen, déi Lëtzebuerg ëmmer op ekonomeschem Plang ausgezechent hunn an d'Differenz gemaach hu par rapport zu anerem, notament méi grouse Länner, déi vläicht nach vill aneschtens kéinten ubidden, mä do wou mer wierklech gutt waren, déi kuerz Weeër, déi schnell Reaktiounen, déi Avantagen hate mer verluer. An do huet zanterdem d'Regierung och hir Hausaufgaben net gemaach.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënnere, dass meng Partei och 2006 sech net verstoppt huet an där doter Diskussioun, wou et ëm Kompetitivitéit gaangen ass, wou et ëm Chômage gaangen ass, wou et ëm de Statsbudget gaangen ass a mer op 33 prezise Dispositiounen déi Diskussioun wollten animéieren. 33 Dispositiounen, a wann ech mech richteg erënnere, huet de Statsminister op dëser Plaz hei der 19 op jidde Fall emol als gutt emfonnt an iwwerholl. Mä leider sinn der ganz vill vun deenen 33 net ëmgesat bis ewell, a ganz vill vun deenen 19, wou de Statsminister eigentlech Sympathië gewisen hat derfir, och nach ëmmer net. Si sinn awer duerfir ëmsou aktueller wéi jee.

Et gëtt vill där Pabeieren do, net nëmme vun der Demokratescher Partei. Et gëtt vill Pabeieren, wou sech mer der Kompetitivitéit ausenanergesat ginn ass. Ech erënnere un de Rapport vun der Krisekommissioun, dee mer just virun deene leschte Chamberwahlen hei presentéiert hunn an diskutéiert hunn, 21 konkret Dispositiounen. De Rapporteur, de Lucien Thiel, erënnert sech sécherlech.

Deemools huet dat sech scho gelies wéi e Katalog vu Versäumnissen vun der Regierung, wéi alles dat, wat net gemaach ginn ass, wat awer hatt misse gemaach ginn, fir fit ze sinn um internationale Plang. A Punkten, déi mer haut erëmfannen an deene 65 Dispositiounen vum Här Krecké, déi mer an deenen 20, 21 Dispositiounen vun der CSV erëmfannen, déi stoungen och do-dran.

Uni a Fuerschung solle mer besser notzen a verbannen. Mir mussen d'Datenautobunnen upassen. Mir mussen d'Prozedur kieren. De Guichet unique war do ze fanen, besser Promotioun fir Lëtzebuerg a vill aner Punkten.

Mä där Pabeiere sinn et och scho laang Jore virdu ginn. Am Joer 2004, virun den deemolege Chamberwahlen, huet de jëtzege Wirtschaftsminister, deen et déi Zäit nach net war, en „Sofortprogramm für unsere Wirtschaft“ opgeluecht. An och do hu mer gelies vum Guichet unique a vum Guichet virtuel. Autorisatiounen, fir Commerce ze maachen, sollte vereinfacht a verkierzt ginn. Dat war de Mëtten hei schonn Thema. Schnell Autorisatiounen sollte garantéiert ginn. Direktive sollten nëmme eent zu eent ëmgesat ginn. Och dat hunn ech an deenen zwee méi neie Pabeieren nach eng Kéier misse liesen. Terrainen sollten zur Verfügung gestallt gi fir Kleng- a Mëttelentreprisen. Autorisations de travail sollte méi schnell a méi breet kënnen ausgestallt ginn.

Dat alles stoung 2004 an engem Sofortprogramm vum jëtzege Wirtschaftsminister. Nun, zënter sechs Joer schéngt net alles do ëmgesat ze sinn. Déi Definitivitioun vum Wuert „sofort“, déi misste mer also nach eng Kéier am Detail nokucken.

Mir haten en Entfesselungsprogramm vum Fernand Boden mat, mengem ech, 76 Dispositiounen, wou ausser Ukënnung jo och net ganz vill geschitt schéngt ze sinn.

(Interruption)

Firwat soss, Här Boden, hätte misse véier CSV-Ministere virun zwou Woche sech zesummendinn...

(Interruptions)

...fënnf CSV-Ministere sech virun zwou Wochen zesummendinn, fir dann den Entfesselungsprogramm nach eng Kéier nei opzeleeën?

**(Interruption)**

Falls dann do schon alles enner Ärer Regie geschitt sollt gewiescht sinn, ech mengen, da muss Der lech mat Äre fënnel Kollegen a Parteifrënn do emol eng Kéier méi intensiv beschäftegen, well déi hunn d'Ëmsetzung am Detail sécherlech och net fonnt. Wéi jo gëschter, wéi mer do bausse bei den Handwierker stoungen, der do och ganz vill nach ëmmer gefrot hunn: Wéi ass et dann elo wierklech mat deene méi einfachen a méi schnelle Prozeduren?

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Dat si Piste virun der Kris hei. Et ass hei de Plan de conjoncture, fir d'Kris ze bekämpfen, zitéiert ginn. Do stinn déi Saachen alleguerten dran. Et si Gesetzesprojeten déposiert ginn, wou déi Texter do drastinn.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo, jo.

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Dat muss nach ëmgesat ginn elo dann.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo. Da schéngt et awer nach net ukomm ze sinn.

► **Une voix.**- Dach, et ass ukomm.

(Interruptions diverses)

Just bei lech net!

► **M. Claude Meisch (DP).**- En aneren Dossier, deen net ukomm ass...

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech elo, dem Här Meisch nozelauschten! Jiddweree kann herno nach d'Wuert kréien.

► **M. Claude Meisch (DP).**- En aneren Dossier, wou mer nach net ukomm sinn, dat ass dee vum Plan sectoriel vun de Zones d'activités. Am Wahlkampf virun engem gudden Joer gouf gesot, deen ass elo op der Schinn. Mä en ass op der Schinn stoe bliwwen. En ass kee Meter weidergerullt. Op jidde Fall, d'Prozedur vum sektorielle Plang vun de Zones d'activités ass nach ëmmer net ukomm an et gëtt haut nach keen Terrain méi doduerjer.

Et ass gesot ginn, mir mussen nei Nischen développieren. Zënter Jore soe mer dat. De Wirtschaftsminister huet en neien Term derbäigesat: Mir mussen Kompetenznischen développieren. Jo. Wou si se? Wou fanne mer se? Wat huet dat bruecht?

An dann elo ebe 65 Punkte vum Jeannot Krecké respektiv vun der Regierung 20, 21 Punkte vum CSV iwwer Kompetitivitéit, wou ech muss soen, dass villes net prezis ass. Mä dat ass wahrscheinlech esou, well den Här Schiltz, dee woullt d'ganz Strategie net verroden a senge Propositionen.

(Hilarité et interruption)

Eng Proposition, déi ass mer awer do besonnesch...

(Interruption)

► **M. le Président.**- Erlaabt Der, Här Meisch, dass den Här Schiltz lech eng Fro stellt?

► **M. Claude Meisch (DP).**- Ech hunn dem Här Schiltz haut schon eppes ausgeschloen, dofir muss ech em dat do awer elo...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här Meisch, ech hu mech viru jo gepackt, gëllt. Waart Dir am Ufank net heibannen? Well, ech hunn nämlech am Ufank gesot - dat war eng Fro -, dass d'Kompetitivitéitsdebatt haut net géif unhalen an net géif ophieren..., net géif ufanken an net géif ophalen.

► **Une voix.**- Aaahhh!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Duerfir, fir all déi Saachen do ze soen an alles an Erënnerung ze ruffen, dat hunn ech an engem Saz gemaach. Dofir braucht Dir zéng Minuten!

An da woullt ech lech soen zur Strategie, Dir hutt mech jo do interpelléiert: Effektiv bleiwen ech derbäi, dass, wann een eng Strategie huet, ee se net an allen Elementer duerleet. Ech si frou, dass Der do lernfäeg gi sidd entre-temps. Merci.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här Präsident, wou war d'Fro?

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Also, ech géif lech elo wierklech bieden, dem Här Meisch nozelauschten! Déi, déi wierklech eng Fro ze stellen hunn, solle se stellen. Déi aner kënnen nach alleguerten eng Kéier nom Här Meisch untrieden. Här Meisch, fuert elo wann ech gelift virun!

(Interruption)

► **M. Claude Meisch (DP).**- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss den Här Schiltz do a Schutz huelen. En huet mer eng Fro gestallt: „Waart Dir am Ufank net heibannen?“

Ech ka ganz prezis dorobber äntwerten, an et si genuch Kollegen, déi kënnen et bezeien: Dach, ech souz heibannen an ech hunn lech nogelauschert.

(Interruptions)

Pabeieren a Propose gëtt et also zënter Jore méi wéi genuch. Ëmmer erëm déiselwecht Punkte fanne mer dorobber erëm, mä näischt oder weéne ass geschitt. An haut féiere mer eng Diskussioun iwwer d'65 Punkte vum Här Krecké, an deene sech ganz vill Punkten erëmfannen, Propositionen, Pisten erëmfannen, déi mer och schon an anere Kompilatioune virdrun opgefall sinn.

D'Demokratesch Partei ka mat deenen alermeeschten, ech géif bal soe mat alle 65 Punkte vum Jeannot Krecké d'accord sinn. Mir soe just: Da maacht endlech eppes! Haalt op, just doriwwer ze schwätzen! An do gëllt just ee Slogan, dee mer sollen ëmsetzen, et ass e sportlechen: „Just do it.“

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).**- D'Fro muss erlaabt awer och sinn: Kann dës Regierung dat, wat se sech schon x-mol virgeholl huet, ka se et ëmsetzen? Eng Regierung, déi eng Tripartite an de Sand gesat huet, eng Regierung, déi sech net eens ass, déi während der Tripartite mat grouse partipoliteschen Differenzen operéiert huet an d'Land an Otem gehalen huet a sécherlech och d'Sozialpartner an der Tripartite an Otem gehalen huet.

Et ass do jo net nëmmen em den Index gaangen. Et ass net dat deen eenzege Punkt, wou d'Regierungspartner sech net eens sinn, neen. D'Analys vun der Situation gëtt aneschters gemaach op där enger wéi op där anerer Säit. Den Zäitplang schéngt en aneren ze sinn, fir CSV wéi fir LSAP. D'Approche schéngt eng aner ze sinn, fir Rout wéi fir Schwaarz.

Wann een da gesäit, dass zënter Méint a Wochen iwwer e Programm vu 65 Punkte vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké geschwat gëtt an een Dag virun dëser Debatt dann d'CSV mat aneren 21 Punkten d'Diskussioun weider wëllt animéieren, dat ass dee beschte Bewäis, Dir Dammen an Dir Hären, dass dës Regierung kee gemeinsame Projet méi huet, wann et em d'Wirtschaftsentwécklung vun eisem Land geet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wie soll dës Regierung dann eigentlech och nach traue a Vertraue schenken, dass dat, wat se am Laf vun deene leschte sechs Joer net ëmgesat huet, net ugepaakt huet, wat se oft annoncéiert hat, dass se dat da grad elo am Laf vun deenen nächste Joren - deen Délai, deen den Här Schiltz hei gesat huet -, dass se dat am Laf vun deenen nächste Jore ka maachen?

Mä kommt, mir huelen emol un, d'Intention war do, d'bonne Volontéit war do bei CSV a bei LSAP a se wëlte wierklech eppes maachen, fir d'Kompetitivitéit hei am Land ze stäerken. Da gëtt et eppes ze maachen, an dat als Alleréischt, nämlech déi Steuerbomm, déi d'Regierung dem Parlament hei proposéiert huet no der Tripartite, fir déi ze entschärfen.

277 Milliounen Euro méi Steiere pro Joer, esou wäit et bis ewell iwwerhaupt chifféiert ass, duerch eng Eropsetzung vun der Solidaritéitssteuer, duerch de Spätzesteiersaz, deen eropgeet, duerch d'Pendlerpau-schal, déi halbéiert gëtt, duerch eng Krisesteier, déi agefouert gëtt, duerch eng Finanztransaktionssteuer, déi dann awer nach net vum Dësch ass, duerch e bëllegen Akt, deen ausgehalecht gëtt, duerch eng Steuer op gewësse Finanzstrukturen, déi nei agefouert gëtt.

Do derbäi kommen dann nach d'Cotisationserhéijungen, un deenen de Gesondheitsminister amgaangen ass ze bastelen, fir den Defizit an der nationaler Gesondheitskeess kënnen ze couvréieren. Da wësse mer och nach, dass duerch d'Reform an der Assurance accident eng Rei vu Secteuren - d'Banken an aner Servicere - sécherlech wäerte méi schlecht Bedéngunge virfannen. An dat, wat vläicht...

(Brouhaha)

An dat, wat vläicht als Käschtenerspuernis hätt kënnen fir aner Secteuren - wéi fir d'Handwerk, wéi fir d'Industrie - gëllen, gëtt da gläich den 1. Januar duerch de Mindestloun erëm ausgeglach. Et ass dat en Ugrëff op d'Kafkraaft vun de Leit hei am Land, an et ass eng däitlech Verschlechterung vu sämtleche steierleche Rahmebedéngunge fir Betriber. An dobäi war, an et ass nach net en déckt Joer hier, et ass nach kee Joer hier, dës Regierung ugetrueden, fir d'Steierlaascht fir d'Betriber hei am Land erofzesetzen. An ech mengen, deemools war eis och scho bewosst, dass mer eng Kris hätten.

D'Majoritéit denkt also, et war méiglech, op där enger Säit d'Kompetitivitéit ze verbesseren an d'Steiere fir Betriber a Privatpersounen eropzesetzen.

Esou eng Majoritéit ass an eisen Aen, Dir Dammen an Dir Hären, net méi eescht ze huelen. Wann d'Regierung also wierklech eppes wëllt maachen, fir d'Kompetitivitéit ze verbesseren, dann zitt wann ech gelift Är Virschléi fir Steiererhéijungen zrëck!

A wann d'Regierung da wierklech eppes gewëllt ass ze maachen, fir d'Kompetitivitéit ze verbesseren, jo, da mengen ech, da muss mer och eng Solutioun fanne fir d'Problemer, wat d'Loukäschtchen ubelaangt. E Plus vu 7% bei de Loukäschtchen, déi gesetzlech verursaacht sinn, dat an annerhallwem Joer, plus nach dat, wat derbäikënn iwwer Kollektivvertrag an de Glissement-de-carrière, dee jo och net ze évitéieren ass: Dat schwächt eng ganz Rei vu staarke Branchen. An dat mécht eng ganz Rei vu schwache Branchë ganz einfach futti.

Dobäi wëll ech soen, dass et net eis Opfaassung ass als Demokratesch Partei, dass mer déi international Ausenanersetzung a Kompetitivitéit ganz besonnesch op de Loukäschtchen misse sichen. Dat kënnen mer net. Well mer leie wäit vun deenen ewech, wéi se a Louthréngé sinn, mer leien nach vill méi wäit vun deenen ewech, wéi se an Tschechien sinn, an nach eng Kéier vill méi wäit vun deenen ewech, wéi se a China an Indien sinn.

(Interruption)

Mä, wa mer awer net...

(Interruption)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Bei Lothringen stëmmt et net, Här Meisch. Wann Der d'Loukäschtchen richteg berechent.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dir hutt bestëmmt Är eege Rechemethod, Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Et gëtt keng dräi verschidde Rechemethoden. Et gëtt nëmmen eng.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Duerfir, wann ech zu Lasavage iwwer d'Grenz hanne ginn a kommen zu Zouenen eraus, duerfir gesäit et do esou aus, wéi et ausgesäit, Här Hoffmann.

Lëtzebuerg muss awer, wa mer net...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Wéi gesäit et dann do aus?

► **M. Claude Meisch (DP).**- Ech kann lech et eng Kéier weisen, Här Lux.

(Interruption)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- ... op Lëtzebuerg kommen.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wa mer net wëllen d'Kompetitivitéit herno mussen um Niveau vun de Léin ausdroen, jo, da muss mer awer och probéieren, an allen aneren Domänen einfach besser ze sinn. Da muss mer méi innovativ si wéi anerer; da muss mer méi schnell si wéi anerer; da muss mer hei eng besser Qualitéit kënnen garantéieren wéi anerer; da muss mer mat besserem Personal kënnen schaffen; da brauche mer e bessert an en avantagéist

steuerlecht Ëmfeld, da brauche mer e soziale Fridden, dee sécherlech och e groussen Avantage fir international Investisseuren duerstellt; da brauche mer zolidd Sozialversicherungen, an déi mer kënnen Vertrauen hunn, dass och an Zukunft dat nach ze bezuelen ass, wat versprach ass; da brauche mer déi intelligentst Gesetzgebungen.

Et kann een awer trotz all deem doten an deenen Iwwerleeungen do kengem Betrib zoomudden, a schwierigen Zäiten einfach 7% Lounsteigerung mussen ze akzeptéieren. Déi Betriber, déi domadder müssen eens ginn, hunn zwou Méiglechkeeten: Wa se Margen hunn, déi se kënnen erofsetzen, riskéieren déi erofgesat ze ginn. Domadder ass vläicht an éischer Hisiicht nach net vill geschitt. Mir mussen awer wëssen, dass doduerjer och Lëtzebuerg net méi interessant gëtt fir international Investisseuren.

Oder déi aner Méiglechkeet ass, dass ganz einfach probéiert gëtt, d'Produktivitéit eropzesetzen duerch Personalkürzungen. An dann ass d'Reaktioun an d'Resultat vun esou enger Politik, dass ass méi Chômage, an dass dat och eng Realitéit ass, erlieue mer hei zu Lëtzebuerg zënter enger ganzer Rei vu Joren.

Am DP-Wahlprogramm hu mer eis ganz kloer fir d'Erhale vum Index als Sozialinstrument ausgeschwat. Mir sinn awer och d'accord, dass een a schwierige Situatiounen, dann, wann d'Interessi vun de Betriber, virun allem d'Interessi vun den Aarbechtsplazen et verlaangen, iwwer eng Modulatioun vum Index ka schwätzen. Mir hunn et 2006 gemaach a ware mat deem, wat deemools vun der Tripartite proposéiert gouf, jo och d'accord, a mir hu gehollef hei am Haus et ëmzesetzen.

An esou enger Situatioun si mer elo am Joer 2010. Eng Tripartite, déi gescheitert ass, heescht gläichzäiteg och, dass d'Politik hir Verantwortung muss iwwerhuelen. D'Demokratesch Partei huet während der Tripartite gesot, dass mer bereet sinn, iwwer den Index ze schwätzen. An no der gescheiterter Tripartite sti mer och ganz kloer zu där Proposition, déi mer geschlechter annoncéiert hunn, nämlech fir d'Indextranche vun 2011 ausfallen ze loossen an duerno op den nohaltegen Index iwwerzegoen. Dat heescht, fir de Pétrol, fir d'Energiepräisser am Wuerekerf manner staark kënnen ze gewichten.

Firwat déi dote Solutioun? Ma mir denken, dass d'Aféierung vun deem sougenannte sozialen Index, dass heescht, wou den Index plafonnéiert ass bei zweemol dem Mindestloun, dass dat enger Rei vu Branchen, déi awer déi gréisste Schwierigkeeten, wat d'Kompetitivitéit ubelaangt, hunn, net onbedéngt hëlleft - wéi dem Handwerk, wéi der Industrie.

Mir denken och, dass den nohaltegen Index, dass heescht, dass d'Indextranche net méi d'Präissteigerung vun der Energie integral mat rembourséiert, dass dat och en Ureiz schafft, fir Energie ze spueren, an op där anerer Säit awer och d'Betriber entlaascht, well se net duebel belaauscht ginn, op där enger Säit eng Kéier duerch d'Energiekäschtchen an op där anerer Säit dann nach eng Kéier duerch déi héich energiekäschteninduzéiert Lounaugmentatiounen.

D'Tranche vun 2011 wëlte mer also aussetzen. Dat war manner Belaaschtung wéi dat, wat momentan vun de Betriber erwaart gëtt. Et war nach ëmmer eng Belaaschtung, mä se war méi verträglech. A mer mengen och, dass dat sozial war. Sozial virun allem doduerjer, well geplangt ass, de Mindestloun op den 1. Januar 2011 unzehiewen. Dat heescht, dass bei deenen ënneschte Loukategorien, déi um Mindestloun leien an direkt doriwwer, awer eng Augmentatioun, déi e gudden Deel vum Kafkraaftverloscht géif kompenséieren, geplangt ass.

Domadder war och den Indexsystem net grondsätzlech a Fro gestallt. E war just un déi heiteg Gegebenheeten, wat Gegebenheete sinn op där enger Säit vun enger Krisensituatioun an op där anerer Säit vun der Energiefial, un déi Gegebenheete war e besser ugepasst. Déi Propos ass absolut och kompatibel mat deem, wat mer 2006 gesot hunn, wat mer 2006 gemaach hunn an och wat mer 2009 an eisem Wahlprogramm proposéiert hunn.



Index a Steiere si wichteg, Dir Dammen an Dir Hären, mä d'Kompetitivitéit ass méi wéi Index a wéi d'Besteuerung. Et geet do och a virun allem ëm Formatioun. D'Formatioun an der Schoul an d'Formatioun an de Betriber, wou Der wësst, datt mer eis Suerge maache mat enger Grondschoulreform, déi mer net matgedroen hunn, wou mer skeptesch waren a wou mer nach méi skeptesch ginn, wa mer gesinn, wéi se ëmgesat gëtt an de Schoule quesch uechtert d'Land.

D'Kompetitivitéit kann een doduerer stäipen, andeems ee Fuerschung bedreift an awer och esou bedreift a mat den Acteure bedreift, datt dat, wat erfuerscht ginn ass, datt dat, wat entwéckelt ginn ass, datt dat, wat entdeckt ginn ass, dann och kann zu Lëtzebuerg an de Betriber ëmgesat ginn.

D'Kompetitivitéit ass och Innovatioun fördern, Innovatioun iwwerhaapt akzeptéieren, well an engem verstëbstenen Ëmfeld, wou alles Neies Angscht mécht, een och net innovativ wäert sinn a keng Loscht wäert hunn, eppes Neies och als Betrib an als Investisseur ze riskéieren.

Kompetitiv gëtt een, wann een attraktiv ass fir Talenter, fir Leit, déi Kompetenzen hunn, déi Talenter hunn, weltwäit och heihinner ze féieren, déi hei zu Lëtzebuerg e Kader fannen, wou se mat hiren Talenter kënnen dat Bescht dorauer maachen.

Kompetitiv ass een, wann ee modern Infrastrukturen huet a permanent weiderentwéckelt, virun allem, wann et ëm d'Netzer geet, ëm d'Verbindungen, sief se aus Goudron, aus der Schinn oder aus der Glasfaser. Kompetitiv heescht och, erreicherbar ze sinn, well soss kann ee keen Handel dreiwien; et kann ee keen iwwerzeege goe vu sech selwer. Dat heescht, déi Propositionen, déi och de Mëtteg hei gemaach gi sinn, fir d'Zuchverbindungen, fir d'Flugverbindungen ze stäerken an auszeweiden, sinn déi richteg Iwwerleeungen.

Kompetitiv ass een, wann ee verstänneg Energiepräisser huet an engem Land op engem Standuert. Mir wëssen awer och, datt dat an Zukunft ëmmer méi wäert och mat där Aart a Weis zesammenhängen, wéi Energie produzéiert gëtt, a virun allem do mat der Aart a Weis, wéi mer et fäerdeg bréngen, fir esou mann CO₂ fräizesetze bei der Energieproduktioun. Well all Pond CO₂ wäert säi Präis an Zukunft hunn.

Kompetitiv ass een, wann een et fäerdeg bréngt, Terrainen zu vernünftige Konditionen zur Verfügung ze stellen, wat eng besonnesch grouss Erausforderung ass an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, wou mer all Meter carré nëmmen eng Kéier kënnen op eng Aart a Weis notzen.

Kompetitiv ass een, wann een à même ass, sech dem Tempo vun der Zäit unzepassen. An datt mer an engem méi schnellieweger Zäit liewen, misst jiddwerengem heibanne kloer sinn. Duerfir muss mer och d'Politik, d'Verwaltungen op deen doten Tempo upassen.

Kompetitiv ass een, wann een net probéiert, et méi komplizéiert ze maachen, wéi et da wierklech muss sinn. Kompetitiv ass een, wann een interministériel kann zesummeschaffen.

Fir kompetitiv ze sinn, menge mer och, et misst een d'Governance adaptéieren. Wann ee gesäit, datt mer haut net nëmmen ee Wirtschaftsminister, mä der eigentlech fënneg hunn, déi sech ëm eenzel Domänen all Kéiers vun der lëtzebuergercher Economie këmmen, da muss een och dat eng Kéier a Fro stellen an der ganzer Saach eng nei Struktur ginn.

Mir mussen och vläicht, fir kompetitiv ze ginn, iwwert d'Selbstverständnis vun der öffentlecher Hand eng Kéier nodenken a kucken, wat d'öffentlech Hand selwer wëllt maachen. Wat iwwerléisst se dem Privatsektor, a wou sinn déi Schnëttstellen, wou d'öffentlech Hand an de Privaten eppes kënnen zesummemaachen? Stéchwuert PPP.

Kompetitiv ass een awer och, wann et an engem Land gutt an attraktiv ass, fir ze liewen, well kee wëllt an engem Land wunnen, wou en nëmmen ass, fir Geld ze maachen, a kee kennt heihinner, just fir Geld ze maachen a fir Aarbechtsplazen ze schafen, an de Rescht ronderëm - seng Privatsituatioun, seng Liewensqualitéit, d'perséinlech Situatioun vu senger Famill a senger Kanner - wäeren egal.

A kompetitiv ass een als Land, wann een e positiven Image huet, wann een dynamesch wierkt, wann een oppen ass fir Innovatiounen, wann ee reaktiv ass an dat ëmmer erëm ënner Bewäis stellt. Mä leider huet eis Regierung am Laf vun deene leschte Méint en anert Bild ofginn, wéi en dynamesch, wéi en innovatiiv a wéi e reaktiiv.

D'CSV an d'LSAP waren, si sinn zerstridden a wichtige Froe vun der Politik, vun der Wirtschaftspolitik. Si sinn onfäeg, sech an eenzelnen Dossieren ze bewegen. Si hu sech verhaakt a verkäit. D'Politik gëtt esou op d'Käschte vun der Kompetitivitéit gemaach.

An ech géif deene 55 Propose vum Jeannot Krecké, vum Wirtschaftsminister, nach eng derbäisetzen.

► **Plusieurs voix.** - 65!

► **M. Claude Meisch (DP).** - An ech géif deene 65 Propose vum Jeannot Krecké nach eng derbäisetzen, nämlech eng 66., nämlech déi d'Konditioun ass, fir datt mer déi éischt 65 erfüllt kréien: Mir brauchen eng handlungsfäeg Regierung!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, et ass scho gutt, dass mer eis de Mëtteg hei an deem Débat bis elo driwwer eens ginn, dass den Asaz fir eng besser Kompetitivitéit, den Asaz fir eng gutt Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg, dem Wirtschaftsstanduert, mä dem Standuert Lëtzebuerg tout court, dass dat eng permanent Aufgab ass, dass dat eng permanent Aufgab an deene leschte Joren ëmmer war an dass dat och an deenen nächste Joren - Kris oder net Kris - fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, e fragilt Land, wat keng eegen, net vill eege Ressourcen huet, wat keen eegene groussen Ofsazmaart huet, en Défi ass, deen eis praktesch Dag fir Dag a Woch fir Woch a Mount fir Mount muss interpelléieren.

Mir wëllen hei zrëckkucken op déi lescht 20, 25 Joer Wirtschaftspolitik, déi dozou gefouert hunn, dass den Emploi intérieur an deem Land vun 1985 bis 2009 vun 160.000 op 354.000 an d'Luucht gaangen ass. Ech mengen, dat ass d'Resultat vun enger „success story“, zu där sozialisteschen Wirtschaftsministere während 20 vun deene 25 Joer ganz aktiv mat bäigedroen hunn.

Mir wëssen also, wéi den Défi horizontal, net nëmmen eleng op makro- oder mikroekonomesch Donnéeën ze kucken, mä an enger horizontaler Vue, wéi deen ausgesäit. An et kéint een eng ganz Rei vu Beispiller nennen, wou mer derfir gesuergt hunn, wéi den Entrepreneuren an deene leschte Jore gehollef ginn ass, fir vis-à-vis vun eise Konkurrente sech kënnen ze behaapten.

Ech erënneren drun, dass bei zum Beispill der Fleegeversécherung mer derfir gesuergt hunn, dass dat net bezuelt ginn ass an deem Dreiersystem, dee mer an der Sécurité sociale kennen, mä dass dat éischer fiskaliséiert ginn ass. Ech erënneren drun, dass mer beim Kannergeld déi Cotisatioun, déi et do gouf, ofgeschafft hunn. Ech erënneren u vill Steiererliichterungsprogramme, déi vun deene successive Regierung gemaach gi sinn.

Ech erënneren en niddreg TVA-Sätz an u spezial Tauxen a villes aneschtens méi, fir ze weisen, dass mer op deem Gebitt do an deene leschte Joren u sech ganz erfollegräich waren, an dass mer sollen ophalen - dat ass deen éischen Appel, deen ech deser Chamber de Mëtteg wëll maachen -, dass mer sollen ophalen, eis méi schlechterieden, méi schlecht duerstellen dobaussen. Dat ass schon an der Psychologie, wou de Jacques Delors eng Kéier gesot huet, d'Économie, dat ass 50% Statistik a 50% Psychologie.

Mir sinn amgaangen hei an deem Land op deene 50% Psychologie ganz staark ze sennegen, well mer net ophalen, eis Dag fir Dag no baussen an no banne méi schlecht dohinnerstellen, wéi mer a Wierklechkeit sinn. Eis Trëmp och no

bause kloer an däitlech ze positionéieren, ech mengen, dass dat eng vun den Aufgaben misst si vun der Regierung a vun eis alleguer an der Politik an deenen nächste Wochen a Méint, fir derfir ze suergen.

Et ass och de Mëtteg hei scho geschwat gi vu Ranking. Wéi sti mer dann als Lëtzebuerg an deenen eenzelne Rankinge vun der Kompetitivitéit? A wa mer eng Orientierungsdebat maachen, dann hätt ech mer de Mëtteg méi erwaart, amplaz hei mat Opziele vun enger ganzer Rei vu Propositionen, déi bei deene 65 vum Här Krecké scho laang drastinn, an u sech zum gréissten Deel oppen Dieren, ech géif bal soen, oppe Scheierpaarten eralafen, well vill vun deene Saachen, an d'Riedner hunn et hei selwer gesot, deen do Minister ass schon amgaangen dorunner ze schaffen, an deen do Minister ass amgaangen dorunner ze schaffen. Mir wëssen, dass do ganz vill Défië sinn, un deene ganz konkret Dag fir Dag geschafft gëtt. An ech mengen, dass et net néideg ass, eis Zäit eleng dofir ze huelen, fir eis dat alles nach eng Kéier hei opzezielen.

Ech wëll also schwätze vun de Ranking, fir emol d'Analys ze verfeinere, déi ee kéint maachen, wéi Lëtzebuerg a Wierklechkeit dobaussen am Moment dosteet. Ech hu mer déi lescht Deeg eng Rei vun deene Resultater vu Ranking aus deene leschten dräi, véier Wochen emol ugekuckt.

De World Economic Forum huet eng Analys gemaach vun der Lissabon-Review vun deene 27 Länner. Lëtzebuerg stoung 2008 op der 7. Plaz a steet 2010 an deem neie Ranking op der 5. Plaz. Déi Studie weist, dass Lëtzebuerg an der Ëmsetzung vun där Strategie, déi jo dofir do ass, d'Kompetitivitéit hierzustellen, Aarbechtsplazen ze schafen, fir Croissance ze suergen, dass Lëtzebuerg ganz gutt Fortschreitter op deem Gebitt gemaach huet a seng Wettbewerbsfäegkeet verbessert huet.

Den International Institute for Management Development huet eng Analys gemaach iwwert d'Kompetitivitéit vu 57 Länner a kënnzt zur Konklusioun, am Joer 2009 steet Lëtzebuerg op der 12. Plaz, am Joer 2010 steet Lëtzebuerg vu 57 Länner op der 11. Plaz, an innerhalb vun der Europäescher Unioun vun de 27 Länner op der zweetbeschter Plaz. An alle Beräicher vun der Performance économique, vun der Efficacité des pouvoirs publics, dem Environnement des affaires, der Qualité des infrastructures kritt Lëtzebuerg ganz gutt Nouten ausgestallt.

An ech huelen en drëtten Ranking, dee viru kuerzem erauskomm ass, dee vun renommiertem Zentrum fir europäesch Wirtschaftsfuerschung zu Mannheim, dee Standuertattraktivitéit ganz prezis a fënneg Domänen analyséiert huet, do stoung Lëtzebuerg 2008 op der 5. Plaz vu 17 europäesche Länner an den USA, a steet 2010 verbessert op der 4. Plaz, well och do sech Parametere an den Ae vun dem Institut verbessert hunn.

Ech wëll eng Bemierkung maachen un d'Adress vum Kolleg Marc Spautz, deen ech kennen, kann hunn als e ganz aktive Gewerkschaftler, deem d'Suerg vun de Rechter vun de Salarieen am Droit du travail an esou viru ganz uewe läit. An ech wëll him soen, dass, wann ee ganz genau an d'Analys geet an deene Ranking, firwat mer dann heiansdo net op der éischer Plaz stinn, jo, op der véierter oder op der fënnefter, an et kuckt een, wat fir eng Punkten déi sinn, déi eis no ënnen zéien, net wäit no ënnen, mä awer no ënnen, dann ass et virun allem, dass all déi Institute do der Meenung sinn, dass mer en Aarbechtsrecht hunn, wat net flexibel genuch ass. Dass et méi einfach misst sinn zu Lëtzebuerg, Leit kënnen ze entloossen, dass een op all deene Punkten do also eng vill méi grouss Flexibiliséierung muss maachen.

Et muss een also feinfühleg genuch emol analyséieren an deene Ranking, wat se gären hätten. An ech soe fir eis als LSAP, dass dat fir eis kee Schwachpunkt vun eise Land ass, mä dass mer dat fir e staarke Punkt vun eiser Attraktivitéit fannen, well mer horizontal der Meenung sinn, dass zur Attraktivitéit och d'sozial Kohesioun eng ganz grouss Bedeutung huet an dass mer houfreg sinn, en Aarbechtsrecht, e Sozial-

recht ze hunn, wat wierklech d'Wüerd vun de Leit respektéiert, an dass dat fir eis en Tromp ass vun eiser Economie a vun eise Gesellschaftsmodell, wéi mer e kennen.

Mir mengen also, dass et op der Basis vun deene Ranking do keng Ursaach gëtt, a Katastrophismus ze maachen. An ech mengen och, dass dat, wéi ech virdu gesot hunn, net onbedéngt bäidréit zur Mobiliséierung vun de Leit dobaussen, fir d'Ärmelen eropzekrempelen a wierklech deen Défi do mateneen - net nëmmen mir als Politiker oder d'Acteuren am soziale Beräich, mä jiddwieren dobaussen -, deen Défi do mat unzepaken.

Ech hunn am „Monde“ de 16. Juni gelies, nach eng Kéier de Jacques Delors, dee gesot huet: «Il faut se garder de tout catastrophisme si l'on veut que les opinions se mobilisent.» Et ass genau dat, wat mir mengen. Et soll een ophalen ze maachen, wéi wa mer op der Titanic wieren, well dat definitiv och op der Basis vun deenen Zuelen, déi mer kennen, net de Fall ass.

Ech kucken dann eng Kéier op déi puer Donnéeën vun deene leschte Wochen, just fir se opzezielen an déi lescht Zuele vun eiser wirtschaftlecher a finanzieller Entwécklung eng Kéier unzekucken, fir ze kucken, ob mir eis do besser behaapten an der Kris wéi anerer, oder ob mer wierklech amgaang sinn hei zu Lëtzebuerg d'Baach eranzegoen an zu extraordinäre Mesurë musse gräifen.

D'Einnahme vum Stat, Enn Mee 2010: plus 6% géintwuer 2009, bal schon erëm um Niveau vum Rekordjoer 2008. D'Kollektivitéitssteuer: plus 16%, déi kommunal Gewerbesteier: plus 13%, a virun allem d'TVA - a mir wëssen an der Finanzkommissioun, dass mer an deene leschte Méint, wann d'TVA zrëckgaangen ass, ëmmer gesot kritt hunn, dat ass eng Steier, déi ganz no beim Konsument ass, déi also ganz gutt erëmgëtt, wat sech um Terrain ofspilt -, wa mer elo kucken, dass d'TVA als Konjunkturindikator plus 11,7% opweist, da gesäit een, dass et do - a mir wëssen, dass munches ze relativéieren ass -, mä da weist dat - an ech mengen, doriwwer soll ee sech freeën, doriwwer soll ee sech net opreegen, doriwwer soll ee sech freeën -, dass déi Entwécklung do dach awer besser ass, wéi mer et gefaart hunn.

Da muss een och kucken, dass déi revidéiert, ewell vill manner dramatesch Defizitprognose vum Stater, déi mer virun e puer Deeg kritt hunn, den Defizit vun 0,7% 2009 anstatt 1,1%; 2,1% tabléierten Defizit 2010 amplaz 3,9%; an ech mengen och fir 2011 1,7% anstatt 5% ouni Mesuren, respektiv 3% mat de Mesuren, déi mer am Spuerpaquet zesummen décidéiert hunn. Ech erënneren un déi besser Wuesstumsprognosen, déi de Stater fir 2010 gesäit: 3% anstatt 2%.

Ech kucken op déi nach ëmmer vill ze vill grouss Aarbechtslosenzuelen, déi mer hunn. Mä dach awer soll ee sech driwwer freeën, dass déi Aarbechtsmaartdate vun deene leschte Méint drop higewisen hunn, dass et dach awer besser gaangen ass, wéi mer dat alleguer gefaart hunn, och mir selwer an eiser Fraktioun, an der Partei viru Wochen nach gefaart hunn.

Ech erënneren drun, dass Lëtzebuerg - och déi Statistik ass et awer vläicht derwäert eng Kéier ze kucken - 2009, an engem Krisenjoer, dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun war, wat eng positiv Entwécklung vu sengem Schafe vun Aarbechtsplazen hat: 0,9%. Just Däitschland, mengen ech, hat 0%, also eng Stagnatioun. All déi aner Länner waren an där Entwécklung do réckleefeg.

Ech kéint drop verweisen, op d'Industrieproduktioun...

► **M. le Président.** - Här Lux, erlaabt Der, datt den Här Finanzminister Luc Frieden lech eng Fro stellt?

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Sécher, jo, gären.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, ech wollt den Här Lux froen, ob en an der Presentatioun vun

deene Chifferen - ob et déi vum Statec sinn oder vun der Zentralbank oder vun der Finanzinspektioun - awer net och fénnt, datt een net nëmmen de Leit ka soen, datt - an doriwwer freeë mer eis all, datt méi Suen erakomm sinn -, mä datt an all deene Presentatioune mat ënnerschiddlechen Hypotheesen a Rechemodeller den Defizit vum Zentralstat héich bleift, an datt een net nëmme kann hei soen - an dat ass eng Fro un lech -, et si méi Steieren erakomm, mä datt ech lech froen, ob Der net och fannt, an enger objektiver Presentatioun, datt een de Leit am Land muss soen, datt och beim Statec en Defizit vun 1,5 Milliarden Euro beim Zentralstat besteet? Dat heescht, datt mer annerhalfe Milliard Euro pro Joer méi ausgi beim Stat, wéi déi, déi mer erakréien.

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Här Finanzminister, wann Der lech ongeféier zwou Minutte gedéllégt hätt, dann hätt ech gesot, dass dat doten déi positiv Säite sinn, an dass mer der Meenung sinn, dass et och eng Rei negativer gëtt. Wann Der mer also zwou Minutten Zäit gitt, da fueren ech a menger Ried weider, well ech mengen...

(Interruptions)

Ech si vun enger Rou, déi... Ech mengen, dass, fir awer eng Kéier drop zréckzekommen, well Der mer déi Geleeënheet gitt, fir iwwert déi Zuelen do e Wuert ze schwätzen, wollt ech nach soen - an de positiven Zuelen -, dass een d'Industrieproduktioun eng Kéier emol soll kucken, dass een d'Resultater vun der Finanzplaz sech emol soll uckucken, dass een an aner Secteuren, an der Aviatioun soll kucken, fir e Gradmesser ze kréien, wéi d'Lëtzebuurger Economie am Moment dosteet a wat fir eng Orientéierung mer deem kënne ginn.

Ech wëll bei den Zuele soen, well Der déi dräi opgezielt hutt - engersäits de Statec, anerersäits d'Banque centrale, an dann anerersäits och d'Inspection générale des Finances, déi dräi, déi lech mat Zuele beliwweren -, mir hu kee Problem domadder, dass déi dräi zu ënnerschiddlechen Analyse kënne kommen. Et sinn ënnerschiddlech Methoden, ënnerschiddlech Bléckwénkel heiansdo, déi gekuckt ginn, kee Problem.

De Problem allerdéngs, dee sech awer stellt - an ech hunn et am Januar schon eng Kéier gesot -, dat Éischt, wat des Regierung muss fäerdeg bréngen, virun den Tripartite-Verhandlungen, ass d'Lufthoheit iwwert d'Zuelen ze gewinnen. Ech muss éierlech soen, um Enn vun der Tripartite-Diskussioun muss et natierlech all deenen Acteuren, déi an der Tripartite derbäi waren, an och eis alleguerten dach awer komesch virkommen, dass déi Zuele vum Statec - an dat si jo schlussendlech déi, déi mer am Pacte de stabilité am Januar op Bréissel geschéckt hunn, an op der Basis vun deene mer Tripartite-Verhandlungen a Spuerpaquete gemaach hunn -, dass dann zum Beispill eng Zuel revidéiert gëtt vun 2010 vun 3,9% Defizit op 2,1. Dat muss eis awer interpelléieren.

An et muss awer erlaabt sinn, sech eng Rei vu Froen ze stellen, wéi dann déi Acteuren - a mir wëssen, dass ee vun de Malaisen an der Tripartite, Här Finanzminister, d'Angscht ass vun de Gewerkschaften, e Remake ze erliewe vun 2006 -, an et muss dach awer deenen e bësse virkommen, wéi wa se dee Film do schon eng Kéier gesinn hätten, wa se 2010 erëm eng Kéier op eemol vum Statec, deemselwechten, deen eis am Januar beliwwert huet, am Juni esou Zuele kréien, vläicht am September nach revidéiert Zuelen, vläicht nach an eng méi gënschteg Richtung. Dat géif eis erfreen, hoffentlech eis alleguerten heibannen erfreen, wann dat de Fall wier.

An ech wollt nach soen...

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances**.- Dat ass awer an all de Länner esou, well dat sinn Estimatioune, déi all dräi Méint adaptéiert ginn en fonction vun der internationaler Wirtschaftsentwécklung. Do ass also näischt zu Lëtzebuerg Spezifesch par rapport zu anere Länner.

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Ech mengen, mir maachen eng Orientéierungsdebatt

iwwert d'Kompetitivitéit an d'Situatioun, am Moment, vun der Lëtzebuurger Economie a vun der Lëtzebuurger Situatioun vun den öffentleche Finanzen, an ech stelle fest, dass mer hei besser Zuelen, besser Parametere, an de Rankinge besser Resultater maachen. Ech mengen, dass et awer noutwendeg ass, an esou enger Orientéierungsdebatt d'Analys dovunner ze maachen, d'Analys vun deenen eenzelne Moosnamen. Do sinn ech mam Här Gibéryen emol eng Kéier d'accord, dat kënnt ee mam Här Bodry an der Economieskommissioun an deenen nächste Woche maachen.

Ech wollt da soen, Här Finanzminister, léif Kolleginnen a Kollegen, dass dat also eng ganz Rei vun Trëmp sinn, dass dat eng ganz Rei vu Chancé sinn, déi d'Land huet. Et ass och dat, wat den Här Meisch gesot huet, deen Image, dee mer no bause ginn, ob mer mat den Äermelen eropgekrepelt, ob mer mat geschwollener Broscht versichen an déi Kris do erunzegoen, oder ob mer eis ducken, ob mer de Leit Angscht maachen, wat an hirem Konsumverhalten natierlech och deementsprechend Répercussiounen huet.

Eise Plädoyer ass also déi zwou Säiten ze kucken. Eis Trëmp, eis Chancen - ech hunn der eng Rei vun deenen elo opgezielt - an op där anerer Säit awer och drop hinzeweisen, dass et eng Rei vu Risquen, dass et eng Rei vu Geforen an dësem Land gëtt. An deen Éischten - an ech huelen do als Zeien ee vun eisen erfolgräichsten Entrepreneuren, déi mer am Moment kennen, den Här Gérard Lopez, dee gesot huet, dass et...

(Interruptions)

Ech weess net, wat dee mam Fussballsterain ze dinn huet, dee gudde Mann.

Ech wëll just soen, dass dee ganz erfolgräich ass an dass deen der Meenung war, dass dat Éischt, wat mer ze maachen hätten, dat wier den „esprit bagarreur“ erëmzefannen. Den „esprit bagarreur“, en Esprit ze schafen an esou viru vun Innovation, aus deem Kokon, aus där Bulle erauszekommen, an där mer dra sinn. An ech mengen, dass et also wichtig ass, vläicht un éischer Stell, an ech stelle fest, dass mer eis heibannen doriwwer, mengen ech, schéngen eens ze sinn, iwwer eng ganz Rei vu Punkten an deene 65 Propositionen, oder an deenen 20 respektiv 21 Propositionen vun der CSV-Fraktioun, eis eens driwwer sinn, deen Esprit do erëmzegewannen.

Mir hunn en zweete Problem, dat ass dee vun der Inflation. Mir stelle fest, dass mer an enger Moyenne vun engem hallwe bis engem Prozent iwwert der Moyenne vun eisen Nopeschlänner leien. Zwar nëmmen, dat hunn ech de Moie gekuckt, nëmmen 0,2% iwwert der Moyenne vun der Eurozon leien, mä par rapport zu eisen Nopere geet dat heiansdo dann iwwer en hallwe Prozent eraus. An ech mengen, dat mécht op Dauer eis Produkter méi deier an et schued evidentereis och eiser Kompetitivitéit.

Et ass evident, dass um Niveau vun der Finanzplaz - a mir haten d'Geleeënheet, bei der Interpellatioun vum Claude Meisch, op eng ganz Rei vun deenen Défien am Finanzsecteur hinczeweisen - déi Vulnérabilitéit, déi mer do hunn, deen Drock, deen eis vun alle Säiten, europäesch an international, gemaach gëtt, ass et evident, an natierlech och déi monolithesch Situatioun, déi mer an de Recetté vun eistem Stat hunn, wann ee weess, wéi vill Prozent vun de Recetten eleng aus deem Secteur kommen.

A schlussendlech ass fir eist Land wouer, wat fir vill aner Länner wouer ass, dass Delokalisierungen, dass Betriebsschléissungen, déi drop hiféiere fir ze delokalisieren a Länner, déi méi bëlleg schaffen, dass dat natierlech an anere Länner, besonnesch am Industrieberäich, e grouse Problem ass.

Ech wëll och soen, Här Finanzminister, fir dat och kloerzemaachen, an där Gratwanderung, déi mer ze maachen hunn - a mir hunn eng ganz Rei vu gudde Virschléi elo héieren aus dem Beräich vun de Propositionen vun der CSV -, mä dass eng Gratwanderung ass um Niveau vun eistem Defizit. An ech hat d'Geleeënheet viru e puer Deeg ze soen, och mat neien Zuelen, neie

Parametere vum Statec ännert dat näischt drun, dass mer de Spuerpaquet, esou wéi mer en décidéiert hunn, muss maachen. Well eleng op den Defizit ze kucke vun 2,1% an der öffentlecher Hand, heescht nach ëmmer, dass mer beim Zentralstat - dat, wat mir hei am Budget ze decidéieren hunn - nach méi e groussen Defizit behalen.

Mä dass dat eng ganz schmuel Gratwanderung ass téschent, op där enger Säit, dem Assainissement vun eisen öffentleche Finanzen an, op där anerer Säit, an deem wichtige Beräich vun den Infrastrukturen Investitioune ze maachen, déi wichteg si fir eis Attraktivitéit, mä déi natierlech och ganz vill Geld wäerte kaschten.

Wann ee vun enger Streck schwätzt vu Lëtzebuerg op Beetebuerg am Eisenbahnberäich, da schwätzt ee vun ongeféier 500 bis 600 Milliounen Euro, déi duerfir noutwendeg sinn. Wann een iwwert déi Streck schwätzt op de Findel an de Kierchberg, besonnesch d'Ubannung vum Findel, déi fir d'Attraktivitéit vun eistem Standuert extrem wichtig wier, och wat de Cargoberäich zum Beispill ubelaangt, da schwätzt een och hei vun Investitioune, déi an déi 700, 800 Milliounen ginn. An et weess een also, dass dat eng ganz schmuel Gratwanderung wäert sinn.

Da gëtt et de Problem, an och dee soll ee ganz prezis kucken, de Problem vun de Lounkäschten. De Problem vun de Lounkäschten, dee sécherlech een ass. An et muss ee fir d'Éischt froen: Menge mer, dass mer um Niveau vun de Lounkäschten, zum Beispill am Industrieberäich, mat Länner wéi Indien oder wéi China an esou viru, dass mer do kënne konkurréieren? Evidenterweis net! Mir net, awer och all déi aner net, och d'Fransosen net, och net déi Däitsch, och net d'Amerikaner sinn an der Lag, dat ze maachen.

Souguer innerhalb vun der Europäescher Unioun, wëll ech nëmme soen, dass, wann ech eng Stonn Aarbechtskäschten zu Lëtzebuerg kucken, da läit déi am Moment bei 33 Euro ongeféier, an Tschechien bei zéng! Mir wëssen also och do, dass et schon innerhalb vun der Europäescher Unioun selwer extrem schwéier ass, fir um Niveau vun den Aarbechtskäschte kënne mat deene Länner ze konkurréieren.

Ech wëll awer, Här Schiltz, eppes soen: Bei der Definitioun vun der Kompetitivitéit ass et dach awer wichtig ze soen, dass d'Lounkäschten een Element sinn, mä dass et, et de loin, net dat wichtigst Element ass, well soss misst ee mir erklären, firwat dass an alle Rankingen, déi gemaach ginn, international an europäesche Rankingen, Länner wéi d'Schwäiz, Länner wéi Norwegen, Länner wéi vill anerer un der Spëtzt vun der Kompetitivitéit leien, an trotzdem Länner sinn, déi héich Lounkäschten hunn. Mir wëssen dat. Mä, well um Niveau...

(Interruption)

Neen, ech wollt lech just konzentréieren op dat Argument...

► **M. le Président**.- Erlaabt Der, Här Lux, datt den Här Schiltz lech eng Fro stellt?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV)**.- Ech hunn net verstanen, firwat den Här Lux mech elo interpelléiert huet. Ech hunn net vun de Lounniewekäschte geschwat. Mä vu datt e mech drop interpelléiert, soen ech him awer, datt ech der Meenung sinn, datt niddreg Lounniewekäschten e Kompetitivitéitsfacteur och hei zu Lëtzebuerg sinn. An ech si frou, datt en a senger Ried och seet, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hei zu Lëtzebuerg hunn, well duerfir muss mer déi 65 Mesurë jo huelen, oder déi 20.

► **M. le Président**.- Här Schiltz, ech géif lech zwar bieden, och d'nächste Kéier eng Fro ze stellen. Mir kënnen elo net andauernd hei déi perséinlech Dialoge féieren, well soss komme mer net viru. Här Lux, fuert viru!

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Ech wëll also soen, dass an de Rankinge vun der Kompetitivitéit, an der Spëtzt, an den Top Ten eng ganz Rei vu Länner sinn, déi héich Lounkäschten hunn, fir ze soen, dass d'Lounkäschten een Element vun der Kompetitivitéit sinn, mä dass en Entrepreneur, deen heihinner wëllt investéieren, ganz vill aner Saache kuckt.

An ech soen lech dann nach eng Kéier, dass dee Gérard Lopez, deen ech virun zitéiert hunn, an engem Forum vum „Lëtzebuurger Wort“ gesot huet, viru e puer Wochen, dass den Index e Problem wier, deen nëmmen zu Lëtzebuerg géif diskutéiert ginn, am Ausland géif kee Mënsch dat interesséieren, fir ze weisen, dass déi Entrepreneuren do an der Analys, déi se maachen, op ganz vill aner Punkte kucken.

Da wëll ech och den Här Yves Mersch nach eng Kéier zitieren. Den Här Yves Mersch, deen huet gesot, eis Situatioun wier esou - an engem Interview, och am „Lëtzebuurger Wort“, viru e puer Deeg -, dass mir eng Situatioun vu Kompetitivitéit hätten, ech zitieren: „Wo sollen da noch Arbeitsplätze geschaffen werden?“ Ech wëll dem Här Yves Mersch soen - an d'Zuele stamen aus der IGSS, aus der Sécurité sociale -, ech hu scho gesot, 2009 ware mer dat eenzegt Land, wat Aarbechtsplaz geschaffen huet an der Kris, dat eenzegt Land an der Europäescher Unioun, an an deene leschte Méint, Januar, Februar, Mäerz an esou viru, leie mer schon iwwer engem Prozent Zounahm vun der Schafung vun Aarbechtsplazen!

Et ass also net wouer, et ass also net richtig ze behaupten, dass eis Situatioun déi wier, dass hei keng Aarbechtsplaz méi geschaf ginn. Et ass de Géigendeel wouer. Och an deene leschte Méint, och an deene leschte Wochen ass hei zu Lëtzebuerg eng positiv Entwécklung gemaach ginn.

Ech wëll och eng Bemierkung maachen zu dem Tableau de bord, deen den Observatoire erausginn huet, fir ze weisen, dass mir esou vill u Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg verluer hätten. An ech mengen, dat weist och e bëssen, wéi extrem volatil d'Situatioun zu Lëtzebuerg ass. Ech géif lech proposéieren, déi Grafik an dem Bilan vum Observatoire eng Kéier nozekucken iwwert d'Produktivitéit, well déi zitt eis nämlech ganz wäit no hannen.

Da gesäit een, dass d'Produktivitéit an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg extrem staark schwankend ass, opgrond vu konjunkturellen Entwécklungen, well dat geet an enger kuerzer Zäit vun der zweeter op déi 25. Plaz an erëm zréck an erëm erop an esou viru. Dat ass en Zickzackkurs, deen, mengen ech, drop hiweist, dass een dat extrem muss relativéieren, fir eng fine analyse ze maache vun deem, wat d'Situatioun ass.

Eis interesséiert och manner... Ech weess, dass an der Tripartite - ass eis rapportéiert ginn - eng grouss Diskussioun war, ob mer dann elo déi nominal Lounstéckkäschte sollen huelen, oder ob mer déi real... Déi eng, d'Patronat war der Meenung, déi eng ze huelen als Analys, an d'Gewerkschaften sinn der Meenung... Ech mengen, dass dat eis net weiderbréngt, well de Statec seet selwer a senger Analys dovunner, dass déi zwou Betreuchtungsarten a -weisen hir Berechtigung hunn, an dass dee Glawenskrich do eis net weiderféiert. Ech mengen, dat ass also eng Suerg.

Ech wëll eng Proposition och maachen un d'Adress vun der Regierung, well ech mengen, dass dat och eng Analys ass, oder eng Konklusioun ass vun dem Scheitern vun der Tripartite. Ech mengen, dass et gutt wier, wann een an deenen nächste Wochen, no der grousser Vakanz, huelen ech un, an enger neier Tripartite-Ronn d'Diskussiounen ufänkt, esou wéi de Premierminister... Mir stinn do voll hannert dem Timing, deen de Premier hei viru engem Mount gesot huet, fir bis Enn des Joers déi Diskussiounen do ze féieren. Et ass en Timing, deen eis ganz gutt schéngt ze sinn an deen eis ganz realistesch schéngt ze sinn. An ech mengen, mir sollten deen och anhalen.

Ech mengen, dass et noutwendeg ass, ech mengen, dass de Wirtschaftsminister dat net aneschters gesäit, dass mer sollen ophalen, nëmmen eleng eng national Betreuchtungsart a -weis an eng national Diskussioun ze féieren iwwer national Parametere, mä dass et noutwendeg ass, sech a véier, fënnef, sechs - ech weess et net - Secteuren eng méi genau, detailléiert Analys an d'Secteuren eran ze maachen, well dat eis drop hiweist, dass d'Analys ganz verschiddearten ass, demno a wat fir enge Secteuren ee sech befénnt, an dass och d'Konklusiounen, déi ee kann zéien, an d'Moosnamen, déi ee kann hue-



len, och deemtsprechend ganz wichteg sinn.

An deene wichtege Facteuren, niewent Aarbechtskäschen an niewent Produktivitéit, mengen ech kënn en drop hiweisen, dass dat steierlecht Ëmfeld zu Lëtzebuerg extrem gënschteg ass.

Ech weess net, ob déi Zuel richteg ass, déi seet - déi ëmmer erëm widderholl gëtt -, dass 80% vun de Lëtzebuergger Entreprisë keng Steiere méi bezuelen. Et ass jiddefalls dat, wat ëmmer gesot gëtt. Ech weess net, ob dat richteg ass. Wann et richteg ass, da weist dat drop hin, dass mer op där enger Säit mat allen Ofschreiwungs- a Réckstellungenméiglechkeeten, Bonifikatiounen, Abattemeten an esou virun zwar en offizielle Steiersaz hu vum IRC, dem ICC, mat Hiewesaz vun de Gemengen, vu knapp 30%, mä dass déi reell, déi reell effektiv Gewënnbesteuerung héchstwahrscheinlech bei tëschent 15% an 18% a Wierklechkeet wäert leien, wat ganz gënschteg ass.

Ech wëll och e Wuert soen - well de Sozialminister och de Mëtteg heibannen ass -, fir ze soen, dass et an der Kompetitivitéit, an der Orientéierung, déi mer wëlle ginn, och extrem wichteg ass, drop hinzewiesen, dass een net eleng iwwer Lounkäschen, mä virun allem och iwwer Lounniewekäsche muss schwätzen. Och déi sinn zu Lëtzebuerg extrem gënschteg a virun allem - ech wëll dat nach eng kéier heibanne soen, well et och ëmmer erëm vergiess gëtt - och extrem stabil. Well ech mengen, et muss ee bal ëm 20 Joer zrëckgoen,...

(Interruption)

...souguer zum Deel méi wäit muss een zrëckgoen, fir ze gesinn, dass de Krankekeesebeitrag an de Pensiounsbeitrag stabil bliwwen sinn.

Wat, mengen ech, och e wichtegt Element ass vun der Planungssécherheet, déi d'Entreprises an deene leschten 20, 30 Joer hei zu Lëtzebuerg op deem Gebitt haten, a wat och en Element ass, wat ganz wichteg ass niewent deem vun den Infrastrukturen, niewent qualifiziertem a méisproochegem Personal, wat mer zu Lëtzebuerg hunn, niewent eiser Fuerschungslandschaft, déi mer an deene leschte Joren développéiert hunn, der Uni, de CRPen, der privater Fuerschung an esou weider.

Virun allem - a loosse mer dat awer och soen - ass ee vun de Standuervirdeeler vun eisem Land, op dee mer ganz gutt sollen oppassen, dass mer eng politesch a sozial Stabilitéit hunn, e soziale Fridden hunn, deen extrem wichteg ass. Wann ee sech emol ukuckt, wéi d'Zuel vun de Streikdeeg a Frankräich oder a Spuenien an a villen anere Länner ass, an et kuckt een dat zu Lëtzebuerg, wou um Enn vum Joer bal ëmmer eng Null hannendru steet, well mer et fäerdeg bruecht hunn, an engem Modell vu Sozialdialog an den Entreprises an och ausserhalb vun den Entreprises derfir ze suergen.

Och do gehéiert den Index dozou an der Diskussioun. Ech kommen herno nach eng kéier drop zrëck, dass dat e wichtege Facteur ass. A loosse mer net vergiessen, dass an enger moderner, uerdentlecher, nohaltiger Definitioun vu Kompetitivitéit och Elementer vu Bien-être, och Elementer vun Ëmwelt- a Liewensqualitéit, Elementer vu Kultur- a Fräizäitangebot an esou virun eng ganz grouss Roll solle spillen.

Zu de Virschléi, déi de Wirtschaftsminister gemaach huet - déi 65 -, kann ech dat soen, wat bal all Riedner bis elo hei gesot huet: dass mir als Fraktioun de groussen Deel vun deene Propositionen kënnen deelen an dass et esou an der parlamentarescher Demokratie ass, dass d'Regierung Propositionen mécht, déi se herno, wann et en Accord gëtt, akleet - wann et noutwendeg ass - a Gesetzer a Reglementer oder a Verfügungen, déi se selwer kann huelen, an dass mer déi dann diskutéieren. Ech mengen, dass dofir de Condensé, deen eis d'CSV geliwwert huet, sënnavoll ass, fir dat nach eng kéier ze ramasséieren op 20 oder 21 Propositionen, mä ech mengen, dass de Gros vun deene Chantieren do der sinn, déi mer kënnen deelen.

Mir bliwen - an ech soen dat hei - a fënnf Chantieren: fënnf Chantieren, déi fir eis elementar sinn an deenen nächste Wochen a Méint. Mir bliwen der Meenung,

wa mer eng Hitparade géifen opstelle vun deene wichtegste Chantieren, dass dann dee vun de schwéierfällige Prozeduren an der Bürokratie an der Noutwendegkeet, den Esprit bagarreur erëmzefannen, dass mer deen op alle Fall op déi éischt Plaz géife setzen.

Ech wëll dräi Punkten nennen, déi eis do wichteg sinn: Deen ee Punkt ass deen - an et si scho Propositionen gemaach ginn, déi ginn zrëck op den 12. März 2009, dat ass also schon e Strapp hier, wou se gemaach gi sinn -, deen éischten ass de Kommodogesetz. Virun engem laange Joer schon ass eng Proposition gemaach ginn. Den Här Boden ka sech dorun erënneren, do hu mer nach...

(Interruption)

Gelift?

► **Une voix.** - Den Här Meisch.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Den Här Meisch net. Mä ech wëll lech awer eppes soen, Här Boden. Ech wëll lech awer eppes soen...

(Interruption)

Ech hunn deemools fir déi Propositionen, déi mer gemaach hunn - fir am Kommodo eng Vereinfachung ze maachen, fir d'Klassen ze änneren, fir also méi schnell virunzuekommen -, ech hunn de Kapp deemools nach an enger anerer Roll dohinnegehalen, fir déi Propositionen ze maachen. Alldéngs ass et elo iwwer e Joer hier, an déi Propositionen sinn nach ëmmer „Lettre morte“ bliwwen.

► **Une voix.** - Jo, voilà!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech wëll also hei soen, dass déi Propositionen um Niveau vum Kommodogesetz, déi deemools gemaach gi sinn an, Dir kënn lech gutt drun erënneren, déi an der Ëmweltkommissioun och eng kéier diskutéiert gi sinn - den Här Gira ka sech erënneren, hie war mat villem net d'accord.

(Interruptions)

Hie war mat villem net d'accord, wat deemools gesot ginn ass.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Ech reege mech net méi op.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech wëll just soen, Här Gira, dass déi Propositionen vun deemools iergendwou leien. Si leie gutt do, mä et wär noutwendeg, dass mer déi Propositionen géife schnell eraushuelen, fir ze kucken, wéi mer um Niveau vum Kommodo - an do waren eng ganz Rei vu sënnavolle Propositionen dran...

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Si leien an enger Postkutsch.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Mir hunn och dofir am Gesetz e sougenannte Comité d'accompagnement vum Kommodo, wou d'Patronat an d'Gewerkschaften an d'ONGe mat dra sinn, an den Här Krecké an ech selwer haten déi zesummegegruff gehat Ufank 2009. Ech wëll och soen, dass de Comité d'accompagnement säithier och net méi getagt huet, wat noutwendeg wär, fir derfir ze suergen, dass mer um Niveau vum Kommodo eng Rei vun Décisiounen géifen huelen, déi iwwregens och d'Gemenge géife staark interesséieren, well se och do géifen hëllef, virunzuekommen.

Ech wëll zweetens soen - an dat ass vun eenzelne Riedner heibanne gesot ginn...

(Interruption)

Dat ass vun eenzelne Riedner heibanne gesot ginn, ech wëll soen - an ech ginn net an den Detail, ech hat viru kuerzem eng Bemierkung gemaach, déi dem Här Kaes, dem President vun der Kommissioun vum Intérieur, net gefall huet -, ech wëll soen, et ass awer keen Zweifel...

(Interruptions)

► **Une voix.** - Da sot et! Wat hat Der gesot?

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Et ass keen Zweifel drun, dass mer an der Ëmsetzung - ech soen et elo esou fein, wéi ech et kann -, ech wëll soen, dass mer eis säit 2004 an der Ëmsetzung vun enger Reform vum Gesetz iwwert den Aménagement communal äusserst schwéierdinn.

► **Une voix.** - Dat ass richteg.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Dat ass déi am mannste kritesche Formule, déi ech fannen, fir kloerzemaachen, dass mer elo schonn...

(Interruption)

...dass mer elo scho säit 2004, wou mer déi grouss Reform gemaach hunn, déi sollt zum Zweck hunn,...

► **Une voix.** - Déi Dir net gestëmmt hutt.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - ...déi mir net gestëmmt hunn, déi sollt zum Zweck hunn, Här Bodry - Här Bodry, lauschtert, dat interesséiert lech! -, déi sollt zum Zweck hunn 2004...

(Interruptions diverses)

► **Une voix.** - ...mam Här Bodry, mam Här Frieden!

► **Une autre voix.** - Et géif eis interesséieren, Här Lux: Wat huet den Här Kaes da geäntwert?

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Et soll ee bei deem Wieder do drénken!

(Hilarité)

► **Une voix.** - Waasser!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Dat huet den Här Di Bartolomeo eis gesot, an dofir halen ech mech och drun.

► **Une voix.** - Lauschtert deem net ze vill no!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech wëll soen, dass mer 2004 eng grouss Reform gemaach hunn, déi zum Zil hat - sollt hunn -, fir d'Prozedur méi einfach ze maachen a méi schnell an esou virun, an dass d'Resultat vun der Reform vun 2004 just de Géigendeel ass.

Ech hu gëschter gelies an der Zeitung vum Handwierk, der Fédération des Artisans, wou - ech mengen, den Här Dondelinger, wann ech et elo gutt an Erënnerung hunn - den Här Norry Dondelinger am „d'handwierk“ schreift, dass se eng Analys gemaach hunn, déi zur Konklusioun kënn, dass mer am Aménagement communal, dee mer elo haut hunn, dass mer do sechs Joer géife brauchen, fir eng Ëmsetzung ze maachen am Beräich vum Wunnen, also vum Wunnengsbau.

Ech stelle fest, dass mer also eng Revisioun scho gemaach hunn, mir sinn amgaangen, déi zweet Revisioun ze maachen. Ech kréie vun de Membere vu menger Obédience, aus där Kommissioun, gesot, dass dat ganz schwéierfällig iwwert d'Bühn géif goen. Ech hoffen, dass mer also do déi néideg Kohärenz...

(Interruption)

...an deen néidegen Drift kréien, fir dass mer dat och ganz schnell kënnen ëmsetzen.

Ech wëll en drëtten Punkt soen, dat ass dee vum Aménagement du Territoire an dee vun de Plan-sectoriellen. Den Här Meisch huet gefrot: „Wou ass de Plan sectoriel vun de Zones d'activités drun?“ Ech wëll soen, dass anscheinend - mengen Informatiounen no - d'SUP, déi berühmt-berüchtigt SUP, iwwert déi véier Plan-sectorielle fäerdeg, esou gutt wéi fäerdeg wär.

Dass et elo drëm geet - an ech mengen, och do kann een net vill Zäit verléieren, a mir hunn op engem präzise Punkt, un dee mer eis kënnen erënneren, ganz vill Zäit verluer -, dass et noutwendeg ass, dass mer elo besonnesch an deene Projeten - Dir kënn lech dorun erënneren - mat Astérisque, an all deene Stroosseprojete mat Astérisque, déi anscheinend duerch d'SUP och bestätegt ginn an hirer Ëmweltonverträglechkeet, dass een do ganz schnell politesch Décisiounen muss huelen, fir déi véier Plan-sectoriellen do an ee Bild ze kréien, an ee Mosaik ze kréien, ier een dann endlech an d'Prozedur ka goen. Dat ass also noutwendeg ze maachen.

An ech wëll soen, dass d'„Lëtzebuergger Wort“ - dat dierf ee jo heiansdo als Zeien huelen - de 26. Mee 2010 geschriwwen huet, dass dat ganz Element vun der Landesplanung a vun der Ëmsetzung vun de Plans sectoriels „stiefmütterlich“ géif behandelt ginn. Ech wëll also soen, dass et noutwendeg ass, och hei deen néidegen Drift dranzekréien an d'Ëmsetzung vun de Plans sectoriels.

Et rächt sech elo, dass mer eppes net scho viru fënnf Joer gemaach hunn, nämlech dat, wat mer elo am Artikel 22 vun deem

elo deponéierte Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire hunn, nämlech déi sougenannte Wertschöpfungsabgab, dass mer déi net virun decidéiert hunn, ier mer an déi ganz Prozedur vun de Plan-sectoriellen eragaange sinn. Den Här Krecké hat nach eng kéier proposéiert, fir dat an engem Schnellverfahren ze decidéieren - et ass leider net geschitt -, fir derfir ze suergen, dass mer dat Instrument hunn, ier mer an déi offiziell Prozedur vun de véier Plan-sectorielle ginn, well dat extrem wichteg wäert sinn.

Dat ass also deen éischte Chantier, deen eis schéngt un der éischter, un der alleréischter Plaz ze stoen, wann et drëm geet, fir déi Attraktivitéit, déi schnell Weeër, déi einfach Weeër, déi schnell Décisiounen hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Ech gi méi schnell iwwert deen zweete Punkt ewech, well en ass vun deene meeschte Riedner hei gesot ginn: d'Verbesserung vun den Infrastrukturen, déi noutwendeg ass, mat all deem, wat dat um Niveau vun Investitiounen an alle Beräicher heescht.

Et ass richteg, dat, wat gesot ginn ass, dat vun dem drëtten Chantier vun der wirtschaftlecher Diversifikatioun. Mä och do: Ech hunn en Interview gelies vun de Virstandsmitglieder aus der Commerzbank hei zu Lëtzebuerg, den Häre Reitmeyer a Müller, déi gesot hunn: „Luxemburgs Potenzial als Bankstandort ist so gut, um auch in Zukunft attraktiv für Bankgeschäfte zu sein. Ich bin nicht der Meinung, ...“ seet den Här Reitmeyer, „...dass Luxemburgs Zukunft allein mit dem Bankgeheimnis steht und fällt.“ Ech mengen, dat ass eng Analys, déi mer deelen heibannen, dass mer do Trëmp hunn, déi - mengen ech - wesentlech sinn an eis och an der nächster Zukunft eppes bréngen.

Ech wëll nach ee leschte Ranking nennen, deen ech an deene leschten Deeg gekuckt hunn: de Ranking, deen d'Londoner City selwer gemaach huet, den „Global Financial Centres Index“ vun der Londoner City. Dat sinn 62 Finanzstanduerter, déi do analyséiert gi sinn, 62! Lëtzebuerg stoung 2007, Här Meisch - fir dat, wat mer an der Interpellatioun alles diskutéiert hu virun e puer Wochen -, Lëtzebuerg stoung an deem Ranking do 2007 op der 26. Plaz vun 62 a steet an deem neie Ranking Enn 2009 op der 14. Plaz vun 62 vun der Londoner City analyséierte Finanzstanduerter. Also, mengen ech, och net e Bewäis dofir, dass mer hei net Trëmp hätten, déi mer kéinten notzen.

De véierte Chantier: ouni Zweifel dee vun der Éducatioun, vun der Formatioun. Ech ginn iwwert deen ewech. Ech mengen, dass hei dat meescht vun de Leit heibanne gesot ginn ass an dass mer och, a wichtege Punkte jiddefalls, e Konsens op deem Gebitt hunn. Och, wann den Här Meisch nach eng kéier d'Ëmsetzung vun der Reform vun der École fondamentale kritiséiert huet. Mir mengen, dass dat eng Zäit brauch, mä dass mer do - dat ass déi Analys, déi mer gemaach hunn, déi mer iwwregens och op den Terrain maache ware bei Gemengen, mat Enseignanten zesummen, déi eis dat weist -, dass mer do op deem richteg Wee sinn.

Ech wëll e fënneften a leschte Punkt soen: dee vun der Inflatoun, der Inflatounsbekämpfung an och dem Index. Et wäert lech net wonneren, wann ech lech am Ufank soen: D'LSAP steet ganz kloer zum Erhale vum System vun der automatescher Upassung vu Léin, Gehälter a Pensiounen un d'Entwécklung vun der Inflatoun. Dat hunn an engem Sondage vun der ILReS, dee mer viru kuerzem gesinn hunn, 81% vun eiser Bevölkerung och esou gesinn. Ech mengen, dass et do e grouse Konsens gëtt.

Ech hu virun eng vun de positive Säite gesot, déi vun dem soziale Fridden, dee mer hei am Land hunn, an ech nennen lech e puer Zuelen, wéi vill dass an der Belsch: 74 Streikdeeg, an anere Länner: 102 Streikdeeg, an esou virun, verluer gaange sinn. Et ass dat zu Lëtzebuerg ee vun de wesentlechen Trëmp fir Investoren, ze wëssen, dass een hei an engem Land

ass, wou versicht gëtt, am Dialog, am permanenten Dialog - an och, wann et heiansdo schwierig ass, a mir erliewen eng schwierig Period - awer ëmmer erëm versicht gëtt, fir d'Dréit tëschent deenen eenzelnen Acteuren zesummenzékriegen.

Den Index huet eis bis haut an der Kompetitivitéit net beeinträchtigt. Ech hunn d'Zuelen am Ufank genannt, wat déi lescht Joren ubelaangt, och den Tableau de bord compétitivitéit genannt, wou ee ganz kloer gesäit, dass fir déi indexrelevant Indikatoren: Wirtschafts- a Beschäftigungscroissance, Inflation, Termes de l'échange, Taux de change effectif, do beleed mer weiderhin am europäesche Verglach déi éischt Plaz. Dat sinn déi, déi fir den Index och relevant sinn.

An ech mengen, dat gesi mer esou, ech hu virdu gesot: och den Index, d'Inflation selwer mat 0,2% iwwert dem Duerchschnitt vum der Eurozon. Ech hunn och nogekuckt, dass fir déi lescht siwen Index-tranchen, déi mer erlieft hunn, no dräi Index-tranchen dovun an engem Zäitraum duerno d'Präisser gestiege sinn, mä a véier Tranché vum deene leschte siwen d'Präisser souguer erofgaange sinn, an de Statec zur Konklusion kënn, dass den Index tëschent 0,1 an 0,3% an der hausgemaach-tener Inflation ausmécht. Also ganz wéineng ausmécht, wat - mengen ech - wichtig ass.

Et muss ee gesinn, dass ouni Index-tranchen - an ech mengen, dat ass wesentlech fir vill vun eis heibannen -, dat ass wesentlech, dass ouni Index d'Lounentwécklung 2009 réckleefeg gewiescht wär. Mir haten eng Lounentwécklung vun 1,7%. Et ass also ganz kloer, dass, wa mer hei mat der Aart géifen drüngen, et evident ass, dass mer an eng negativ Lounentwécklung géife goen, mat alle Répercussionen, déi dat och fir d'Croissance hei zu Lëtzebuerg hätt, mä wat dat och um Niveau vun de soziale Spannungen, déi an de Kollektivvertragsverhandlungen an d'Betriber géifen erakommen, wat fir eng Konklusionen dass dat hätt.

Et ass also, mengen ech, wichtig, dass mer déi sektoriell Analys maachen. Mir mussen méi no un d'Entwécklung vun der Kafkraaftanalys vun eenzelnen Akommes-gruppe goen: Wéi huet sech d'Kafkraaft vun eenzelnen niddregen, mëttleren an héijere Bezéier vun Akommen entwéckelt? Ech mengen, dass et wichtig ass - an ech hunn dat virdu gesot -, dass d'Kafkraaft dann net nëmme vum Bruttoloun ofhänkt, mä och vun der fiskaler Landschaft, déi mer hunn, vun de Sozialtransferten an esou virun.

Fir d'LSAP, dat wëll ech ganz däitlech soen - par rapport zu deenen, déi do eng aner Analys maachen, mä dat ass eis Analys, a mir loosse eis an där Analys och vu kengem aschüchteren -, dass et an eiser Analys keen akuten Handlungsbedarf beim Indexsystem gëtt!

De Punkt 49 an de 65 Propositione vum Här Krecké schwätzt hei ganz däitlech vu Moosnamen „en cas de dérapage de l'inflation“. Dat ass net de Fall. De Statec seet am Moment, dass déi nächst Index-tranche viraussichtlech Ufank 2012, also ongeféier an 18 Méint, géif erfalen. Zum Erfall awer, an och dat wëll ech als drëtter Punkt fir eis Partei hei ganz däitlech soen a fir eis Fraktion, dass et ganz kloer ass fir eis, wann deen Dérapage antrëtt, dass et kloer ass, dass Lëtzebuerg sech an engem Terme vun zwielef Méint keng zwou oder dräi Index-tranchen duerch den Dérapage, deen iergendwou, zum Beispill bei de Pétrolspräisser, feststellen ass, kann erlaben.

Dofir hu mer zwou Aufgaben ze maachen. Dat steet iwwerengs och esou an där Resolution vum deem Kongress, dee mer viru kuerzem dorivwer haten, genau esou an net aneschtens, dass mer bereet sinn an deem drëtter Punkt, dann driwwer ze diskutieren, wat mer am Zesummespill vun där Aufgab, déi de Wirtschaftsminister elo ze maachen huet - nämlech derfir ze sorgen, fir d'Parametere ze kucken, opgrond vun deene mer eis Kompetitivitéit, Verbesserung oder Verschlechterung, feststellen -, a wa rout Signaler ugin, wat mer

dann och op deem Niveau vum dem Index wëlle maachen. Mä dat fënn net nëmme da statt, wa mer an eng Verböserung, an eng drastescher Verschlechterung sinn, zum Beispill um Niveau vum der Inflation, an dat ass am Moment - all Analys weist dat - net de Fall.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Si si sech net eens!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech wëilt zum Schluss soen, dass - fir eis Fraktion - mer besser sinn, wéi mer eis déi lescht Wochen a Méint selwer dobaussen an no banne maachen, dass mer eis awer net als Land op eise Lorbeeren, op där „success story“ vun deene leschte Joren, bal Jorzéngten, kënnen ausrouen, mä dass den Esprit bagarreur een ass, dee mer all Dag, all Woch, all Mount mussen hunn, fir d'Attraktivitéit vun eisem Standuert ze verbessern.

Ech mengen, dass mer also mat roueger awer decidierter Hand un déi 65 Propositione solle goen, no deem Timing, deen de Premier beim État de la nation hei kloergemaach huet, nämlech am Hierscht de Sozialdialog nach eng Kéier sichen a kucken, wéi dat Zesummespill vun de Parametere an deem, wat mer zum Beispill um Niveau vum Index kënn maachen, wéi mer dat bis Enn des Joers hikriegen.

Dat entsprécht, mengen ech, och deem, wat mer als Motioun hei zesummen an der Koalition virun e puer Wochen am État de la nation decidéiert hunn. Fir déi Aufgab do ass d'LSAP-Fraktion prett, déi Diskussionen ze féieren.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Lux. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Hären, wann een de Mëtteg d'Debatt nogelauschert huet, steet effektiv eist Land viru groussen Erausforderungen. Schonn laang schleefe mer hei an deem Land déi néideg Reformen ëmmer nees virun ons hier. Mir doen eis besonnesch schwéier, wann et em strukturell Reforme geet. Am Endeffekt maache mer oft näischt. Et passéiert just nach grad de Contraire.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Wa mir haut hei iwwert d'Kompetitivitéit vum Lëtzebuerg Land diskutieren, ass et sécherlech net vu Muttwëll, mä et gräift fir déi gréng bäi Wäitem net wäit genuch. D'Kompetitivitéit fir déi gréng ass méi wéi just en Zuelespill iwwert d'Léin, d'Zëssatz oder och nach Steieren a Budget. Et huet besonnesch och mat allgemengem Ëmfeld ze dinn. Dobäi si vill Facettë betraff, wéi d'Schoul, d'Ausbildung, d'Kannerbetreuung, d'Mobilitéit, eng besser Landesplanung an och nach d'Ëmwelt an d'Natur, fir nëmme déi ze ernimmen.

Éier ech mech awer méi am Fong mat der Problematik wéilt beschäftegen, wëll ech awer och e puer Wieder iwwert d'Form vun deem Débat hei verléieren. Dëst ass alles schéin a gutt, en Débat iwwer e 65-Punkte-Programm ze lancieren an och dobäi wëllen eng Orientéierungsdebatt ze maachen. Komesch a penibel gëtt et awer, wann deen anere Koalitionspartner den Dag viru senger Orientéierungsdebatt eng Pressekonferenz ofhält...

(Interruptions)

...an nach eng Kéier déi Punkte virstellt, déi en haut nach eng Kéier am selwechte Wuertlaut wéi gëschter an der Pressekonferenz hei virdreit.

Do kann ee wierklech soen, da brauche mer esou Orientéierungsdebatten net ofzehalen. Da kënn mer eis alleguerten zréckzéien op Pressekonferenzen, wou dann déi eng oder déi aner Iwwerleeungen eriwuerbruecht ginn. Et wär och net méi néideg, dass den Här Thiel herno och nach eng Kéier heihinner kënn. Mir brauche jo just d'Press vum haut de Mëtteg ze liese respektiv vun haut de Moien an der Zeitung, do steet u sech alles schonn dran.

Et wär dem Land sécherlech besser gedéngt, wann d'Regierung hir Orientéierung ginn hätt respektiv am Virfeld vun deenen Diskussionen hei de Mëtten an eng entsprechender Kommission déi

eng oder déi aner Punkten opgeworf gi wäeren an och ausgiebig presentéiert, fir endlech ze wëssen, a wéi eng Richtung et dann elo geet. Respektiv och ze weisen, déi an déi Punkte wëlle mer dann och effektiv ëmsetzen, an dëst an eng Zäittrum, déi och fir jiddwereen novollzéibar ass, insbesondere dat, wat dobausse kënn.

Säit Jore waarde mer, oder säit engem Joer, säit der Regierungsbildung waarde mer op eng konzertéiert Aktioun vun der Regierung, fir dëst Land endlech op d'21. Jorhonnert prett ze maachen. Dëst Land brauch richtungsweisend an nohalteg Entscheedungen, statt deels eng Opzielung vun ale Kamellen!

Fir an der Terminologie vun eisem Premier ze bleiwen, kréie mer haut deemno Piste vun eise Regierungsparteie presentéiert. Pistes, déi alles anescht wéi op „de séchere Wee“ féieren. Vun: „Mir paken et un“ ass och keng Spur! Hei geet et monter weider mat deemselwechte Konkurrenzdenken de Regierungsparteien, statt e gemeinsamen, kohärenten a koordinéierte Moosnamekatalog ze presentéieren. Dat, wat hei jiddefalls vu menge Virriedner vun der CSV an der LSAP schonn lassgetréppelt gouf, schwätzt net direkt fir eng op Regierungsebene koordinéiert Politik am Beräich vun der Kompetitivitéit.

Wou, wann net hei, misst eng Propos vun der Regierung um Dësch leien? Mir als Gréng hu kee Problem, eis deene Froen ze stellen. Mir stelle jiddefalls fest, dass d'Regierung nach ëmmer am selwechte Chaos wëllt weiderfuere. Dëst kann an där net d'Antwort vun der Regierung sinn. Dës Regierung ass fir déi gréng um Enn!

Ech huele mer Waasser, et ass e bësse waarm.

(Interruptions)

Ech soll vill drénken.

(Interruptions diverses)

Dat sollt Der elo emol verdauen.

(Interruption)

Mir hunn et nach ëmmer iwwerlieft, Här Clement.

(Interruption)

Bis elo si mer nach ëmmer do, Här Clement. Dat diskutiere mer dann zu Réimech am Gemengerot.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Dir sidd jo och nach ëmmer hei!

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Jo, et ass jo kee Problem. Do sot Der jo och dat.

(Interruption)

An do soll dann eng Regierung kloer Signaler no bausse verrieden!

Wirtschaftspolitik ass och Vertrauenspolitik, ass Psychologie, an net nëmme en Zuelespill a Verschibe vu Responsabilitäten op den „Sankt-Nimmerleins-Tag“!

Wa 500 Patroné vu klengen a mëttelstännege Betriber op d'Strooss ginn, misst dat Signal genuch sinn, dass eppes muss geschéien. Et geet deemno net duer, 65 an och nach 20 oder 21 Punkten, wéi virdu gesot ginn ass, opzezielen. Weder déi 65 Punkte vum Här Krecké nach déi 20 vun der CSV si revolutionär. Mä et sinn zum gréissten Deel al Fuerderungen, déi elo just nach eng Kéier zesummegehallt goufen.

Här President, Dir Dammen an Hären, vläicht ass et awer net schlecht, emol nach e Bléck zréckzwerfen. Wéi koum et, dass mir haut an där Situatioun stinn? Wien dréit d'Responsabilitéit vun der Entwécklung? Oder si mer einfach dem internationalen Ëmfeld ausgelievert? Ass et just op d'Finanz- an d'Wirtschaftskris zréckzeféieren? Woubäi mir jo och nach net derfir responsabel sollte sinn.

Fir déi gréng ass et kloer, dass net nëmme des Regierung Responsabilitéit dréit. D'Verse geet net nëmme op dës, mä op déi lescht fënnf Regierungen zréck. Säit den 90er Joren hunn déi sukzessiv Regierungen sech selwer, an domadder eis alleguerten, an d'Täsch gelunn. Markant Beispill fir des Entwécklung war d'Ëmstellung vun der classescher Stolindustrie op Basis vu Kuel op d'Elektrostolproduktioun.

Net, dass Der mech elo hei falsch verstitt:

Déi Ëmstellung war deemools eng richtig Décisioun an huet derzou bäigedroen, dass d'Stolindustrie weiderhin e fest Standbeen vun der Lëtzebuerg Industriepolitik bliwwen ass. Och wa bis haut no an no déi eng oder aner Produktiounslinn an domat och Aarbechtsplazen ofgebaut goufen an och leider nach ëmmer ginn.

Leider gouf sech awer net mat der kollateraler Entwécklung vun der Ëmstellung ausenanergesat an d'Veichen an déi richteg Richtung gestallt. Hei ass besonnesch de Kyoto-Accord ze ernimmen, dee wuel richtungsweisend war, mä leider net seriö analyséiert ginn ass.

Duerch d'Ëmstellung vun der Industrie - d'Stolindustrie - gouf beim Kyoto-Accord eng Reduktioun vun 28% agaangen. U sech e Weltrekord. Net, dass déi 28% deemools falsch waren, mä et gouf näischt ënnerholt, fir d'Politiken entsprechend ëmzebauen an entsprechend och d'Entwécklung vum Lëtzebuerg Land ze steieren.

1995 hunn déi gréng dëst schonn op enger Pressekonferenz bemängelt. Duerch déi staark CO₂-Reduktioun duerch d'Ëmstellung vun der Stolproduktioun huet sech eng weider Feelentwécklung ageschlach. Säit '97 huet sech nämlech parallel derzou och den Tanktourismus explosionsaart entwéckelt, ouni dass sech mat de Konsequenzen vun der Entwécklung ausenanergesat gouf. Sou dass mir haut eent vun de Länner op der Welt sinn, déi déi gréissten Uelechofhängegkeet opweisen. An dëst net nëmme mat Auswirkungen op den Index, mä och op d'Mobilitéit, op de Landverbrauch a besonnesch och op eis Statsfinanzen.

Dës Entwécklung vum bëllege Sprit huet och d'Sich no Alternativen zu der Ofhängegkeet staark beaflosst, sou dass Lëtzebuerg haut innerhalb der Europäescher Unioen dat Land mat deem niddregsten Taux un erneierbaren Energien ass. E Beräich, wou besonnesch eist Handwerk an eis mëttelstännege Betriber aktiv kënn ginn an domat eng Plus-value fir eist ganz Land kënn schafen.

Leider verkannt an och erëm verpasst! Et hätt ee schonn laang missen d'Veichen anescht stellen an, ähnlech wéi d'Regierung an Norwegen et mécht, e richtigen Apel fir den Dusch zréckstellen. Säit Laangem verlaange mer e graduellen Ausstiegszenario aus deem Tanktourismus, mä mir hu grad de Contraire vun deem gemaach. Statt zréckzestellen, hu mir mat der Schépp ausgedeelet an hei a Lëtzebuerg eng Casinomentalitéit ausgeléist. Dës Casinomentalitéit ass besonnesch um Wunnengsmarché ze spieren, wou haut den Terrain 50% vum Gesamtpräis vun engem Eefamilljenhaus ausmécht. Statt hei mat Zäiten d'Brems anzegeheien, hu mer nach monter duerch eis Steierpolitik des Entwécklung zousätzlech erëm ugeheizt.

Mir hunn 2001 eng oniwuerluechte staark Steierreduktioun duerchgefouert. Mir hu riets a lénks Cadeauen ausgedeelet. Mir hunn eis weder ëm eng aner Mobilitéit nach ëm eng koordinéiert Landesplanung gekëmmert. Mir hunn eis Schoul net wëlle mat Zäiten un déi Erausforderungen upassen, sou dass den Taux un onqualifizéierte Jugendlécher nach ëmmer ganz héich ass. Mir hunn eis en eegene Wuess-tum vu 4% jährléich verschriwwen, dat mathematesch net kann opgoen. Mir gi säit den 90er Jore bis hannert Saarbrécken, Nanzen, Namur an Tréier Aarbechtskräfte rekrutéieren, fir se haut an Zäite vun der Kris als „Geldsauger“ ze verdamen.

Dat ass alles och Kompetitivitéit. Dat ass awer aus eiser Siicht eng falsch Kompetitivitéit. Eng, déi an déi falsch Richtung gaangen ass an nach ëmmer geet. Mir liewe säit Laangem iwwer eise Verhältnissen. Dëst léisst sech nach am androcksvollsten iwwer eisen ekologesche Foussofdruck duerstellen.

Fir eisem Liewenswandel ze begnügen, bräichte mir net nëmme eng Welt, mä mir bräichten der am Ganze scho fënnf. Och erëm e Weltrekord, en traurege Weltrekord. Dat ass keng „success story“, wéi den Här Lux dat virdu betitelt huet. Dat ass fir sech ze schummeren, well des Entwécklung net iwwerdrobar ass op d'Welt an iwwer sämtlech Länner vun der Æerd. Een, deen des Entwécklung als richtig an



och als weider esou wëllt gesinn, lieft entweder net op dësem Planéit oder et ass him total egal, wat nach fir eis Kanner a Kandskanner iwwreg bleift.

Verzicht ze priedegen hei an dësem Land war nach ëmmer en Tabu an huet och net an eis schéin, ëmmer méi individuell Egoismuswelt gepasst. Et kann een u sech kengem et verdenken, wann eis Gesellschaft méttlerweil resistent vis-à-vis vun Ännerunge ginn ass. Sait 25 Joer gëtt vun de sukzessive Regierungen kontinuierlech ausgedeelet, ouni längerfristeg Ofsécherungen opgestallt ze hunn. Haut bedreiw mer a sämtliche Sparten, Secteuren a Beruffer e Leiden auf sehr hohem Niveau.

Här President, Dir Dammen an Hären, och fir déi gréng ass d'Kompetitivitéit e wichteg Instrument, fir eng Entwécklung vun engem Land a senger Gesellschaft ze beschreiw, awer bái Wäitem net déi eenzeg Kritären.

Kompetitivitéit ass och kee Selbstzweck. Et stellt sech fir déi gréng fir d'Éischt emol d'Fro, wéi mer iwwerhaupt d'Kompetitivitéit definéieren, ier ee sech schonn nei Weeër an Instrumenter gëtt. D'Gesamtkonzept muss och definéiert kënne ginn. Eleng duerch d'Lounentwécklung, Zënspolitik a fiskalesch Instrumenter oder och nach vereinfacht Reglementatiounen gëtt eis Kompetitivitéit längerfristeg net gestärkt a gräift och ze kuerz. Dëst héiert sech nach ëmmer no alen neoliberalen Konzepter ouni Gesamtkonzept un. Dëst si grad déi Konzepter, déi eis jo awer an d'Kris gefouert hunn an also net kënne ausschliesslech d'Rezepter sinn, fir aus der Kris erauszekommen.

Kompetitivitéit ass nämlech total destruktiv, wann et nëmme drëms geet, aner Mënschen, Gruppen, Organisatiounen, awer och natierlech Ressourcen zu sengem eegene Virdeel, engem meeschtens kuerzfristige Virdeel iwwregens, aus dem Wee ze raumen.

Dobäi gëtt et dach awer och eng kooperativ Kompetitivitéit, bei där et drëms geet, gemeinsam ze iwwerliewen, zesumme seng Liewenssituatioun ze erhalen an ze verbessere, woubäi fir eis als Gréng dës gesamt Gemeinsamkeet sech och op de Mënsch aus anere Länner a Kontinenter a selbstverständlech op eis natierlech Ressourcen a global Liewensbedéngunge bezieht.

Dës Kompetitivitéit heescht, eng konstruktiv Kompetitivitéit opbauen, heescht d'Fäegkeet vun enger Entitéit, engem Grupp, enger Gemeinschaft, sech op zukünftige Evolutiounen ze preparéieren a sech u Changementer unzepassen duerch nei an innovativ Strategien, zum Notzen net nëmme vun de Membere vum Grupp, vun engem Member vum Grupp, mä och, fir anere Leit hir Bedierfnisse ze erfüllen.

An dësem Sënn hunn déi gréng och op hirem Kongress virun zwou Wochen eng ganz Rei vu Virschléi presentéiert, ënnert dem Motto „E gréng Modell fir d'Zukunft“. Eis Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg op eng konstruktiv Aart a Weis ze erhalen an eis Gemeinschaft un déi nei Situatioun unzepassen, déi duerch eng Serie vu globale Krisen entstanen ass, net nëmme Finanz- a Wirtschaftskris, mä och global Ongerechtegkeet a Verdeelungskämpf an Energieknappheet a Klimaverännerung.

Kompetitivitéit ass fir déi gréng net eleng de Präis, mä niewent dem Präis ass et och d'Innovatioun, d'Qualitéit an och den Dé-lai, déi ausschlaggebend sinn. Fir kompetitiv ze sinn, muss deemno och d'Émfeld stëmmen an och d'Liewensqualität entsprechend ugepasst ginn. Dofir gehéiert fir déi gréng och Loftqualität a Waasserqualität derbái. Do gehéieren och déi néideg Kannerbetriebsstrukture wéi och e gudd Bildungssystem an en ausgeglacht Kulturgebuet derbái.

Dëst si Beräicher, déi besonnesch fir innovativ Hightech-Secteur vum 21. Jorhonnert extrem wichteg sinn. Wa mir gären hätten, dass gutt ausgebildete Fuerscher a Kaderen aus esou Secteuren op Lëtzebuerg kommen, da muss mer och dat néideg Émfeld derfir schaffen.

Här President, Dir Dammen an Hären, weder bei de Proposen...

► **Mme le Président.** - Ech wëll lech just drop opmierksam maachen, dass d'Prési-

dence am Ufank vun Ärer Ried scho chan-géiert huet. Ech wollt lech net ënnerbriechen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Entschëllegt, Madame Presidentin. Da widderhuelen ech nach eng Kéier: Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, weder bei der Propos vun der LSAP nach bei der CSV geet Rieds iwwert d'Uelechofhängigkeit. Gewosst ass jo awer, dass grad déi héich Uelechpräisser zu där neier Indextranche gefouert hunn. Et brauch ee just d'Konjunkturnote vum Statec ze kucken. D'Inflation ass gréisstendeels op d'Präisshausse vum Pétról zréckzeféieren; genau 0,5 Punkten.

Aus grénger Siicht wäerten am 21. Jorhonnert d'Émweltstandarden eng enorm wichteg Roll spillen, wann et ëm d'Kompetitivitéit vun engem Standuert geet. E Land, wat weiderhin total vu fossilen Energien ofhängeg ass an dat deemno extrem ufällig ass par rapport zu héijen Energiepräisser a Strofen duerch ënnerloosend Klimapolitik, wäert zolidd Kompetitivitéitsnodeeler kréien.

Déi innovativ Secteure vun den Émwelttechnologie wäerte sech och kaum an engem Land niddersloossen, wat lamentabel Émweltstandarden huet. Och d'Fuerschung wäert kaum an esou engem Land kënne ugesidelt ginn. Dofir wäerten d'Émweltstandarden am 21. Jorhonnert zu ganz haarde Standuertfacture ginn.

Hei si mer als Lëtzebuerger Land net terribel gutt opgestallt. Wa mer also déi automatesch Lounupassungen an de Präisindex positiv wëlle léisen, da geet dat nëmme, wa mir eis d'Fro iwwert den Ausstieg aus der Uelechfal stellen. Héich, spronghaft Inflation, ausgeléist duerch Energiepräisser, an domat permanent verbonne Lounausgläich, féiert eis Wirtschaft ganz schnell a Problemer.

Op där anerer Säit riskéiere mer, duerch héich kuerzfristeg Präissteigerungen ouni Lounausgläich an ouni Schutz fir déi sozial Schwaach e Sozialofstieg a verstärkten Aarmut. Dofir kann aus Siicht vun deene Gréngen d'Neutraliséierung vun den Uelech- a Gaspräisser am Index-Wuerekuerf nëmme a Verbindung mat soziale Begleetmoosnamen, enger staatlecher Förderpolitik fir méi Energieeffizienz wéi zum Beispill am Beräich vu Wunnen a Bauen, enger nohalteger Mobilitéitspolitik wéi de massiven Ausbau vum öffentliche Transport an enger couragéierter Strategie bei der Ennerstetzung vun erneierbaren Energien erreicht ginn.

Eng weider ganz wichteg Viraussetzung ass, endlech eng ekologesch Steuerreform unzegoen, déi soll déi néideg Ureizer schaffen, fir de wirtschaftlechen a soziale Strukturwandel zu enger nohalteger Entwécklung ze begleeden. Eng Steuerreform, déi iwwer en Ökobonusausgläich souwuel deene sozial Schwaachen entgéintkënt wéi fir d'Finanzéierung vum Strukturwandel bäidréit.

vläicht nach e leschte Saz zum Index. déi gréng sinn och der Meenung, dass Genossmittel och net am Index-Wuerekuerf sollen dragehéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, säit Jore schwätze mer schonn vun der ominöser Réforme administrative. Si ass souguer zur Chefsaach deklariert ginn. Dofir e puer Iwwerleeungen och zu deem Thema.

D'Finanz- an d'Wirtschaftskris huet daitlech opgewisen, dass de Stat als Regulator vun der Wirtschaft an als Wächter vun der sozialer Gerechtegkeet onersetzlech ass. Ouni déi staatlech Rettungsaktiounen, ouni déi staatlech Hëllef fir d'Chômeuren oder d'Kuerzaarbechter wär eis Gesellschaft ausenanergefall. Mir brauchen also weiderhin e staarken an effiziente Stat. Mir brauchen awer méi Effizienz a méi Déngscht um Client, och beim Stat. Mir brauchen dofir schnell an effizient Verwaltungenweeër.

Mir hu ganz gutt Beamten an eiser Verwaltung, se sollen och dofir gutt bezuelt ginn. Mir sinn awer der Meenung, dass an der momentaner Situatioun mir keng prozentual Lounerhéijung fir déi nächste Jore sollten duerchféieren an éischer méi eng qualitativ Offer bei den öffentliche Lounverhandlungen an de Vierdergrond gestallt sollt ginn, wéi zum Beispill d'Weiderbildung, d'Job-Tickets, fir zum Beispill

mam öffentliche Transport oder - firwat net - och mam Vélo kënnen op seng Schaff ze fueren.

Top-Prioritéit fir déi administrativ Reform bleift awer d'Verbesserung an d'Veereinfachung vun de staatleche Prozeduren. Net méi, mä dofir besser reguléieren. Mir brauchen also besonnesch och e positivt Émfeld, wat den neien Erausforderunge vum 21. Jorhonnert gerecht gëtt.

Kompetitivitéit heescht och e modernen a flexibelen öffentliche Transport. Kompetitivitéit heescht och eng solidaresch Gesellschaft mat ugepassten a séchere Renten- a Gesondheetskeesen, ouni eise Kanner a Kandskanner hir Zukunft ze hypothekéieren.

Kompetitivitéit heescht och eng Bildungs- a Beschäftigungsoffensiv, déi all de Kanner eng Chance an eisem Bildungssystem erméiglecht. Mir müssen d'Chancé vun de Kanner mat Migratiounshannerground verbessere. Mir muss besonnesch d'Orientalioun besser maachen, fir dass déi Kanner och eng sécher Plaz an eng sécher Zukunft an eisem Land fannen.

Dëst a villes méi si Proposen, déi mir an eisem Pabeier „Gréng Modell fir d'Zukunft“ proposéiert hunn, an deem mir e Gesamtbild ofginn, an net nëmme just e Sammel-surium vun erschreckende Platitudé mat neoliberalen - nach ëmmer neoliberalen - Iwwerzeegungen, wéi dat gëschter an och nach haut vun eisen CSV-Kolleegen hei presentéiert gouf.

(Interruption)

Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, Lëtzebuerg muss sech besser opstellen. Opstellen heescht awer fir déi gréng, net nëmme duerch d'Weltgeschichte ze reesen an iergendwellech Betriber ze motivéieren, hei op Lëtzebuerg ze kommen. Hei gëllt et besonnesch, déi Betriber an Déngschtleeschungen ze motivéieren, déi an e Gesamtbild vun enger nohalteger Entwécklung passen.

„Green-tech“-Industrien an „green-tech“-Déngschtleeschungen als neien innovative Wirtschaftssektor, un deem senger Entwécklung Lëtzebuerg nohalteg kann deelhuele. An Europa si méttlerweil an deene Secteure méi Leit beschäftigt wéi an der Automobilindustrie. Mir dierfen dofir dësen Uschloss net verpassen. Et heescht awer virun allem, déi Betriber heeheim fir d'Zukunft besser opstellen; grous a kleng Betriber. Dëst gëllt och fir d'Industriebetriber hei am Land.

Fir de Strukturwandel hei am Land ze vollzéien, brauche mer awer virun allem déi kleng- a méttelstänneg Betriber. Et si si, déi haut schonn méi wéi 120.000, 130.000 Aarbechtsplaze géieren. Et sinn och net déi Betriber, déi délocaliséieren wëllen, well si hei an der Gesellschaft staark verankert sinn. Eis Betriber si prett, fir do kënne matzemaachen. Mir müssen hinnen awer déi néideg zoulässg Rahmbedéngunge schaffen, dass si sech och do kënne gären investéieren.

Ech huelen zum Beispill de Beräich vum Bauen a Wunnen. Mir müssen e Qualitätssprong, virun allem an energiespue-rendem Bauen a Wunnen, errechen. Vill, ëmmer nach vill ze vill Energie gëtt nach ëmmer an de Gebaier verpufft, statt mat dem Asaz vun erneierbaren Energie regerecht Energieproduktionsunitéiten ze schaffen.

D'Politike vun de leschte Jore waren awer alles aneschters wéi d'englech. En Hickhack vun de Förderinstrumenter, e Verschleefe vun de Subventionshëllef fir d'Clienten; fir nëmme déi ze nennen. Et felt einfach d'Opbrochsstëmmung an d'Chance, déi dese Secteur fir eist Land och kann duerstellen.

Och dëst kouw gëschter bei der Manif vun der Fédération des Artisans zum Ausdruck. Aus eegener Erfahrung weess ech och, dass et eben net eleng de Präis oder d'Käschte sinn, déi e Betriber méi kompetitiv maachen. Et ass besonnesch och d'Innovatioun an d'Upassung un neien Entwécklung respktiv d'Loscht op Neies, wat méi bréngt wéi d'Reiden op de leschte Sou. Do muss d'Politik awer mat den néidegen Hëllefstellung begleedend matwierken, statt op alen ausgetrappelte Pied weiderzetram-pelen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an

Hären, déi gréng si prett, fir matzehliefen eist Land nohalteg opzestellen, fir déi grous Erausforderunge vum 21. Jorhonnert ze meeschteren. Mir sinn awer net bereet, nëmme kuerzfristeg Ännerungen ze akzeptéieren, ouni eng Abettung an e Gesamtkonzept ze hunn. Do wëlle mir an do maache mir net mat.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci, Här Kox. Deen nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Iwwert déi national Kompetitivitéit ze diskutéieren, heescht diskutéieren iwwert d'Capacitéit vun onsem Land, fir all Joer e méi grousse Wirtschaftskuch ze baken an net e méi klengen. Wann de Wirtschaftskuch nämlech méi kleng gëtt, ginn natierlech och d'Stécker vum Kuch, déi mer un d'Bierger kënne verdeelen, méi kleng.

Esou eng wichteg Debatt wéi haut hätt verlaangt, dass mer an der Chamber an der zoustänneger Kommissioun am Virfeld dovunner mam Wirtschaftsminister all déi Propositionen, déi hie gemaach huet, hätte kënnen diskutéieren. Dat geschitt dës Kéier net am Virfeld, mä muer de Moien. Ech mengen, dass ass net seriö an dat beweist, wéi heiansdo vun der Majoritéit an der Chamber d'Debatte virbereet ginn.

D'Regierung, genauer gesot de Wirtschaftsminister huet am Abréll dëst Joer e Pabeier virgeluecht mat 65 Propositionen. Déi 65 Propositionen sinn eng Zesummefaassung vu Fuerderungen a Wënsch, déi zu engem groussem Deel schonn zënter Jore gefuerdert ginn. Bref, et ass d'Sënneregister vun der CSV/LSAP-Regierung vun de leschte sechs Joer, wou alles dat, wat d'CSV an d'LSAP verschweest, net gemaach hunn, wou Dé-laien erausgeholl gi sinn a sech ënnerenauer zerstridde ginn ass. Dat soll elo realiséiert ginn.

Mä ech fäerten, dass sech och an Zukunft net vill wäert änneren an datt et laang dauert bis eppes geschitt, well d'Regierung sech op ville Punkten net eens ass. Wann hei vum Esprit bagarreur vum Spriecher vun der LSAP geschwat gëtt, dann hat ech dat an der Éischt esou verstanen, dass dat den Esprit bagarreur wär, fir ze gewannen, fir sech no vir duerchzusetzen. Mä ech mengen, an den Ae vun der LSAP an och vun der CSV schéngt den Esprit bagarreur éischer ze sinn, fir ee géint deen anere sech ze bagarréieren, sech ze zerschloen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - De Wirtschaftsminister bedauert, dass d'Attitud vum Émweltminister an déi vum Innenminister respktiv vun hiren Administratiounen verschidde sinn, dass net mate-naner geschafft gëtt. Dat wor virun de Wahlen de Fall. An et gesäit een, dass och dat derzou gefouert huet, dass eng etlech Reformen, déi hätte misse gemaach ginn, net gemaach gi sinn. Dat eenzegt Resultat ass, dass elo den Émweltminister net méi e Kolleeg vun der LSAP ass, mä datt elo e Schwaarzen Émweltminister ass. Dat ass, wann een net an Équipé kann zesummeschaffen.

D'Regierungsverwaltungen ënnert der CSV-LSAP sinn ze vergläiche mat der franséischer Nationaléquipe am Fussball, déi bei der ablacklecher Fussballweltmeeschterschaft am éischten Tour eliminéiert gouf, well d'Spiller net eens woren, well et keng Équipe wor. Dës Équipe huet am Fussball gradesou eng lamentabel Bilanz opzeweisen, wéi mutatis mutandis d'CSV/LSAP-Regierung a Matière vu Kompetitivitéit vun eiser Economie.

Just a schwierigen Zäite misst onst Land eng Regierung hunn, déi capabel ass, Décisiounen ze huelen, déi capabel ass, ze handelen, fir dat duerchzusetzen, wat se décidéiert huet. Bref, mir brauchen eng Regierung, déi capabel ass, ze regéieren. A just dat, nämlech regéieren, bréngt dës Regierung net méi fäerdeg.

Ech sinn net deen Eenzege, deen dat seet. Och de President vun der Lëtzebuerger Zentralbank huet kierzlech an engem Interview gesot - ech zitieren esou den Titel vun der Zeitung -: „Es wäre sinnvoll, wenn die Regierung auch regiert“. Mä dovun si mer wäit ewech, wann een de Spriecher vun LSAP an CSV nogelasscht huet. Notamment an der Indexfro; mä net nuren do.

De Wirtschaftsminister mécht 65 Propositionen. An enger Pressekonferenz iwwerhëlt d'CSV der 20 dovun, oder weinstens diskutéiert iwwert déi. Iwwer Verschiedener: iwwerhaupt kee Wuert. Dofir wär et besser gewiescht, mir hätten eng Diskussion an der zoustänneger Chamberskommission am Virfeld gehat, an net duerno, no der politescher Debat. Mä och dat war héchstwahrscheinlech net gewollt, well soss d'Meenungsverschiedenheeten tëschent CSV an LSAP nach méi grouss gi wäeren.

Beispill Index: An der LSAP gëtt et zwou Meenungen; an der CSV gëtt et der och zwou. An anscheinend, wann een elo de Communiqué vum Här Glesener - mengen ech, heescht en - liest, gëtt et och nach eng drëtt Meenung an der CSV, wat soll mam Index geschéien. An dofir wär ech nawell frou, wann hei déi eenzel Meenungen eng Kéier kéinten an d'Debatt erakommen an een dat kéint schéin diskutieren.

(Interruption)

Et geet dach drëm, dass een hei Kloertext schwätzt, dass ee weess, wourëm et geet.

An der Indexfro bleift d'ADR bei hirer Meenung, dass d'Indexierung vu Loun a Gehälter muss bäibehale ginn. D'ADR ass awer d'accord mat der Proposition, fir Alkohol an Tubak aus dem Wuerekerf erauszehuelen. Wann den Indexsystem bäibehale gëtt, dann heescht dat awer och, dass bei de Kollektivvertragsverhandlungen d'Gewerkschaften hir Responsabilitéit ze droen hunn, fir d'Betriben an d'öffentlech Hand net futti ze maachen.

De Bankesektor huet ons dat do richtig virgemaach. Dofir huet och d'ADR an deem Kontext do hiren Accord ginn zu der Iddi vun enger Nullronn an dëser Legislatur, wat d'Fonction publique ugeet.

Wann een d'Indextranche kuckt, dann ass et natierlech och kloer, dass et do Meenungsverschiedenheete gëtt. Wann ech hei den Här Thiel héieren, dee schwätzt sech éischer fir einfach d'Ofschaffung a géint d'Tripartitesronnen aus. Den Här Weber, den LCGB-Nationalpresident an CSV-Deputierten, ass do enger total géigen-deeleger Meenung. Bref, esou gi mir hei an déi ganz Debat eran. Dat wierkt an niveau vun enger Regierung, déi soll Décisionen huelen, enger Majoritéit, déi soll Décisionen huelen, wierklech zimlech lächerlech an et ass net ze akzeptieren.

All Patron weess, wat hien déi nächst Indextranche am Juli dëst Joer wäert kaschten. Mä de Statec huet awer och annonciert, dass déi nächst Indextranche eréischt 2012 erfält; dat heescht a méi wéi 18 Méint. Wann Alkohol an Tubak aus dem Wuerekerf kommen, wäert den Dé-lai nach méi grouss ginn.

Den Index ass sonner Zweifel e Käschtepunkt, dee speziell de lounintensive Betriben, där mer hei am Land nach e puer hunn, Schwierigkeete ka bréngen. Mä et ass net deen eenzege Käschtepunkt fir e Betrib. Zousätzlech Steieren, Cotisations, administrativ Schwierigkeeten a laangwiereg Prozeduren si sonner Zweifel och Faiten, déi e Betrib kënnen a finanziell an ekonomesch Schwierigkeete bréngen. Et muss een dofir all Mesuren, déi elo am Kader vun de Spuermoossen zur Diskussion stinn, analysieren. An, wann een den Index bäibehält, dann dierfen aner Mesurë vläicht net geholl ginn.

Esou si mir als ADR prinzipiell der Meenung, dass d'Steierherhijungen net derzou dënge sollen, fir dass d'Regierung bei de private Leit mat där enger Hand dat hëlt, wat se hinnen iwwert den Index ginn huet. Spuere beim Stat huet och an onsen Aen

absolut Prioritéit virun Taxen a Cotisationsherhijungen, déi d'Kompetitivitéit vun onse Betriben, an domat Aarbechtsplazen, a Gefor bréngen. Dofir si mir der Meenung, dass bei Baueren- a Wénzerbetriben an anere méi lounintensive Betriben d'Regierung misst Moosname proposieren, fir d'Indexkäschten opzefänken.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Regierung muss Efforten an Initiativen ergräifen, fir dass d'Präisser hei am Land net iwwer all Moosse steigen. Esou si bedauerlecherweis bei de Prix administrés, an anere Wieder bei den öffentliche Tariffer, Erhéijunge vun 3,2% am Joer 2008 ze verzeche gewiescht. Am Joer 2009 gouf et eng Erhéijung, an an den éischte véier Méint vun dësem Joer goungen déi öffentliche Tariffer ëm dräi Prozent an d'Luucht; dat eleng a véier Méint. Hei ass Handlungsbedarf, hei huet d'Regierung, hei hunn d'Gemengen eng Verantwortung!

Wat d'Mazoutspräisser ugeet, déi eng import Roll am Wuerekerf spillen, esou si mir der Meenung, dass, wann d'Pétrolspräisser nees sollten an d'Luucht goen oder wann den Euro sollt weider falen, dann déi Lëtzebuerger Accisé vun zéng Euro pro dausend Liter sollte fale gelooss ginn; an datselwech beim Heizungsgas, wou fir d'Kategorie A, déi speziell Familljen- a Klengbetriben betrëfft, och kéint nogeduecht ginn an deem Fall do, fir déi Accisen ofzeschaffen.

Vu dass een unhuele kann, dass an der Eurozon d'Präisser vun de Wueren net dérapieren wäerten, muss mir just oppassen, dass ons hausgemaachte Präisser op de Wueren an Dénsgschleeschtungen net dérapieren.

Wat déi 65 Punkten ugeet, déi d'Regierung hei diskutiert huet, esou sinn dat Saachen, déi vun der ADR, mä och vun anere Parteien, zënter laange Jore gefuerdert ginn. Mä nach wëll ech op e puer Punkten agoen, wéi zum Beispill de Plan sectoriel «Zones d'activités», wou et drëm geet, fir Industriezonen ze schafen.

Mir hunn elo eng - an den Här Wirtschaftsminister ka mech do korrigeren, wann ech do eppes falsch soen - 1.458 Hektar un Industriezonen, u Zones d'activités. Mir brauchen der nach eng 330 Hektar. An do gëtt da vun der Regierung zënter sechs Joer drop geschafft, fir esou e Plan sectoriel ze schafen.

D'Resultat ass, dass Betriben, déi sech wellen ausweiten, dass Betriben, déi wellen heihinnerkommen, dass Betriben, déi noutgedronge mussen investieren a méi Plaz brauchen, dat net kënnen, dass se sech da mussen délocalisieren an dass eng etlech Betriben, déi hei sinn, och vläicht aus deem Grund do, wéi notament bei Villeroy & Boch, fortgaange sinn, well se hei net konnten en neien Terrain d'activité fannen.

(Interruption)

An dat wëll ech just nure soen, dat huet ee vun den Direktere gesot; ob dat elo stëmmt, oder net. Mä ech wëll just nuren drop hiweisen.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.* - Also, dat do ass awer den Hummer! Wann et ee Beispill gëtt, wat een net kann nennen, dann ass et Villeroy & Boch.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR). - Da kann een dat doten esou duerchéien, mä et ass kloer, dass een op dësem Gebitt awer och menger Meenung no net nuren op de Plan d'action soll waarden, mä dass een och sollt iwwert de Wee vu Plans d'occupation des sols deklarieren, wou een eng Zone d'activité wëllt maachen. Domadder huet een de Spekulantentum ënnerbonnen an et kann een direkt aktiv ginn a weisen, dass eppes geschitt.

Dann ass och d'Gemeng gefuerdert. Dat schéngt mer de richtige Wee ze sinn. Déi Dunkelkammer, an där d'Regierung bis elo hei op dësem Gebitt schafft, schéngt mer net dat Richtegt ze sinn, well mir mussen prioritär kucken, dass mer déi Betriben, déi hei am Land sinn, heibehalen, dass mer hinnen d'Méiglechkeete ginn an dass mer hinnen net iwwer verschidde Prétexter d'Méiglechkeet schafen, fir sech dann ze délocalisieren. Ob dat deen eenzege Punkt ass oder ob et der nach anerer gëtt, mä et ass kloer, dass dat eng vun de Problematiken ass.

Zweetens, d'Promotioun vu Lëtzebuerg am Ausland. Ech mengen, Här Wirtschaftsminister, dat ass eng Tache, vun där mer ons alleguere wënschen, dass d'Regierung dat weider ausbaut. Mä ech muss awer och soen, dass et besser wär, wann d'Regierung all hir Capacitéite vun alle Ministère géif zesumme bündelen, fir dass mer do déi Wirtschaftsständ, déi mer am Ausland opmaachen, besser maachen, wéi dat bis elo de Fall ass.

Mir stinn do als aarmt Kand vis-à-vis vun anere Stänn vun anere Länner. Bien entendu si mer e klengt Land. Mä nach ass et a verschidde Fäll ganz, ganz batter, wann een déi Vergläicher do ka stellen. An ech hoffen, dass de Wirtschaftsminister seng Kolleegen an der Regierung kann iwwerzeegen, fir do nei Weeër ze goen.

Dann ass ee Punkt, iwwert deen zënter Laangem hei vill diskutiert gëtt, a wat e Musterbeispill ass, wéi eng CSV/LSAP-Regierung vu villem schwätzt an näischt mécht. Dat ass déi administrativ Reform, mat där se erlaabt, fir dass d'Betriben méi séier kënnen schaffen. A wann ee méi séier schafft an administrativ net gehemmt gëtt, ginn och d'Käschten, notament am Wunnensbau, zréck.

D'Chambre des Métiers huet an hirer Zeitung en Artikel geschriwwen ënnert dem Titel „Laang Pied am Land vun de kuerze Weeër“. An ech liesen aus dem éischte Saz nure vir: „An de leschte Jore sinn am Land vun de kuerze Weeër ebe grad des Weeër ëmmer méi laang ginn. Et kann ee soen, dass verschidde Prozeduren engem Parcours du combattant gläichkommen.“ Dat ass d'Resultat vun der Regierungspolitik vun de leschte Joren. Dat muss sech änneren.

Wann een dann héiert, wéi hei gestriden an debattiert gëtt tëschent CSV an LSAP, da weess een, wann do kee Mentalitéitswiessel kënn, dass sech dann op jidde Fall op dësem Gebitt net vill wäert änneren. Da wäerte PAPen nach ëmmer sechs Joer daueren a souguer heiansdo nach méi, bis se duerch sinn, well verschidde Ministère a verschidde Administratiounen ënnerenaner streiden an do näischt viruget.

Ech héiere jo och de Wirtschaftsminister, deen dat oft hei op der Chambertribün bedauert, dass ee Kolleg oder deen aneren net virumécht, an da verschidde Dénge. Do gehiert deen Esprit d'équipe hin. Déi Kollaboratioun ënnert den Administratiounen muss een duerchsetzen. A wann dann de Statsminister erkläert, dat wär Chéfsaach, da muss ech just nure soen, dass d'Chéfsaach op jidde Fall besser gehat hätt, dass de Statsminister sech net drëm gekëmmert hätt. Da wär et vläicht eppes ginn.

(Interruption)

Deen anere Punkt, op deen ee muss agoen a wou ech mam Wirtschaftsminister ganz d'accord sinn, dat ass fir op de Wee ze goen vun enger Centrale d'achat oder engem Groupement d'achat, wann dat eent net anescht geet. Mä och do schéngt mer, dass den Här Wiseler, de Minister vun den Travaux publics, vum Développement durable, dass deen enger anerer Meenung ass.

Ech wollt awer hei dem Wirtschaftsminister soen, dass e richteg läit. Well wann ee wëllt méi effikass schaffen, da muss mer déi laangwiereg Prozeduren, déi lertümer, déi mer an de Marché-publicen hunn, korrigeren. An et gesäit ee jo och, dass a Frankräich an anere Länner, wou et Centrale-d'achat gëtt, deen Ablack de Stat vill méi bëlle kann akafen, méi effizient ka kafen, an dat net nëmmen de Stat, mä d'Gemengen.

Mir begrëssen, dass eng Reform soll kommen, wat d'Faillite an d'Gestion contrôlée ugeet, mä och do, mengen ech, wär et noutwendeg, dass mer op professionell Afekoten, déi gutt rémunéiert ginn, zréckgräifen an net op dee System, dee mer elo hunn.

Wat d'Recherche ugeet, do ass et jo kloer, dass fir Enn 2013 d'Hëllef an d'Subsidien, déi mer bis elo virgeholl hunn, wäerten ewechfalen. D'Regierung proposiert hei, fir dann nuren op d'Subsidië vun deem Minimis, dat heescht bis 200.000 Euro zréckzegräifen. Mä ech mengen, och

do sollt ee sech inspirieren vun deem, wat an anere Länner leeft, wéi notament a Frankräich, déi spezifesch Steierreduktiounen hu fir d'Chercheuren, wou déi nuren d'Halschent vun der normaler Steuer bezuelen, a wou se ganz kompetitiv sinn am internationale Vergläich.

Ech géif duerfir wierklech d'Regierung bidden, sech vläicht do emol ze inspirieren an ze kucken, ob déi eng oder déi aner Donnée net kéint do iwwerholl ginn. Well um Gebitt vun de Steieren, do hu mer nach Latitude, fir de Betriben ze hëlfe, och wann d'Recherche aboutéiert an et kommen Droiten eran, dass een deen Ablack kann dovunner steierlech begünstegt ginn.

Da steet hei eng Fuerderung, mat där ech e bësse méi skeptesch sinn. Et ass déi, fir Entrepreneuren aus der Groussregioun zu Lëtzebuerg ze implantieren. Am Prinzip schéngt dat ganz flott. Ech hunn och näischt géint de Prinzip. Mä mir wëssen awer och schon, dass elo schon eng etlech Betriben aus der Groussregioun hir Salariaien, déi méi wéi dräi Kanner hunn, hei op Lëtzebuerg fiktiv transferieren, well se hei vu ganz staarke sozialen Avantagé profitieren par rapport zu Frankräich. An ech mengen, dofir muss een awer och kucken, dass, wann een esou eppes promouviert, dat awer net zu engem Détournement vun deem gëtt, wat mer en fait ekonomesch wëlle schafen.

Da gëtt et nach ee Punkt, dass ass Fiskalitéit, den Artikel 9 vum Steiergesetz. Do sollen anscheinend Avantagé geschafeginn. Ech géif just soen, an ech wäert dat och an enger Question parlementaire un de Finanzminister kloerstellen, dass dat doten awer net méi sollte geheim Décisionen vun der Regierung sinn, déi niergendwou publiziert ginn. Do muss den Artikel 9 vum Steiergesetz och kloer soen, dass, wann zum Beispill, wéi dat bis '94 de Fall wor, Steierdirekteren an aner Leit hei am Land steierlech Avantagen hunn, da soll dat och public gemaach ginn.

Wat d'Aarbechtsplazen ugeet, esou muss ee festhalen, dass de Statec eppes festhält, wat awer inquiétant ass. A sengem leschten Avis seet en, dass den Emploi frontalier méi séier steigt wéi den Emploi national. Dat heescht, dass et fir Frontaliere méi lücht ass, eng Aarbechtsplaz hei ze fannen, wéi fir déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg am Chômage sinn. Dat ass d'Resultat vun enger schlechter Schoulpolitik vun der Regierung, well ons jonk Leit an och déi aner net méi kompetitiv sinn, an d'Resultat gesäit een ënnert deenen Emstänn do.

(Interruption)

Dofir mengen ech, dass et wichteg wär, dass hei endlech d'Regierung agéiert, dass se déi richteg Décisionen hëlt. Do, wou et an déi richteg Richtung geet, wäerte mir als ADR se ënnerstëtzen; wann et an déi falsch Richtung geet, wäerte mer net domat d'accord sinn.

Vu dass ech net méi wéi 20 Minuten Zäit hunn, fir zu esou wichtige Problemer ze schwätzen, wëll ech elo ophieren.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci, Här Henckes. Den nächsten Orateur ass den Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk). - Madame Presidentin: «Il existe des mots qui, à un certain moment, font la loi. À tort ou à raison. C'est le cas, aujourd'hui, de „compétitivité“. L'idéologie et les pratiques bâties à partir de ce mot et autour de lui ont des effets dévastateurs.» - schreift oder seet an enger Konferenz de Riccardo Petrella, deen engagéierte Proff vun der Universitéit vu Louvain, engagéiert haupsächlech an de Froen, déi mat der Mondialisierung zesammenhängen.

Dévastateur, firwat? Wann déi ekonomesch Kompetitioun ausgedroe gëtt op de Léin, op den Aarbechtsplazen, op dem Aarbechtsrecht, da kann dat nème féieren zu enger Spiral no ënnen, déi sozial inakzeptabel ass, déi zu enger Verdéiwung vun de sozialen Ongläichheete muss féieren, zu engem Cercle vicieux, deen och gesamtwirtschaftlech kee Sënn mécht, well den Ofbau vun der Kafkraaft iwwert déi do Zort vu Kompetitioun de Réckgank vun der Nofro bedeit.



Dat gëllt och grad fir Kleng- a Mëttelbetriber. Mat enger Kompetitioun op d'Käschte vun de Léin riskéiere se, sech selwer an d'Fleesch ze schneiden, well se op d'Nofro, a villfach op déi inländesch Nofro, also op d'Akommes vun de Leit ugewise sinn.

An d'Fro vum Index stellt sech och an deem do Kontext. Dir kennt eis Meenung dozou, ech ginn also am Moment net nach eng Kéier dorop an.

Wann déi ekonomesch Kompetitioun ausgedroe gëtt op de Steieren, also op der Konkurrenz tëschent de Steiersystemer, da muss dat féieren zu enger Ennerhiechung vun der sozialer Funktioun vun de Steieren an zu manner Steiergerechtheet.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An och dat ass gesamtwirtschaftlech alles anescht wéi e Cercle vertueux. Well manner Recetté fir d'öffentlech Hand heescht jo dann och manner öffentlech Investitiounen an Infrastrukturen, a Bildung, a sozial Servicer, wat alles net gutt ass, weder fir wirtschaftlech Entwécklung nach fir sozial Gerechtheet.

Ech sinn also net averstane mat Moosnamen, déi ënnert dem Titel vun der Stärkung vun der Kompetitivitéit op d'Käschte gi vu sozialer a fiskalescher Gerechtheet. Wann awer d'Kompetitioun ausgedroe gëtt op der Qualitéit vun de Produkter a vun de Servicer am privaten an am öffentleche Secteur, op Kreativitéit an Innovatioun, da kann dat eng Spiral no uewe ginn. Also wierklech e Cercle vertueux, deen zu enger allgemenger Verbesserung vu Produiten an Déngschtleeschunge ka féieren.

Ech sot „kann“, well net alles, wat nei ass, ass och gutt. An ech menge wierklech, dass an déi ganz Diskussioun ëm d'Kompetitivitéit onbedéngt ee Schwéierpunkt gehéiert, deen awer vill ze vill wéineg ënerstrach ginn ass, dee vill ze vill wéineg thematiséiert ginn ass, an dat ass ganz einfach d'Fro, wéi wäit dat, wat mer produzéieren, mat wat mer kompetitiv sinn oder wëlle sinn, wéi wäit dass dat wierklech enger sozialer Utilitéit entsprécht, wéi wäit dass et verdréiglech ass mat Kritäre vun der Nohaltheet, vum Schutz vun der Ëmwelt an esou weider an esou fort.

An deem Débat hu mir nach, mengen ech, e gewaltegen Nohuelbedarf. Dat gëllt iwwerengs och fir déi prinzipiell Fro vum Wuesstum, déi och hei am Débat praktesch net ugeschnidde ginn ass. Ech gesinn awer net an, wéi mer iwwer Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg kënnen diskutéieren, wa mer net déi prinzipiell Fro vu quantitativem, qualitativem Wuesstum hei zu Lëtzebuerg stellen.

Ech si mat enger ganzer Rei vu Propositionen, och vun deene 65 Propositionen vum Wirtschaftsminister d'accord, déi a Richtung Fuerschung, Innovatioun, Diversifizierung ginn, och wat d'Veinfachung vun de Prozeduren betrëfft, awer och hei mat där Aschränkung, selbstverständlech, dass sozial an ekologesche Standarde op déi Aart a Weis, also duerch eng falsch Vereinfachung vun de Prozeduren net dären ausgehelecht, mä mussen opgewäert ginn.

Ech hunn zu der Fro vun der Kompetitivitéit vun der Lëtzebuergescher Economie an der Diskussioun iwwert d'Laag vun der Nation eng Rei vun Donnéeën hei ënnerbreet, wat d'Verdeelung vu Léin a Benefisser betrëfft zu Lëtzebuerg am Verglach mam Ausland; wat den Undeel vun de Benefisser betrëfft, déi wierklech an Investitiounen ginn, wou mer par rapport zum Ausland ganz niddreg leien; wat d'Prélèvementen op de Betriber ugeet, wou mer och no internationale Statistike ganz déif leien. D'Reaktioun vun der Regierung war à peu près déi vum Tournesol am Hergé sengem Tintin.

Zum Schluss beim Liese vun de 65 Mesuren, op déi ech a menger Zäit selbstverständlech net kann agoen, war awer eng, wou ech wierklech net wousst, ob ech soll laachen oder kräischen. Am Punkt 8 geet et ëm Immigratioun. An do steet tatsächlech dee winnerschene Saz, wat Immigranten betrëfft, en „Encadrement personnalisé devra être offert et une approche positive adoptée“.

Wann Der elo gemengt hätt, do géif et ëm de portugiseschen Aarbechter goen, deen op Lëtzebuerg kéim, oder dem Asylbewerber aus dem Irak, da leit Der falsch. Well do geet et ëm eng sougenannte Procédure VIP, also „very important person“, gemengt ass hei VRP, also „very rich person“, „fast track“ - also schnell ophuelen, schnell encadréieren, fir op déi Aart a Weis Superreicher dozou ze kréien, hiert Verméigen hei op Lëtzebuerg ze bréngen.

Also, wann ech gelift, sträicht an deene 65 Punkten net nëmmen dee berühmte Punkt 49, sondern sträicht och - wann ech gelift - an deem Punkt 8 iwwer Immigratioun deen do Abschnitt, well deen eegent sech nach héchstens fir e gudde Karikaturist.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Lucien Thiel.

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Merci, Här President. Ech mengen, no deene laangen Debatte vun haut de Mëtteg wier allhand ze soen.

(Brouhaha)

Mä, ech mengen, dat iwwerloossen ech gär, dee Pléséier iwwerloossen ech gär dem Regierungsverrieder. Ech hunn eng Missioun, a meng zwee Kolleegen hunn dat jo annonciéiert. Mir hunn 20 Punkten an de Vierdergrond gestallt, an Dir hutt der 14 dovun héieren. Ech maachen dann elo déi reschtlech, déi nach bleiwen, siwen, fir d'Rei vollzemaachen.

Datt d'Konkurrenz d'Geschäft beliebt, ass eng bekannten ekonomesch Wourecht. Si gëtt dann och méi oder manner vu jiddwerengem akzeptéiert, och wann d'Konkurrenz engem heiansdo op de Sou geet an ee léiwel eleng den Hunn op senger Mëscht wier.

D'Maartwirtschaft huet sech entre-temps, wann och mat sëllegen Nuancen natierlech, als universal Spillregel duerchgesat, an hiert Fëllelement ass nun eemol de Prinzip vun der Konkurrenz. Och, wann et deem engen oder aneren net a säin ideologescht Weltbild passt, ass de Mensch nun eemol esou gestréckt, dass kee gär dee Leschten an och nëmme manner gutt ass wéi deen aneren. Dofir leet hie sech da mat méi oder manner Éiergäiz an d'Geschier, mam But, wa méiglech ëmmer d'Nues vir ze hunn. An et geet natierlech nëmmen esou wäit, wéi déi kierperlech a geeschteg Fäegkeeten et erlaben.

Sollten déi, aus wéi engem Grond och ëmmer, emol net duergoen, fir an där Kompetitioun matzhalen, dann ass et der Gesellschaft hir Pflicht a Schëllegkeet, sech solidaresch ze weisen an des Nodeeler esou gutt wéi méiglech fir déi Betreffen auszebigen.

Wat elo fir deen Einzelne gëllt, gëllt och a wuel a verstärktem Mooss fir d'Wirtschaftsacturen, ugefaange bei de Firmen iwwert d'Länner bis bei d'Kontinenter. Konkurrenzkampf ass de Motto vun der Wirtschaft. Allerdéngs nëmmen, soulaang en enner Kontroll gehale gëtt an net an eng Verdrängungskompetitioun ausaart, oder, nach vill méi schlëmm - leider war dat jo am Laf vun der Geschicht méi dacks de Fall -, a regelrecht Kricher.

Elo gëlle mir als Land eleng scho vun eiser Gréisst hier net zur Weltliga a kënnen eis net mat deene Grouse miessen. Mä dat heescht nach laang net, dass mir vu vieren disqualifizéiert wieren. D'Kompetitivitéit vun enger Wirtschaft hänkt net nëmme vu quantitative Kritären of. Si ass och eng Fro vu Qualitéit, vum Choix vun deene richtegen Nischen a vum professionelle Kënn vum hiren Acteuren. Déi Dugenden, esou woen ech ze behaupten, hu mir Lëtzebuerg an der Vergaangenheet ëmmer erëm gewisen, net nëmme mir, mä och eis Virgänger, soss wiere mir wuel net do, wou mer haut sinn.

Här President, meng Kolleegen an trotzdeem Frënn, Jean-Louis Schiltz a Marc Spautz, hunn lech schonn eng Rëtsch vun deene Punkte presentéiert, déi d'CSV sech op d'Lee geschriwwen huet, fir eis Kompetitivitéit erëm op Touren ze bréngen, déi jo erwisenermoossen amgaang ass e bëssen ze lappen - ob mir dat wëlle wouerhunnen oder net. Ech perséinlech verlosse mech op dat, wat eis Spezialiste vum Observatoire de la competitivité soen. Ech kann

net soen, ob et richtig oder net ass. Ech hunn ebe Vertrauen an d'Experten.

Et ass zwar en Zoufall, dass mir an eisem Katalog, deem vun der CSV, op déiselwecht Zuel vu Recommendationen komm sinn, wéi virun eppes méi wéi engem Joer déi Spezialkommissioun, déi eis Chamber an d'Liewe geruff hat, fir sech mat der Kris an hire Konsequenze fir eist Land auserneezen. Mä e puer vun deene Recommendationen vun deemools, plus einzelner vun deenen, déi sengerzäit leider op der Streck bliwwen waren, well net jiddwereen domat d'accord war, fannt Dir haut an eisem Katalog erëm.

Ech wäert mech elo op dräi Volete limitéieren, déi sech an deene leschte siwe Punkte vun deem Katalog erëmfinden an déi sech ëm d'Recherche, d'Finanzplaz an d'Promotioun vun eisem Land a senger Economie dréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, deser Deeg huet den neie President vun dem Nationale Fuerschungsfonds dat schéint Bild vun der Minette gebraucht, déi mir hautdésdags an eise Käpp mat erëmdroen, nodeem dass eis natierlech Réistoffer an och gewësse Standuertvirdeeler, déi mir aus eise Status als souveräne Stat eis gebastelt haten, lues a lues verschwonne sinn. Wat mir nach vun der Minette an eisem Buedem hunn, rentéiert sech net méi, fir verschafft ze ginn. An d'Zäit, wou mir no eisen eegene Spillregeln op den internationale Finanzmäert mathale konnten, ass och eriwuer, säitdeem mir zu enger Wirtschaftsunion gehéieren, an där sech déiselwecht Bestëmmungen a Regele fir jiddwereen applizéieren.

Laang hu mir gemengt, mir bräichten eis keng eegen Uni ze leeschten, well mir keng eege Fuerschung néideg hätten. Hätt et net vereenzelt Privatinitiative ginn, déi zur Kreatioun vu Fuerschungszentren wéi dem Henri-Tudor an dem Gabriel-Lippmann gefouert hunn, an hätte mir net op eemol eis Héichschoulambitiounen entdeckt, da stéinge mir haut mat zimlech eidelén Hänn do. Gott sei Dank hu mir an der Tëschenzäit eng Uni, déi sech gutt entwéckelt; hu mir eng hallef Dose spezialiséiert Zentren, an deenen äifreg Recherche gemaach gëtt, an hu mir eng Regierung, déi weess, wat d'Fuerschung och a grad a méi kriddelechen Zäite wéi deser hir wäert muss sinn.

Elo ass awer de Fuerschungsberäich zwar net wëll, mä awer dach e bëssen désordonnéiert gewuess, wat nawell gär zu Streeverloschter an zu Iwwerschneidunge féiert. Dofir menge mir, et misst een nach e bëssen un dese Schrauwe vun eiser Zukunftsvirbereedung dréien, a mir suggéieren dofir an eisem Katalog, dass engersäits déi enzel Zilberäicher vun eiser Fuerschung - europäesch Recht, Finanztechnik, IT-Sécherheet, Material- an Ëmwelttechnologie, Medezin, Biobank an esou weider - nach méi genee ëmraass a wa méiglech nach ëm potenziell Créneauen ergänzt ginn, well et weess ee jo ni.

Da proposéiere mer, dass fir eng besser Koordinatioun tëschent deenen einzelne Fuerschungszentren an hire Programmer gesuergt gëtt an och fir eng maximal Nutzung vu méigleche Synergien. Deser Aufgab hält sech de Comité supérieur de la recherche et de l'innovation bestëmmt gären un, dee jo virun zwee Joer an d'Liewe geruff gouf, fir de Kritike vun der OCDE un eisem Innovationsarsenal Rechnung ze droen.

A schliesslech plädéiere mer derfir, dass versicht gëtt, all déi Fuerschungsaktivitéite méiglechst mat eiser Economie a mat där hiren Ambitiounen ofzestëmmen, ouni allerdéngs - dat sief och gesot -, dass mir dofir gläich der Recherche fondamentale, wéi se nun emol zu enger richteger Universitét gehéiert, den Hals ëmdréie missten.

Mir stinn eigentlech eréischt um Ufank vun enger Fuerschungskultur, un där nach vill ze schaffen bleift, bis dass si hir voll Vitesse erreicht a sech hire Rendement rechent. Mä den Ufank ass gemaach, d'Instrumenter sinn do an d'Innovationsiddië feelen och net. Wourop waarde mer dann nach?

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ee vun de Clienté vun eise Chercheuren ass d'Finanzplaz. An déi ass a bleift, dat brauch ech lech net ze soen, ob mir et

wëllen oder net, einstweilen eis Mëllecokou a muss entsprechend versuergt ginn.

Si gëtt zwar gär vum Ausland als Gott weess wat verdäiwelt an attackéiert, mä si ass gutt opgestallt an an hirem Fong zolidd a wäert dofir och esou Stierm, wéi am Moment dee ronderëm d'Bankgeheimnis, iwwerstoen, ouni an d'Getten ze goen. Schliesslech huet eise Finanzzentrum an deene véier Jorzéngten, wou et hie gëtt, quasi och scho véier verschidde Liewen duerchgemaach an ass mat jiddwerengem vun deene Liewen nach e Stéck méi staark ginn.

Eis Finanzplaz muss et och des Kéier fäerdeg bréngen, sech erëm nei ze erfannen, an déi Ascht, déi um Ofstierwe sinn, duerch nei Ausschëss ze ersetzen. Si ass jo schonn amgaang, sech en Numm an neie Créneauen ze maachen, wéi an der Mikrofinanz oder an der Philanthropie, déi zwar keng Milliarde wäerte bewegen, déi hir awer dofir zu engem neien Image dobaussen an der Welt verhëllef wäerten.

A si ass amgaang, sech no neie Mäert ëmzekucken, well hir deen alen europäeschen Anzuchsberäich lues ze enk gëtt. Am Ablack schafft si sech an d'islamesch Finanz eran a leeft sech fir nei Aktivitéite waarm, déi sech wuel ronderëm hir traditionell Beräicher, nämlech ëm d'Verméigensverwaltung, d'Fongeschäft an d'Assurancen dréien, déi awer der Plaz hire Spektrum an domat och hir potenziell Klientell méi breet maache wäerten.

Eng vun de Stärkte vun eisem Finanzsecteur ass seng dacks bewise Reaktivitéit an Upassungsfäegkeet. Déiselwecht Wiselegkeet, mat där mir sengerzäit de Champion vum Fongeschäft gi sinn, muss och an Zukunft derfir suergen, dass mir d'Nues an einzelnen Nische vir hunn, wéi zum Beispill bei den Alternativfongen, fir déi eng nei Direktiv am Hierscht usteet, an iwwerhaupt bei all deenen Neierungen, déi elo op d'Finanzmäert zoukommen, wann d'Politik sech bis eng Kéier eens driwwer ginn ass, wéi een déi Mäert méi transparent a méi krisefest maache kann. Do kënnen mir eis Trompkaart ausspülen an eis als Pionéier - haut nennt een dat „first mover“ - d'Geschäft ënnert den Nol räissen.

Deen neien Haut Comité de la place financière, dee bekanntlech de sougenannte Codeplaf als Thinktank ofgeléist huet, ass hei gefuerdert, a mat him och déi eenzel Organisationsen, déi sech ëm eise wichtigste Wirtschaftssektor këmmen. Si mussen et erëm eng Kéier fäerdeg bréngen, eis natierlech Nodeeler - als Klengstat mengen ech - a Virdeeler ëmzemenzen an eis Stärkten no baussen ze kéieren, ugefaange bei der Kompetenz an der Expérience vun eisen Opérateuren iwwer eise Standuert matzen am europäesche Maart, deem gréisste vun der Welt, bis zum Qualitätslabel, deen eis Finanzsicht liwwert.

Kolleeginnen a Kolleegen, mäin drëtten a leschte Volet huet entre autres och mat der Finanzplaz ze dinn, well et handelt sech ëm d'Promotioun vun eisem Land a senger wirtschaftlechen Aktivitéiten dobaussen an der Welt. An deem Beräich ass grad an der leschter Zäit esou munches geschitt, wat ëmsou méi erfreesch ass, wou mer bis dohinne éischer an ordre dispersé virgaange sinn an heiansdo scho bal e llicht verschlofenen Androck gemaach hunn.

Bis virun net allze laanger Zäit hu sech eis Promotiounsefforté méi oder wéineger dorop beschränkt, nei Industrien op Lëtzebuerg ze bréngen, wat allerdéngs ëmmer méi schwéier fir eise Board of Economic Development ginn ass, wat näischt mat dem BED selwer, mam Board of Economic Development, mä mat der allgemenger Desindustrialiséierung vun eise Breetegraden ze dinn huet. Entre-temps hu mir eng Agence kritt, déi Luxembourg for Finance heescht an déi probéiert, déi Geldgeschäfter op Lëtzebuerg ze zéien, déi an eis Nische passen.

Kuerz duerno ass Luxembourg for Business entstanen, eng Entitéit vum Wirtschaftsministère, déi d'Roll vum BED iwwerholl huet. A schliesslech ass entre-temps och

nach eng dréit Promotiounsinitiativ derbäikomm, déi sech Luxembourg fir ITC nennt an där hir Missioun ëmmer méi wichteg gëtt, well grad dee Secteur, dee Secteur vun den Datenautobunnen a vum „eCommerce“, en ongeheieren Entwécklungspotenzial fir eist klengt Land mat sech bréngt.

Och wann dës Agencen, genau wéi all déi aner Arichtungen, déi bestehend, déi fir spezifesche Secteuren dobausséi werben, jiddwereng fir sech hiren Domän ze verkaufen hunn, sollt dat eis awer net drun hënneren, déi Promotiounsaktiounen méiglechst koordinéiert a gebëndelt unzagoen.

Et dierf een net vergiessen, datt et grad bei engem klengen Land wéi eisem an éischter Linn op de Gesamtandrock ukënnt. Am moderne Sproochgebrauch nennt een dat dann „Branding“, an dee gëtt ëmmer méi wichteg an eiser iwwermediatisierter Welt, wou d'Perceptioun, och vun engem Land, sech duerch eng huerteg an éischter iwwerflächlech Betruechtung mécht, sech dofir awer zimlech nohalteg an de Käpp vun de Leit festsetzt.

Eis Promotiounsprofië verdénge voll Ënnerstützung vun alle Säiten an hirer Missioun. Dat geschitt och an der Regel, an dat bis op den ieweschten Niveau erop, wou sech d'Regierung a souguer den Haff aspene loosse, wat seng Wierkung dann och net verfeelt. Och Vereenzelter vun eisen diplomatesche Vertrieeder am Ausland gesinn an der Wirtschaftspromotioun eng duerchaus nobel Beschäftegung a pake gär eng Hand mat un, wann et heescht, eise Wirtschaftsacteurs de Wee bis bei hiert Zilpublikum am Ausland fräizemaachen an hir „Road showen“ ze organiséieren.

Ech mengen, dat soll elo zur fester Regel, an zwar fir all eis Ambassadé ginn. Well et geet nun emol net duer, eppes Guddes, eppes Innovatives an eppes Kompetitives ze produzéieren, et muss een et och nach verkaufen. Haut weess all klengt Kand, datt dat nëmme geet, wann een och déi richteg Reklamm mécht.

Här President, domat wier dann de Katalog komplett, mat deem d'CSV-Fraktioun hir Kontributioun zur Debatt iwwert d'Kompetitivitéit bäisteiere wollt. Déi Kontributioun ass an éischter Linn als Ergänzung respektiv als Präzisioun zum 65-Punkte-Programm vun der Regierung a vun hirem Wirtschaftsminister geduecht. Mä si huet awer och d'Ambitioun, e bësse Bewegung an dat politescht Spill ze bréngen, dat mat deem Platte vun der Tripartite leider aus dem Trëtt geroden ass, a mat deem mir elo riskéiere wäertvoll Zäit ze verléieren.

Mir dierfen nämlech net vergiessen, datt et e gewëssene Rhythmus am politesche Kalenner gëtt, an datt am Summer schon de Budget an domat de Fahrplang fir dat anert Joer virbereet gëtt. Dat heescht am Kloertext, datt mir an deemem Haus der Regierung eis Recommendationen nach virun der Vakanz hu misse mat op de Wee ginn. Dat schéngt mer och haut de Fall gewiescht ze sinn, wat ëmsou méi erfrellech ass, well mir ganz einfach dem Land dat schëlleg sinn. Ech mengen, besonnesch op deemem Dag, wou - et ass virdu schon ugeschwat ginn - déi eelsten Entreprise am Land definitiv hir Dieren zoumécht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lucien Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Här Clement an dem Här Spautz soen, dass ech berouegt sinn, dass d'CSV elo manner Zäit brauch, fir deenen aneren hir Iddien ze klauen, wéi dat elo bei eisem Wunnegeld ass mat Ärer Reform vum Boursensystem, wéi Der elo gebraucht hutt, fir erauszefannen eis Propositionen iwwert de Silence de l'administration, Här Spautz.

Well dës Proposition de loi ass déposéiert ginn den 18. Dezember 1992, dat si bal 18 Joer! Ech si frou, dass Är Partei entdeckt huet, dass dës Proposition de loi, déi och vum Chamberspräsident selbstverständlech weidergeleet ginn ass un de Conseil d'État, dass Der am Fong duerch Är Propositionen hei sot, dass d'DP Recht huet, an dass Der selbstverständlech dann och wäert eis Proposition de loi - déi lech jo esou, mä Mot à mot entgéintkënn - dann och wäert stëmmen.

(**Interruptions**)

Ech weess, Här President, dass den Här Schiltz scho bereie wäert, dass en haut dës Debatt gefrot huet, an dass se zu dräi sech opgedeelt hunn. Deen ee seet dat eent, deen anere seet dat anert, an deen Drëtter probéiert ze erklären, wat déi zwee aner gemengt hunn.

► **M. le Président.** - Här Bettel, den Här Schiltz stellt lech gär eng Fro.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Kee Problem.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här Bettel, ech wollt lech froen, wat fir eng Ministère Projeten op den Instanzeweeg geschéckt hunn, déi och vum Conseil d'État aviséiert gi sinn, wou den „silence vaut accord“ drasteet?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Hei ass den Text, deen ënnerschriwwen ass vum Här Laurent Mosar, vum 7. Abrëll 2010, op enger Proposition de loi vum Här Grethen vum '92.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Wat fir eng Ministeren hunn Texter op den Instanzeweeg geschéckt, wou den „silence vaut accord“ drasteet? Ech soen lech et, dat war nämlech en LSAP-Minister, dee Krecke heescht, an dat war en CSV-Minister, deen huet Schiltz geheescht. Also huet lech net déi Paternitéit, déi Der nëmmen deelweis...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Wéini war dat, Här Schiltz? Ech wosst net, dass den Här Schiltz... Här President, ech si ganz iwwerrascht, dass den Här Schiltz schonn...

(**Interruptions**)

► **M. le Président.** - Wann ech gelift!

(**Interruptions**)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Den Här Schiltz dreemt schonn, dass hien 1994 hei an der Chamber gewiescht wier. Ech mengen...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Dir lauschtert net no!

► **M. le Président.** - Also, ech hätt elo gär, datt mer e bessen Uerdnung an déi Diskussion kréien. Den Här Schiltz huet elo eng Fro gestallt.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ma ech äntwerten, Här President.

► **M. le Président.** - An den Här Bettel äntwert elo dorobber.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Dir lauschtert net no!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mä hie soll dann op d'mannst nolauschteren. Ech kann emol net äntwerten. Dir hutt eng Fro gestallt, Här Schiltz, mä dann, wann Dir déi Proposition de loi déposéiert hutt, kann ech jo nëmme feststellen, dass dat misst normalerweis 1992 gewiescht sinn, oder d'Geschichtsbicher hunn eng Regierung verpasst, wou den Här Schiltz virun '92 schonn an enger Regierung gewiescht wier. Mä 1992...

(**Interruptions**)

► **M. le Président.** - Neen, wann ech gelift, mir kënnen awer elo net... Elo nach eng Fro, Här Schiltz, dann äntwert den Här Bettel an da fiert den Här Bettel mat sengen Ausféierunge virun, soss komme mer net vun der Plaz.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Ech wëll just soen, datt d'Fro war, wat fir eng Ministeren Texter op den Instanzeweeg geschéckt hunn, déi vum Conseil d'État aviséiert gi sinn. Dat war eng aner Fro wéi déi, op déi den Här Bettel geäntwert huet.

An dat Zweet, wat ech den Här Bettel wollt froen: Aus wat fir engem Joer ass dat Gesetz, wou dee Silence schonn Effet-juridique produzéiert, wat den Här Spautz lech virun zitéiert huet? Wat fir ee Joer?

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech si ganz frou...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - 1983!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech muss jo elo op d'Fro och äntwerten. Also e puer Saachen. Déi éischt Saach ass dat, wat den Här Spautz zitéiert huet, si mer ganz frou iwwer Sites et Monuments. Wann dat fir den Här Schiltz duergeet, fir d'ganz Regierung a fir all Administratioun, da muss een dat zur Kenntnis huelen. Ech hat geduecht, dat géif sech elo op eng Administratioun limitéieren. Ech wosst net, dass d'Interpretatioun jurisprudentielle a législative vum Här Schiltz - jo awer als Jurist - esou wier. Also dat dote geet jo just duer fir eng Administratioun. Bon, mir huelen dann Akt, dass dat fir d'CSV fir all Administratioun zielt. Fir eis net!

Eng zweet Saach ass, Här President, ech wëll just soen, dass d'Paternitéit vun enger Proposition législative, vun enger Action législative, ob dat eng Proposition de loi oder e Projet de loi ass, een och muss d'Paternitéit unerkennen. Wann ech hei gesinn: 1992! Oder ech hunn e Problem - 1992 -, dass den Här Grethen net an eiser Partei war, wéi en dat déposéiert huet.

Et steet awer hei, et wier vum Här Grethen, dat heescht, dass en Demokrat, e Member vun der Demokratescher Partei d'Proposition de loi 1992 déposéiert huet, déi ganz genau seet: „ayant pour objet le silence de l'administration“. Et geet hei just ëm d'Paternitéit vun Iddien. Wann d'CSV keng Iddien huet a bei eis se wëllt huelen: Dat ass kee Problem, mä da gitt et just zou!

Här President, ech muss haut erauskommen, wann ech déi verschidde Leit hei gehéiert hunn. Ech hat virun e puer Méint eng Kéier gesot, dass e Gruef téschent deenen zwou Majoritéitsparteie wier, an ech hat en Uhu-Stick matbruecht. Ech misst haut en Eemer mathuelen! Dat, wat den Här Lux an den Här Schiltz bewisen hunn: Wéi soll en normale Bierger dobausséi verstoen, wéi d'Situatioun hei an eisem Land ass?

Op der rietser Säit kritt Der erkläert, dass alles dramatesch ass, dass et schlëmm ass, dass muss gespuert ginn, dass muss opgepasst ginn, dass muss dës Mesure an dës Mesure duerchgeholl ginn. An op deem lénke Fligel héiert Der: Déi lescht Zuelen, déi mer kritt hunn, déi si ganz an der Rei, et geet biergop, et geet alles vill besser, et soll een am Fong net mam roude Stréch elo an Zukunft schaffen.

Wéi soll de Bierger dobausséi wëssen, wat ee wëllt? Déi si gewinnt, dass normalerweis d'Majoritéitsparteie eppes soen, an dann d'Oppositivparteie eppes soen. Mä hei weess een net méi, wie wat zu där aktueller Finanzsituatioun an ekonomescher Situatioun vun eisem Land seet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Et ass eng komesch Situatioun fir en Oppositionspolitiker, Här President, muss ech lech soen. Si maachen ënner sech eis Aarbecht!

► **Une voix.** - Dat ass eng Concurrence déloyale vis-à-vis vun deenen aneren Oppositionsparteie.

(**Hilarité**)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dat ass och ganz richteg.

Här President, wann Der gëscht Owend d'Chance hat, d'Televisioun ze kucken, dann hutt Der jo den Här Lucien Thiel kënnen héieren. Den Här Thiel sot, ech zitieren en: „Ech mengen, mir sollen eis séier eens ginn an net nach eng nei Tripartite maachen. Mir hätte gären, datt eppes geschitt, datt elo eppes geschitt. Mir mengen, datt den Hierscht ze spéit ass, datt elo scho missten déi éischt Jalone gesat ginn. Kommt, mir maache virun! Kommt, mir verléieren net nach déi ganz Vakanz! Am Summer gëtt elo de Budget gemaach. Mir kënnen net méi esou laang waarden.“ Dat war den Här Thiel, deen dat gëscht Owend gesot huet.

An haut liesen ech och mat Satisfaktioun - dee Message, deen d'CSV do eriwuerbruecht huet -, dass d'Fédération des Artisans seet: Enfin, nieft der Demokratescher Partei ass och nach eng aner Partei, d'CSV, déi bereet ass, d'Artisanen ze ënnerstëtzen! An ech hu mer geduecht, elo wäert

dann haut den Här Schiltz ufänken, andeem e seet: Mir haten 20 Punkten, mä et sinn der jo 21, an dee vum Index ass fir eis och eng wichteg Fro. Do hunn ech geduecht, elo wäert doudsécher och eng Motioun kommen oder en Text oder iergendeppes vun der CSV.

Well dat net de Fall ass, Här President, hunn ech eng preparéiert, wou ech och insistéieren, dass mer nees iwwert den Index virum 15. Juli eng Presentatioun vun der Regierung kréien. Ech ka mer jo virstellen, dass den Här Thiel an den Här Schiltz - déi dës Woch jo esou insistéieren, andeem se soen, den Index wier esou wichteg - déi heiten nach mat kënnen ënnerschreiwen. Duerfir hunn ech nëmmen zwou Ënnerschrëften, Här Thiel...

(**Interruption**)

Ah, hutt Der et haut schonn net méi gesot? Wéi soll de Bierger dobausséi eppes verstoen, Här President? Haut soe se, den Index wier net méi esou wichteg, elo soll ee waarden. Dës Woch war et dat, wat esou wichteg war.

(**Interruption**)

Bon, Här Thiel, da si vill Leit, déi wibbelen hei am Land, wa se lech net verstinn.

(**Interruptions**)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här Bettel, Dir sot systematesch aner Saachen, wéi dat, wat d'Leit soen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Dir sot systematesch, wann Der d'Leit zitéiert, falsch Saachen!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech hunn hei de Verbatim vun der Télee, an ech zitieren och nach selwer den Här Schiltz. Well ech wëll jo awer zitieren, wat Dir selwer gesot hutt. Dir hutt gesot: Firwat bis an den Dezember waarden? Je cite votre citation, déi Dir hei virun zwou Stonne gemaach hutt.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Majo.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Wann Dir emol net méi wësst, wat Dir virun zwou Stonnen hei gesot hutt, duerfir kann ech net! Also, Här Schiltz, wann Dir sot, mir sollen net waarden a mir sollen direkt agéieren, wann den Här Thiel dobausséi seet, d'Situatioun ass dramatesch, mir kënnen net waarden, et geet ëm d'Zukunft vun eisem Land, et geet ëm Aarbechtsplazen, dann hu mer extra, Här President, hei zwou Ënnerschrëften nëmmen drop, well mer der Iwwerzeugung sinn, dass, wann den Här Schiltz an den Här Thiel hire Prinzipien trei sinn a sech selbstverständlech net wëllen...

(**Interruptions**)

...op de Kënn späizen...

(**Interruptions**)

...den Här Thiel...

Op jiddwer Fall, Här President, duerfir hu mer nëmmen zwou Ënnerschrëften. Wann déi zwee Protagonisten, déi jo déi ganz Woch erkläert hunn - an haut och nach vun der Fédération des Artisans Luef kréien, fir dass se se ënnerstëtzen a bereet sinn, direkt ze agéieren -, da si mer iwwerzeegt, dass se haut och mat wäerten dës Motioun ënnerschreiwen. A mir soe schonn am Virus Merci!

Wann dat net de Fall wier, da musse se, éischters, dobausséi erklären, firwat se dat net kënnen ënnerschreiwen - well gëscht war et jo nach ganz dréngend, dann ass et haut net méi esou dréngend -, firwat se net kënnen ënnerschreiwen, an dann, duerno, firwat se se net kënnen stëmmen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la compétitivité de l'économie luxembourgeoise est à la fois le garant d'emplois stables, un instrument important pour maintenir voire augmenter le niveau de vie de la population ainsi qu'une condition nécessaire pour assurer des recettes budgétaires suffisantes et pérennes;

- notant que le système de l'indexation automatique des traitements et salaires respectivement l'évolution du coût salarial ont une très grande influence sur la compétitivité de l'économie;



- relevant que depuis des années l'économie luxembourgeoise est en perte de vitesse par rapport à ses concurrents directs;

- souscrivant aux objectifs énoncés dans les «propositions d'ordre général du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pour l'amélioration de la compétitivité nationale, en vue du Comité de Coordination Tripartite» «[d']assurer, maintenir, développer et commercialiser la compétitivité et l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et les nouveaux investisseurs potentiels (étrangers ou locaux)...»;

- relevant que le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a proposé dans le document précité de «revoir le système en place relatif à l'indexation automatique des salaires et notamment la modification du panier de référence. En cas de dérapage de l'inflation, il y a lieu de mettre en place un système de décalage temporel en matière d'application des tranches indiciaires»;

- notant que le Président du Groupe parlementaire CSV a repris à son compte lors de la présentation des «20 ou 21 propositions destinées à améliorer la compétitivité de notre économie» la proposition du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur;

- considérant que l'évolution des prix pétroliers a un impact majeur voire déterminant sur l'échelle mobile des salaires;

invite le Gouvernement

- à présenter avant le 15 juillet 2010 une telle réforme assurant à l'économie luxembourgeoise une compétitivité durable au niveau de l'évolution du coût salarial et respectant les préceptes d'une politique de développement durable et alternative à la dépendance pétrolière.

(s.) Xavier Bettel, François Bausch, Fernand Etgen, Henri Kox, Claude Meisch.

Mä do sinn ech net méi aus dem Staune komm, Här President, wéi ech virun e puer Minutten eng Pressemitteilung vum engem „LCGB-Nationalpräsident und“ - et muss ee sech d'Fro stellen - „noch CSV-Abgeordneter“ Robert Weber gelies hunn. Ech zitieren, Här President, den Här Weber, dee seet: „Eine Indexmodulation...“, Här President...

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, elo dem Här Bettel nozelauschten!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Neen, ech zitieren ganz genau an ech géif dem Här Schiltz roden, gudd opzepassen, net dass e mer duerno seet, ech hätt falsch zitéiert. „Eine Indexmodulation ist die mit Abstand kontroverseste aller möglichen Maßnahmen und somit wäre es sicherlich angebracht, ohne lange Verzögerung die übrigen 64 Punkte umzusetzen. Diese hätten darüber hinaus seit mehreren Jahren schon realisiert sein müssen...“ - Här Krecké, dat ass eng schlecht Zensur fir lech - „...denn grundlegend Neues enthält dieses Programm nicht. Auch sind die 64 Punkte in der Tripartite von niemandem grundsätzlich abgelehnt worden.“

Dat heescht, an e schreift och ganz am Ufank, hie géif sech distanzéieren vum deem, perséinlech géif hie sech distanzéieren vum deem, wat den Här Thiel gesot huet.

Här President, wéi soll dobaussen een nach verstoen, wat déi gréisst Partei hei an dëser Chamber wëllt? Dat ass eng Saach. Mä wéi soll de Bierger dobausse verstoen, wat déi zwou Majoritéitsparteien hei an dësem Haus wëllen? Deen ee seet dat eent, deen anere seet dat anert. Intern an enger - an dann nach - dat ass bei deenen zwou Majoritéitsparteien! Mä dann nach an enger Vollektspartei! Oder ass dat de Begrëff fir lech vum enger Vollektspartei, dass jiddweren eng aner Meenung huet?

Dass den Här Weber eppes seet, den Här Thiel eppes seet, den Här Schiltz eppes seet, ech froe mech, wien elo nach vum deenen nächsten Orateuren... Dir hutt der jo nach genuch, da schéckt déi, a jiddweree seet doudsicher nach eppes aneschters, fir dass Der kënnt sécher sinn, dass jiddwereen am Land duerno guer näischt méi verstanen huet, wat d'Positioun vum där gréisster Partei hei an dësem Land ass.

Wat brauche mer, Här President, an dësem Land? Brauche mer eng CSV/LSAP-Koalitioun vum „abwarten a kucken“? „Abwar-

ten a kucken“, an ech zitieren och haut en Artikel vum „Lëtzebuerger Wort“, dat mir manner nosteet wéi normalerweis anere Leit heibannen, an dee seet: „jetzt handeln oder weiter abwarten“. A si soen, an d'Konklusioun gefält mer esou gudd, Här President: „Die Oppositionspartei ist nun einen Schritt weiter als die Koalition.“

Wat brauche mer, Här President, an dësem Land? Brauche mer eng Koalitioun vum „abwarten a kucken“, wéi ech elo just gesot hunn, oder brauche mer eng Majoritéit, déi bereet ass, ze weisen, dass se Courage huet, dass se bereet ass, eng Politik ze maachen ouni Steierbomm, fir dass d'Land endlech hei aus de rouden Zuele kënnt!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Elo hunn ech hei nach den Här Bausch, dee sech agedroen huet. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir haten an Januar als Gréng eng Pressekonferenz gemaach, wou mer en éischte Pabeier virgestallt haten - deemools ass et em d'Steiere gaangen -, an do hate mer eis Marschroute als Fraktioun festgeluecht: wéi mer wéilte virgoe par rapport zu där ganzer Diskussioun iwver Kris, Kompetitivitéit, Statsfinanzen.

Deemools op där Pressekonferenz, do huet e Journalist mech gefrot: „Jo, dat ass jo alles schéin a gudd, Dir gitt lech elo fénnef Méint Zäit an am Juni wëllt Der Äre Pabeier op den Dësch leeën an da Positioun bekennen. Mä bis dohinner ass jo scho längstens alles décidéiert: D'Tripartite tagt am Mäerz, d'Regierung dann am Abrëll, da kënnt Enn Abrëll den État de la nation. Do wäert de Premierminister am Numm vum der Regierung an der Majoritéit de ganze Moosnamepaquet virleeën. Da kommt Dir jo mat engem Zuch hannendrun.“

Ech hunn deemools geäntwert. Ech hu gesot, ech géif mech nawell gären iwwerrasche loossen, mä mäi Gefill géif mer soen, dat mer kaum wäerten do hannendrunlafen, well ech der fester Iwwerzeugung wär - angesichts der komplexer a schwieriger Problematik an och déi Majoritéit hei kennd -, dat mir bis Enn Abrëll, ufanks Mee kaum e Moosnamepaquet um Dësch leien hätten.

Ech muss lech awer soen, dat ech - vu datt ech en optimistesche denkende Mënsch sinn an awer nach gehofft hunn, dat mer an dësem Land nach handlungsfäeg wäeren - awer geduecht hunn, dat sech mindestens eng Rei Skizzen oder en Zeenario géif ofzzeichnen, dee vun dëser Majoritéit géif gedroe ginn.

Abee, ech sollt eppes Besseres beléiert ginn: Net nëmmen ass d'Tripartite geplatzt a mir hunn en État de la nation missen erliewen, wou mer eigentlech - par rapport zum Koalitiounsofkomme - net schrecklech vill Neies gewuer gi sinn, wou mer just gesot kritt hunn, een Deel géif an den Hierscht vertagt ginn. Mä virun allem - wéi mer jo wëssen - ass et zu schwéiere Kontroversen innerhalb vum de Majoritéitsparteie komm zu all deenen Themen.

Mä ech muss awer soen, duerno hunn ech mer erwaart, dat déi Zäit géif genotzt ginn, dat déi Kontroversen iergendwou géife berengegt ginn - loosse mer et emol esou nennen -, dat mer awer elo bis haut géifen eng eenheetlech, kohärent Positioun vum der Regierung virgeluecht kréien.

Ech wëll och direkt hei betounen, dat ech kee Problem domadder hunn, dat et Kontroverse gëtt tëschen zwou Parteien, an och net, dat et Kontroversen an enger Partei gëtt. Absolut guer net! Mä et ass awer am Liewen - och am politesche Liewen - nun eemol esou: Kontroversen diskutéiert een aus, mä iergendwann eng Kéier muss een zu enger Décisioun kommen, sougutt tëschen zwou Parteie wéi och an enger Partei.

Ech stellen awer fest, dat mer am Moment amgaange sinn, an deem Land hei zollid am Krees ze dréien, an datt weder tëschen deenen zwou Parteien nach a mindestens enger vun deenen zwou Parteien d'Kontrovers zu enger Décisioun

kënnt. Dat, wat mer erlieft hunn an deene leschten Deeg, ass e frappant Beispill dovunner. Ech kann nëmme staunen.

Ech hunn iwwregens och kee Problem domadder, wann eng Partei hei eng Pressekonferenz mécht, oder eng Fraktioun. Dat stéiert mech iwverhaupt net. Wat mech just stéiert dorunner, dat ass, dat d'LSAP eng Pressekonferenz mécht - déi lescht Woch, ech mengen, e Freideg war et -, wou ech da Messagen an déi eng Richtung kréien, an d'CSV eng mécht gëschter, wou ech erëm Messagen an eng aner Richtung héiere respektiv wou ech dann och nach en Televisiounsoptrett muss no-lauschteren, wou dann nach méi wäitgehend aner Positiounen kommen.

Et ass eigentlech dat, wat de Grondproblem ass. Et ass och dat, wat eigentlech de Malaise ausmécht a wou ech och fannen, dat mer no baussen e Schued uriichten un de politeschen Institutiounen, dee gewaltig ass. An der Öffentlechkeet leit déi ganz politesch Klass dorënner, well mer zwou Majoritéitsparteien hunn, déi total incapabel gi sinn, fir nach een eenzege eenheetleche Message hei ofzeginn.

De Problem ass jo awer deen, dat mer wëssen, dat d'Leit natierlech a priori... - dofir si se jo wile gaangen de Juni d'lescht Joer an dofir hu se jo och där hei Majoritéit hir Majoritéit ginn, déi en plus nach eng immens écrasant Majoritéit ass -, dat natierlech den Erwaardungsdruck am gréissten ass par rapport zu där Majoritéit a sech dofir do am meeschten, wéi een esou schéin op Lëtzebuerger seet, „Neel mat Käpp“ erwaart ginn. A jee méi deen Zeenario an dee Spektakel do weidergeet, desto méi leiden d'politesch Klass insgesamt an d'politesch Institutiounen dorënner.

Wann ech da gesinn, wat sech dann nach haut am Laf vum Dag effektiv ofspillt! Wann ech an enger Partei grondsätzlech verschidde Meenungen hunn - wat duerchweegs ka virkommen -, dann diskutéieren ech déi aus. Mä mindestens erwaarden ech mer awer, dat - wann eng Pressekonferenz stattfënnt vum där gréisster Majoritéitspartei hei am Land - dat, wat do op där Pressekonferenz presentéiert gëtt, ofgeschwat ass oder mindestens diskutéiert ginn ass an der eegener Partei. Mä dat schéngt jo och emol net de Fall ze sinn.

Well dem Här Weber säi Communiqué, deen en haut erausginn huet - woufir ech em fir säi Courage wëll félicitéieren, well ech géif mer a senger Plaz och net op der Nues an um Kapp ronderëmdanze loosse, wéi dat jo mat Sécherheet hei vun deenen dräi Äishellegen, déi gëschter d'Pressekonferenz gemaach hunn, geschitt ass...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Wësend, datt och nach ee vun deenen dräi Äishellegen aus dem Här Weber senger Vergaangenheet kënnt a sech an der Vergaangenheet fir ganz aner Saachen agesat huet, kann een dat duerchweegs no-vollzéien - wéi gesot -, wann dann esou ee Pressecommuniqué kënnt.

Oder den Här Schiltz kënnt - huet e mer virdru gesot - a wëllt nach eng Kéier Stellung bezéien zu deem, wat mir gesot hunn. Ech wär awer elo méi interesséiert, dat e géif hei Positioun bezéie kommen zu deem, wat a senger eegener Partei lass ass: ob dee Pabeier vun 21 Punkten integral mat senger Fraktioun ofgeschwat ass...

(Interruption)

...an ob dat, Här Schiltz, wierklech d'Meenung vum Ärer Fraktioun ass, integral, jo oder neen. Stinn déi 26 Deputéierten do hannendrun, jo oder neen? Et schéngt jo emol net de Fall ze sinn.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Dir kritt dorop eng Äntwert, Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Een huet sech schon distanzéiert.

Ech mengen, Här President, dat ass net gudd, wat hei geschitt. Ech menge wierklech, d'CSV huet net 26 Sätz kritt, fir mam Rescht vum Land ze spillen! Ech mengen, d'CSV huet 26 Sätz kritt, fir effektiv..., well se och e Wahlkampf gemaach hunn an der voller Logik vum séchere Wee, dat se sé-

cher a kloer an evident Positiounen hätten an déi mat hirem Regierungspartner géifen diskutéieren an och iergendwann eng Kéier kloer Positiounen géifen eenheetlech heihinnerbréngen. Dat Gespills do muss en Enn kréien! Mir brauchen endlech Décisiounen!

Ech wär dofir och frou, dat esou eng Debatt wéi déi heiten, déi en plus nach - an dat fannen ech eigentlech den absolute Combel vum der Frechheet par rapport zum Parlament - vun der CSV selwer ugefrot gëtt mat Hannergedanken nëmmen, well erëm eng Kéier Pingpong gespilt gëtt mat der sozialistescher Fraktioun, well se rose waren, well déi eng Rei Positiounen geholl hunn, déi hinnen net grad gepasst hunn... An dann heihinnerkommen an eis eigentlech ausser alen opgewiermte Kamellen näischt hei ze presentéieren hunn! An dann och nach wa méiglech Lektiounen ausdeele géint déi aner Parteien! Dat ass en Aarmutszeugnis éischer Klass. Dofir krut Der keng 26 Sätz vun de Wielerinnen a Wieler!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Den Här Schiltz huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Ech weess net, ob den Här Bausch oder den Här Bettel seng Berouegungspëll hei vergiess huet, mä et huet op jidde Fall ee se vergiess an en hätt besser, se ze huelen!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här Schiltz, wann Der erlaabt, wann et em d'Suerg em d'Land geet, da kann ee sech emol schon opreegen!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Neen, Här Bausch, an ech soen lech awer och elo eppes anescht hei, ech soen lech elo emol eppes anescht hei, Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Jo?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Et ass net hei un deene Gréngen, fir der CSV ze erklären, wéini se Pressekonferenzen ze maachen huet.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dat wollt ech och net...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Et ass och net um Här Kox hei, ze soen, den Här Thiel hätt besser, e géif net méi hei op d'Tribün goen. Mir décidéieren hei...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dat huet den Här Kox net gesot.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här Kox, Dir hutt gesot, den Här Thiel bräicht eigentlech net méi eropzekommen, well e seet eis jo dach dat nämlecht wéi gëschter.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Wou e Recht hat, wou e Recht hat...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Mir waarden, bis de Verbatim kënnt. Et ass net un lech hei, fir ze soen, wie wéini vun der CSV ze schwätzen huet. Ech kennen lech net...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Mir wiere frou, wann Dir méi oft géift eppes soen, mä zum Inhalt an net zu...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Ech kennen lech net esou, mä ech fannen, dat dat eng komesch Ausleeung ass vun elementare Regeln hei an deem Parlament. Den Här Kox huet textuell gesot virdrun..., andeem e kritiséiert huet, dat mir eng Pressekonferenz haten, wat säi gudd Recht ass, mä nach eng Kéier: Mir maache Pressekonferenzen, wa mir mengen, mir misste se maachen.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Ma selbstverständlech...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Hie kann dat kritiséieren. Dat kann en och maachen. Mä wat en net ka maachen, dat ass soen, dat ass ee vun der CSV, dee bräicht eigentlech net méi eropzekommen. Dat décidéiere mir hei!

(Brouhaha)

An och fir ze soen, an deene Propositionen wär iwverhaupt näischt Neies dran. Ech mengen, dat mer ad largum déi Proposi-



tionen hei detailléiert hunn, datt mer déi Propositionen esou ausgewiicht hunn, datt se innerhalb vun engem Joer kënnen ëmgesat ginn. Ech mengen, dat war e seriöse Bäitrag zur Diskussioun. Ech hu vun lech keng Propositionen héieren. Et ass einfach, wann ee selwer keng Propositionen huet, fir ze soen, déi aner hätte keng, an domadder ze iwwertünchen, datt ee selwer keng Propositionen huet.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- En huet wierklech net nogelauschert.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dir hätt besser gehat, Dir hätt dem Här Kox nogelauschert, amplaz dat...

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech wëll soen hei, datt mer amgaange sinn, vum Hannergrond vun enger seriöser Problematik...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dat géif een awer net soen.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- ...an eng Debatt ze verfallen, déi vun eis an engem rouegen Toun ugefaange ginn ass, déi an engem rouegen Toun weidergefouert ginn ass. Ouni iergendwellech Polemik hu mer hei Propositionen gemaach. Mir hätten eis erwaart, datt déi aner Leit géifen zu deene Propositionen Stellung huelen, datt se och géife Propositionen maachen. Dat ass zu engem ganz groussen Deel net geschitt. Ausser - ech ginn lech Recht, Madame Loschetter -, datt den Här Kox dat rappeliert huet, wat Der virun e puer Wochen och presentéiert hutt. An deem Sënn sinn do eng Rei Zilrichtungen ginn. Mä et sinn awer keng Propositionen hei gemaach ginn, déi nei Ausrichtungen géife ginn, contrairement zu eise Propositionen.

Ech wëll éierlech soen, datt, wa mer hei selwer ufänken, alles esou ze vereinfachen, datt mer just nach mat jo a mat neen diskutieren - datt hei een deen anere freet, aus der Loft gegräff, e misst op Froe mat Ultimatum a mat jo oder mat neen äntwerten -, datt Commentairen hei gemaach ginn iwwert Deputéierten, déi a Kommissionen verschidde Saache solle gesot hunn an déi sech net uerdentlech beholl hätten. Ech fannen dat eigentlech en Aarmutszeugnis fir dat Parlament hei.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Wie war dat?

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech wëll just soen, datt mir hei probéiert hunn, eng Debatt ze maachen iwwer 65 Propositionen vu Regierungssäit, iwwer 20 Propositionen vun eiser Säit, an datt déi Debatt eigentlech net zum Droe komm ass, well kee mat op de Wee gaangen ass, iwwert déi Propositionen ze diskutieren, mä all Mënsch iwwer aner Saachen hei diskutiert huet, insbesondere hei den Index.

(*Interruptions*)

Ech hunn dat bedauert. Ech hunn dat just bedauert!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Mir müssen och ëmmer hei soen, wat d'CSV gären hätt.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech hunn et just bedauert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Elo grad hutt Der deenen aneren hei virgeworf, Dir géift eleng decidieren.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech hunn dat just bedauert, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dat Recht hunn déi aner och.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Bedauern ass eppes anescht, wéi engem virzeschreiwem,...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Oh, bedauern? Jo, jo.

(*Hilarité*)

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- ...wat een ze soen huet.

Ech stelle fest, fir zum Fong vun der Debatt ze kommen, datt hei kee gesot huet, mir bräichten déi Propositionen vun der Regierung net ëmzesetzen. Et ass och

keen, dee gesot huet: „Jo, loosse mer déi 65 oder déi 49 emol ee Moment ewech“, Här Meisch. Et ass keen, dee gesot huet, mir bräichten déi Propositionen hei net ëmzesetzen. Eigentlech heescht dat jo, datt d'ganzt Parlament trotz aller Polemik, op d'mannst wat der 64 ubelaangt - fir mer dann net hei elo erëm müssen en Zwëscheruff iwwert den Index gefalen ze loosse -, datt dat ganzt Parlament a Richtung vun deene 64 Propositionen zitt respektiv...

(*Interruption*)

...an deenen 20, 21 Propositionen.

Et huet och kee gesot, déi 20, 21 Propositionen vun der CSV wäere schlecht. Déi eng hu gesot, si wäeren deckungsgläich mat deene vum Minister. Mir mengen, dat wär net de Fall. Déi aner hu gesot, et wäeren al Kamellen. Mir mengen net, dat wär de Fall. Mä wat mer awer dovunner och festhalen, dat ass, datt och kee gesot huet, et wäere schlecht Proposen an datt mer déi och net sollen ëmsetzen.

Dat heescht, ech stellen also fest hei, datt mer, wat de Fong ubelaangt, e gemeinsame Constat maachen, datt mer déi Propositionen, déi um Dësch leien, solle séier ëmsetzen. Ech mengen, datt nieft aller Polemik, déi haut hei an där Debatt net ze verkenne wor, dat awer e Constat ass, deen derwäert ass, gemaach ze ginn.

An et ass jo och eigentlech normal, datt mer dat esou gesinn, datt déi Propositionen sollen ëmgesat ginn, well mer jo de Constat maachen, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hei am Land hunn. Well wa mer kee Kompetitivitéitsproblem hei am Land hätten, da bräichte mer déi Mesuren net ze maachen. Also maache mer de Constat, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hunn.

(*Interruption*)

Well soss bräichte mer näischt ze maachen.

(*Interruptions*)

Duerfir wëll ech nach eng Kéier de Wirtschaftsminister zitieren, deen et op eng exzellent Manéier resuméiert huet: «Je constate que tous les économistes, qui se penchent sur la situation du Luxembourg, sont d'accord pour dire qu'il y a un problème de compétitivité.» An e schwätzt och nach vun enger Compétitivité qui se...

► **M. le Président**.- Här Schiltz, erlaabt Der, datt d'Madame Brasseur lech eng Fro stellt?

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Jo.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Ech mengen, et geet jo drëm, dass mer hei all zesumme feststellen, wéi d'Situation ass. An Dir als Majoritéitsdeputéierten ënnersträicht elo och nach, wat de Wirtschaftsminister gesot huet. Wann ech awer dem Här Lux elo grad nogelauschert hunn, hu mer kee Kompetitivitéitsproblem.

Ech wëll just wëssen, wéi Dir dat gesitt. À moins dass ech dat da ganz falsch verstanen hunn, mä ech sinn awer net dat Eenzegt. Wat ass dann d'Differenz tëschent Ärer Appréciation, dat heescht déi vun der CSV, par rapport zu där vum Spriecher vun der LSAP, wat d'Kompetitivitéit ubelaangt?

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Madame Brasseur, mir soen hei alleguerten, datt déi 65 Propositionen sollen ëmgesat ginn. Dat heescht, mir maachen alleguerten de Constat, datt et e Kompetitivitéitsproblem gëtt. Den Här Lux huet dat ergänzt, andeem e gesot huet: „Och wa mer e Problem hunn a wa mer also müssen déi 65 Mesuren ëmsetzen, da sinn awer eng Rei Saachen, déi gutt sinn.“

An dat ass jo awer net a Contradiction mam Fait, datt mer müssen agéieren, fir méi kompetitiv ze ginn, datt mer e Problem hunn, fir ze soen, datt mer an anere Beräicher och gutt sinn. Et ass jo net alles schlecht an deem Land hei. Dat eent an dat anert ass also net kontradiktöresch.

Ech gesinn och net, wéi ech dat um Ufank vu menger Ried och gesot hunn, datt déi Kompetitivitéitsdebatt jo net haut ugeet an net haut ophéiert, datt se scho laang amgaangen ass an datt se nach laang weidergeet, datt dann de Wirtschaftsminister seet, datt all déi, déi op dat Land hei kucken, soen, datt mer e Kompetitivitéitspro-

blem hätten an e seriösen hätten, an et seet och all Mënsch dat heibannen, dann hu mer jo e Constat, op dee mer kënnen opbauen.

Elo kënnt Dir nach 100 Stonne laang probéieren, hei e Käil tëschent d'Koalitionsparteien ze...

► **Une voix**.- Dat maache mir net.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Deen ass do!

► **Une voix**.- De Spléck ass esou wäit op.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Do braucht Der keng Hëllef vun eis.

(*Hilarité*)

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Do kënnt Dir nach honnert Mol probéieren, e Käil tëschent d'Koalitionsparteien ze dreiwem. Fakt ass, datt, wat op d'mannst 64 vu 65 vun deene Propositionen ubelaangt, e grouse Konsens besteet, an och 20 vun deenen 21 Propositionen. An dat soll een ervirhiewen, well ech hu virdu gesot, datt déi Debatt sech net op den Index limitéiert.

Haalt op, ausenanerzedreiwem, wat net ausenanerzedreiwem ass! Ech weess, datt dat lech géif gefalen, mä domadder kommt Der net wäit.

Mir hunn e Kompetitivitéitsproblem, wat net heescht, datt alles schlecht ass. An d'ganzt Parlament gesäit, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hunn. Also steet dem Agéieren näischt am Wee. D'Marschroute ass och an deem Sënn kloer.

Déi eenzeg Fro, wou d'Gemüter sech...

► **M. le Président**.- Den Här Hoffmann stellt lech gär eng Fro, Här Schiltz.

► **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*).- Här Schiltz, wëllt Der just zur Kenntnis huelen, dass ech aus deem Konsensus an aus där Unanimitéit do däitlech wëll ausbriechen.

(*Hilarité*)

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här Hoffmann...

► **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*).- Wann ech méi Zäit gehat hätt, da wär ech och op méi Detailler vun deene 65 Mesuren agaangen. Zum Beispill op dat Kapitel vun der Fiskaliteit, wou eng Rei vu Sätz oder Suggestiounen stinn, mat deenen ech och net averstane sinn. Huelt do wann ech gelift zur Kenntnis, dass ech zu där Unanimitéit net zielen!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här Hoffmann, ech wollt lech, wat dat ubelaangt, datt ech lech domat an een Dëppe gehäit hu mat aneren, meng allerplattsten Excusen hei presentieren. Ech setze mech ëmmer gär mat lech ausenaner. An et deet mer schrecklech leed, wann ech hei vu Konsens geschwat hunn a vergiesst hunn - wéi konnt ech? -, datt Dir aus deem Konsens géift ausscheren.

► **Plusieurs voix**.- An den Här Weber!

► **Une voix**.- Dir hutt eis och net gefrot.

► **Une autre voix**.- Vergiesst deen net!

► **M. Xavier Bettel** (DP).- An den Här Weber, vergiesst deen net!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- A wa mer jiddweree géifen nennen, deen net mat lech averstanen ass?

(*Hilarité générale*)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Da géifen der heibannen net méi vill iwwreg bleiwem!

(*Hilarité*)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dir waart nach ni esou eleng wéi haut!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Jo.

(*Hilarité*)

Et ass heiansdo ellen, wann een esou eleng dosteet.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma neen, Här President, hie kann dann dupdupdup...

(*Hilarité*)

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Dir hutt virdrun...

(*Interruptions et hilarité*)

Ech stellen da fest, datt den Här Gibéryen och net d'accord ass, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hunn.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dir vergiesst just den Här Bausch.

(*Hilarité*)

Ech hat net gemengt, datt e chrëschtliche Mënsch esou...

(*Brouhaha*)

► **M. le Président**.- Hei, wann ech gelift, Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma, neen! Dat do geet dach net, Här President. Hie kann dach hei net einfach eppes behaupten, wat kee Mënsch gesot huet.

► **Une voix**.- Aaahhh!

► **Une autre voix**.- An Dir werft deenen anere Leit dat vir, Här Schiltz!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Sträicht wann ech gelift deen „C“ bei lech am Numm!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Da sot et nach eng Kéier.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- De Monni gëtt lech Recht.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Sot mer et nach eng Kéier!

► **M. le Président**.- Elo geet et duer hei! Wann ech gelift!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här Gibéryen, sot mer et nach eng Kéier! Sot mer et nach eng Kéier, wann ech gelift!

► **M. le Président**.- Neen! Här Schiltz, fuert wann ech gelift elo viru mat Ärer Interventioun!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dir kënnt dach hei net einfach, wann alles roueg ass am Sall, soen: Ma déi sinn all mat mir averstanen. Dir sidd permanent amgaangen hei, deenen aneren eppes ze ënnerstellen. Sot Är Meenung! D'Leit wäere frou am Land, wa se Är Meenung géife wëssen,...

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här Gibéryen...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...an interpretéiert net deenen anere Leit hir Meenung. Sot emol Är Meenung! Ma et ass dach wouer!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här Gibéryen, dat Eenzegt, wat ech gesot hunn,...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma Dir hutt ganz Saache gesot!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- ...wou ech de Constat gemaach hunn,...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Hätt Der nëmmen eppes gesot!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- ...ass, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hei hunn. An deen huet den Här Hencken virdrun och gemaach am Numm vun Ärer Fraktioun. Ass dat richtig oder net?

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ma dee war bestëmmt net mat Ärem identesch! Zum Deel. Ma da kënnt Der net heihinnerkommen a soen: Jiddwereen ass averstanen.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Mir hunn awer e Constat gemaach, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hunn an datt mer müssen agéieren. Datt Dir aner Mesurë proposéiert, datt mag jo sinn.

(*Interruptions*)

► **Une voix**.- Den Här Kox huet eis Haltung duergestallt.

► **M. le Président**.- Hei, esou kënne mer awer net fueren!

(*Brouhaha général*)

Neen, wann ech gelift!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech wollt hei dem Här Schiltz eng Fro stellen.

► **M. le Président**.- Här Gibéryen, Dir kritt duerno d'Wuert.

(*Brouhaha général*)

► **Une voix**.- Loosst hien dem Här Schiltz eng Fro stellen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech wollt lech just eng Fro stellen.

► **M. le Président**.- Da stellt Är Fro, Här Gibéryen!



► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech wollt den Här Schiltz froen, ob mir haut de Mëtteg hei an der Chamber debattieren iwwert d'Propositione vum der Regierung oder iwwert d'Propositione vum der CSV. Um Ordre du jour stinn d'Propositione vum der Regierung. An Dir interpretéiert hei, wéi wann och d'Chamber mat Äre Propositionen averstane wier. Déi stoungen haut net zur Debatt.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech hunn dat net gesot. Ech hu gesot, eis Propositione wärend...

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Dir mengt eis, déi se eis ofgeholl hunn.

(Hilarité)

► **M. le Président**.- Also, neen. Ech mengen, mir kënnen net esou virufieren. Elo schwätzt hei den Här Schiltz. Jiddweren huet nach Zäit, fir herno eng Kéier kënnen d'Wuert ze froen, an da kann en nach eng Kéier par rapport zum Här Schiltz äntwerten. Elo schwätzt ganz eleng den Här Schiltz.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Mir hunn eng Debatt haut gefouert, Här Gibéryen, iwwert déi 65 Propositione vum der Regierung. Et ass déi Debatt, déi mer ugefrot hunn.

An ech soen lech och op engem rouegen Toun, datt ech virdu gesot hunn, datt déi 20, 21 Propositione vum der CSV en Diskussionsbeitrag sinn,...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Jo!

► **Jean-Louis Schiltz** (CSV).- ...déi mer mat an déi Diskussioun sollen eranhuelen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- D'accord.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech hunn och gesot, datt hei praktesch all Fraktioun och géif soen, datt mer e Kompetitivitéitsproblem hätten. Méi net. An ech wollt lech och net méi an de Mond leeën an net manner. An ech hunn lech och net méi an de Mond geluecht.

Dee Punkt, Här President, wou den Här Bausch mech drop interpelléiert huet, a wou dann d'Gemidder sech nach méi erhëtze wéi op deem hei, dat ass déi Fro vum Index. Et huet een heiansdo d'Impressioun, wéi wa mer eng Kompetitivitéitsdiskussioun hätten, déi sech géif op d'Indexfro limitieren.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Hunn ech dat gesot?

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Hunn ech gesot, Dir hätt dat gesot?

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Dir schwätzt vum Här Bausch an da leet Der mer eppes an de Mond, wat ech net gesot hunn.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Jo, jo!

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Ma dach! Här Schiltz, Dir fonctionnéiert systematesch esou!

(Interruption)

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Dat huet jo kee Wäert. Här President, ech hu gesot... Neen. Här Bausch, lauschtert mer elo no!

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Den Här Schiltz, dee fonctionnéiert systematesch mat Ennerstellungen. Systematesch.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Neen. Ech hu gesot, Här Bausch, Dir hutt...

► **Une voix**.- Verbatim!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech hu gesot, Dir hätt mech interpelléiert op der Fro vum Index. Hunn ech gesot.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Neen, dat hutt Der net gesot. Elo hutt Der awer eppes anescht gesot.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Punkt. An duerno hunn ech gesot,...

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Elo kléngt et scho besser.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- ...et huet een heiansdo d'Impressioun hei, wéi wann den Index deen eenzege Problem wär, dee mer am Kompetitivitéitsberäich hätten.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Wat een a menger Interventioun net erausheiert, well dat hunn ech net gesot.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech hunn net gesot, datt Dir dat gesot hätt. Wann och gesot gëtt, datt d'CSV...

(Interruption)

...zum Beispill fir de sozialen Index wär - Punkt! -, dann ass dat och eng karikatural Vereinfachung vun där Positioun, déi ech hei virdu resuméiert hunn.

(Interruptions)

► **M. le Président**.- Neen, Här Bausch, loosst awer elo wann ech gelift den Här Schiltz ausschwätzen!

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Kann ech em dann eng Fro stellen?

► **M. le Président**.- Jo.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Loosst mech mä Gedanken nach fäerdeg maachen.

► **M. le Président**.- Da loosst den Här Schiltz elo säi Gedanke fäerdeg maachen. Duerno stellt Der Är Fro.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Mir si leider an der Welt vun der Vereinfachung. Ech si leider net an der Welt vun der Vereinfachung ukomm, Här Bausch.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Neen.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Den Här Meisch huet zum Beispill gëschter eppes zum Index gesot, an ech hat gemengt, verstanen ze hunn - mä den Här Meisch seet mer, ob dat richtig ass -, wéi wa verschidde Pressecommentairen an déi Richtung gaange wärend, wéi wann den Här Meisch wéilt déi Indexbranche, déi elo grad erfall ass, a Fro stellen. Wat ech mer net ka virstellen, datt den Här Meisch dat gesot huet, mä ech hunn et esou verstanen.

► **M. le Président**.- Jo. Hei, wann ech gelift, Här Schiltz, fir d'Éischt kritt elo den Här Bausch d'Wuert, deen lech wollt eng Fro stellen, an duerno wéllt och nach den Här Meisch lech eng stellen. Här Bausch, wann ech gelift.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här President, ech wéisst awer wierklech gär, duerfir war ech jo... Dat war eigentlech den Objet.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Mir kommen dozou, Här Bausch.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Mä, Här President, da stellen ech lech d'Fro nach eng Kéier prezis, ob Der och där Meinung sidd. Den Här Weber schreift a senger Pressematdeelung: „Als LCGB-Präsident und CSV-Abgeordneter stehe ich zum Zeitplan von Staatsminister Jean-Claude Juncker und sehe zum aktuellen Zeitpunkt keinen Anlass, eine erneute Index-Diskussion zu entfachen.“

Wat ass dann...? En zitiiert jo hei de Statsminister.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech äntwerten lech dorobber, Här Bausch.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Maja. Duerfir wéisst ech gär: Ass dat och elo Är Positioun? Well hei hutt Der haut de Mëtteg eppes anescht gesot. Wat ass der CSV hir Positioun?

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Ech äntwerten lech dorop.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Dat wéisst ech gär.

► **M. le Président**.- Vläch dem Här Meisch seng Fro och nach direkt, an dann äntwert den Här Schiltz dorop.

► **M. Claude Meisch** (DP).- Jo, ech gesi mech hei am Zeenario, datt ech eng Fro gestallt kritt hunn, wat d'DP gëschter genee...

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Selbstverständlech.

► **M. Claude Meisch** (DP).- ...gesot huet. Selbstverständlech hu mer net gemengt, datt déi Indexbranche, déi elo den 1. Juli erfält, soll ausfale gelooss ginn, well déi ass quasi erfall, well se zum Deel schon ausbezuelt ass.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Et ass awer deelweis doraus zitiiert ginn.

► **M. Claude Meisch** (DP).- Dat mag sinn. Mir hunn awer e Pressecommuniqué verdeelt a verschéckt, an dee war ganz

kloer. Do steet ganz genau dran - an ech mengen, dat hätt Der och op Plaze kënnen esou noliesen -, datt et déi nächst Indexbranche ass. Also, net déi vum 1. Juli, mä déi, déi duerno soll erfalen, wahrscheinlech dann déi vum 2011.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Très bien.

(Interruptions)

Ech wollt dat just an deem Sënn kloerstellen, datt Der eppes gesot hutt, wat deelweis anescht rapportéiert ginn ass, fir dat och aus der Welt ze schafen. Well mir sinn eis nämlech am Fong eens. An ech wollt dat eigentlech feststellen, datt déi Indexbranche hei jo aus evidente rechtstaatleche Grënn net kann a Fro gestallt ginn, well se jo erfall ass. Dat wollt ech am Fong geholl just kloerstellen.

Här Bausch, Dir hutt mech gefrot, wat eis Positioun zum Index ass. Ech hu virdu he um Véirel vir dräi eis Positioun rappéléiert, wéi ech se de 6. Mee duergeluecht hunn. Ech wéll och soen, datt, wat d'Indexfro an aner Froen ubelaangt, tëschent de Kolleeg Thiel a mech selwer kee Löschat geet an datt de Kolleeg Thiel, dee Vizepräsident vun der CSV-Fraktioun ass, och keen Desperado ass, deen hei mam Beil géif virgoen.

► **Une voix**.- Wou ass en?

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Well déi Positioun, déi mir de 6. Mee als CSV-Fraktioun arrétéiert hunn an déi ech de 6. Mee hei virgedroen hunn, ass déi, déi vum 26 Memberen an der CSV-Fraktioun gedroe gëtt. A wann de Kolleeg Thiel seet: „Et muss elo eppes geschéien“, dann hunn ech a senger Ausso dat Wuert „éischt Jalonen“ héieren.

Eis Positioun haut zum Index, soen ech an aller Rou an an allem Calme, ass déi nämlech wéi de 6. Mee: Éischtens, mir hätte gären eng Diskussioun iwwert d'Manéier, wéi den Index a Krisenzäiten ze regelen ass; zweetens, mir hätten am léifsten, wann en Accord dozou bis an den Hierscht géif fonnt ginn - e soll spéitstens bis am Dezember Form unhuelen -; drëtens, den Accord soll Substanz hunn; a véiertens, mir si flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt, d'Pétrospräisser oder d'Deckelung vum Index. Mir wäerten eis och all Zil fir d'Propositione konstruktiv ukucken.

Dat heescht, mir hunn also gesot, datt mer gären hätten, datt mer Regelunge fanne fir den Index a Krisenzäiten. Dat ass dat Éischt. Mir hu gesot, datt mer am léifsten en Accord bis an den Hierscht hätten, wann net en Accord bis an den Dezember. Mir hunn drëtens gesot, datt deen Accord soll Substanz hunn. A véiertens hu mer gesot, mir wäere flexibel, wat d'Modalitéiten ubelaangt.

An ech hunn a rhetorescher Form e bësse méi wäit a menger Ried gesot, wat déi ganz Diskussioun ubelaangt, iwwer Statsfinanzen, iwwer Kompetitivitéit an all déi aner Aspekter, datt ech mech géif froen, firwat mer géife bis an den Hierscht oder an de September waarden, bis mer iwwerhaupt ufänken iwwert d'Saachen ze diskutieren respektiv déi Saachen, déi kloer sinn, emsetzen.

Also heescht dat do, datt, wann de Kolleeg Thiel gëschter eppes zum Index gesot huet a vun „éischte Jalonen“ geschwat huet, dat exakt genau dat heescht, wat d'CSV-Fraktioun an ech an hirem Numm de 6. Mee gesot hunn, am Numm vum 26 Deputéierten.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Dat heescht, Dir ënnerschreift eis Motioun?

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Punkt. Mir hu gesot, mir géifen eis och seriö mat allen anere Propositionen ausenanersetzen. Wann an Ärer Motioun, déi jo un d'Regierung gericht ass, an d'Regierung soll fir d'Éischt dozou Stellung huelen, esou eng Proposition drasteet - ech hu se nach net gesinn, ech gi se awer elo direkt kucken -, da kënn déi och mat an d'Diskussioun eran.

Ech sinn op jidde Fall der Meinung, datt mer, och wat den Index ubelaangt, solle probieren, roueg ze diskutieren an net hei andauernd een deem anere Saachen un de Kapp ze geheien. Kee seet - keen! -, datt an Zukunft d'Sozialpartner sollen

außen vor bleiwen. Kee seet, datt et iergendeen ass, deen den Exklusivusproch op d'Wourecht huet. Kee seet, datt all déi aner näischt géife vum de Saache verstoen. Op jidde Fall net vun eiser Säit aus.

Ech wéll drun erënneren, wann ech vun der Tripartite schwätzen, datt et och an der Vergaangenheet Zeenarië gi sinn, wou no der Tripartite d'Chamber huet missen hir Responsabilitéit huelen, well d'Tripartite net zu engem Resultat komm ass. Et ass also an deem institutionelle Gefüge, dat mer hunn, näischt aneschtens.

Mir mengen, datt mer misste virukommen an der Diskussioun. Mir mengen also, datt soll ugefaangen ginn, emgesat ze ginn. Duerfir hu mer déi Debatt och hei gefrot. Mir mengen, datt der Ëmsetzung vun deene Propositionen, wat hir Zilrichtung ubelaangt, net vill am Wee steet; op d'mannst wat déi essenziell ubelaangt. Mir mengen awer, datt d'Politik sech net elo kéint an d'Summervakanz verabschieden an zwee Méint laang guer näischt maachen.

Ech mengen, datt och déi Ëmsetzung, déi elo an Ugrëff geholl gëtt, Zäit brauch - se soll muer an Ugrëff geholl ginn; se ass net muer fäerdeg -, datt déi Diskussiounen, déi am Hierscht sinn, och musse preparéiert ginn. Mir wäerten dat op jidde Fall iwwert de Summer maachen a prett sinn, eis Responsabilitéiten am Hierscht ze huelen. Hoffentlech dann an engem manner hëtzege Kader.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Elo kritt nach de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi 65 Punkten, déi d'Regierung lech haut am Fong geholl gefrot huet kënnen ze debattieren, déi sinn esou em de Februar entstanen an hunn Agang fonnt an déi Diskussioun vum der Tripartite. Mir koumen do net zu Konklusiounen. Dat heescht awer net, dass déi Punkten net derwäert sinn, fir emgesat ze ginn.

Déi Punkte sollen u sech iwwer all Streide-reien ewech d'Situatioun vum Lëtzeburger Land, wat seng wirtschaftlech Opstellung ubelaangt, verbessern. Si sollen eis einfach besser dohinnerstellen. Si sollen eis nei Méiglechkeeten opmaachen.

Ech weess, dass dat hei net alles Wonnermëttel sinn. Ech wéll awer och soen, dass ech awer wierklech déi Kritik vu mer weisen, dat wärend alles al Kamellen. Ech a mech net erënneren, an iergendengem Pabeier gelies ze hunn, wéi een extern Consultant asetzt, wéi een de Capital risque organiséiert an Zesumhang mat Incubateuren, wéi een d'Immigratioun mat der Problematik „Headquarter“ verbënnt, wéi een déi Indicateuren...

Iwwregens, säit '85 gëtt et déi Indicateuren. Ech ka mech net erënneren, dass iergendeen an e Programm geschriwwen hätt, e wéilt déi Indicateuren änneren. Et ass awer e Gesetz, wat kéint applicabel ginn. Ech ka mech net erënneren, dass een dat geschriwwen hätt. Et ass awer elo an deene Pabeieren hei.

Ech ka mech net erënneren, dass vun enger Imposition minimale iergendwou Rieds gaange wier. Ech ka mech net erënneren, dass vu spezifescher Ausrichtung vu Zones d'activités a vun Infrastrukture Rieds gaange wier. Ech ka mech net erënneren, et ass ëmmer iwwer PPP geschwat ginn, mä iwwert déi praktesch Ëmsetzung a Problemer, déi doranner bestinn, ass net geschwat ginn. Wou ass dann eng Kéier iwwert de Problem vun der Garantie locale geschwat ginn?

Ech ka mech net erënneren, dass mer iwwer eng „foreign trade firm“ geschwat hunn. An ech ka mech scho guer net erënneren, dass mer Intelligence économique ugeschwat hunn. Ech kéint esou weiderfieren.

Hei sinn also vill Saachen dran, déi wäit ewech si vun ale Kamellen. Hei si vill Saa-

chen dran, wou ee schon héieren huet, mä haaptsächlech huet et de Mérite, éischens, en Updating ze maache vun deene Problemer, déi mer hunn, an d'Solutiounen op den Dësch ze leeën. Et ass en Updating, well eenzel Situatiounen geännert hunn.

A virun allem kann ech lech dénge mat Datumen a mat Délaien, wann Der wëllt. Dat ass also och de Bewäis, dass mer wëlles hunn, dat do ëmzesetzen.

Ech mengen, am Virspann hutt Der, ausser dem léiwe Saz, deen ech vir drageschriwwen hunn: „Gentlemen, we have run out of money. Now we have to think“... Ech mengen, ob mer „run out of money“ hunn oder net hunn, d'Situatioun ass einfach esou dobaussen, dass mir an enger Period liewen, wou sech villes verännert, wou mir strukturell Faiblesen hunn, déi net onbedéngt op Feeler zréckzeféiere sinn. Et ass kee Feeler, dass mir keng Resource-naturellen hunn. Et ass kee Feeler, dass mir en Territoire hunn, dee relativ kleng ass.

Mir hunn eng Rei strukturell Faiblesen, op déi mer vläicht besser an aner Äntwerten hautdësdags musse ginn, fir där Intensificatioun vun deem, wat dobaussen an der Welt geschitt, Rechnung ze droen. Ech hunn och kloer ënnerstrach, dass dat hei eppes ass, wa mer dat net maachen, le réveil pourrait être douloureux. An duerfir si mer verpflichtet, dat hei ëmzesetzen. Et geet net méi duer, dass mer dat just hei beschwätzen.

Ech hunn och geschriwwen: „Faire face à ses défis, ne peut cependant pas se résumer à la seule diminution des coûts.“ D'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun engem Land ass e bësse méi just eng Fro vu Käschten. Dat geet wäit doriwwer eraus. Dat geet iwwer d'Reaktivitéit, d'Innovatioun, d'Produktivitéit; iwwer ähnlech Begreffer.

Elo ass et esou, dass mer - ech gestinn dat gären an - an der Tripartite zum Deel schwierig Diskussiounen haten, ob mer wierklech e Problem hätten an de Statsfinanzen, e Problem hätten an eisen Niveaux de compétitivitéit oder net. Et muss een einfach soen: Et ass jo léif a gutt, wann een déi Diskussioun féiert, mä et muss een eppes feststellen: All, mä wierklech all auslänneschen Institutioun-Expert, deen op Lëtzebuerg kuckt, seet: Dir hutt e Problem.

En zielt se op. Et sinn net ëmmer déiselwecht, mä c'est l'évidence même, ob mir et wëllen akzeptéieren oder net. Et si jo awer net nëmme lauter Idiolen, déi déi Rapporten maachen. Et kann ee mat enger ganz Rei Saachen net d'accord sinn, mä et sinn awer net nëmme Idiolen. An duerfir hunn ech gesot, an ech bleiwe bei menger Meenung: Mir hunn e Problem vu Kompetitivitéit.

Den Niveau dovunner kann een diskutéieren. En ass a mengen Aen net dramatesch. Mä et gëtt Zäit, dass mer reagéieren! An et huet kee Wäert, dass mer eis éternellement heimat ausenaner diskutéieren, wat den Niveau dann elo ass, wou mer hannelndra sinn.

Mir hunn hei eng Kéier decidéiert an deem Land hei, dass déi vill Indicateuren, wou de Lucien Lux der e puer opgezielt huet, an anerer hei zitéiert hunn, dass déi vläicht net ëmmer d'Situatioun vun esou engem klengen Land reflektéieren, well soss géif et net esou ënnerschiddlech ausfallen. Heiansdo si mer déi Zweet an heiansdo si mer déi 25. Heiansdo ännert dat vun engem Coup zum anerem. Dat huet vill dermat ze dinn, dass mer eben e klengt Land sinn, a mat e puer Spezifitéiten, déi anerer net hunn.

Do ware mer hei - dat kënnt net vu mir, dat war 2004 - zur Konkusioun komm, mir missten eis selwer am Fong geholl e puer Indicateure ginn, déi e bësse méi op eist Land zougesschnidde ginn. Et war och am Kader vun der Lissabon-Strategie, wou vu 14 Indicateure Rieds gaangen ass, wou mer gesot hunn: Dat do ass awer nu wier-

lech net seriö, domat kënne mir näischt ufänken an eisem Land.

Du si mer higaangen a mir hunn deen Observatoire de la compétitivitéit gegrennt, mir hunn deen ausstafféiert mat Leit, déi eng exzellente Aarbecht maachen, a mir hunn eis synthetesch Indicateure ginn. Dat heescht, Dir hutt elo, opgedeeilt op eng ganz Rei Kategorien, d'Méiglechkeet, ze verfollegen - et sinn all Kéiers tëschent sechs, siwen, aacht Indicateure pro Kategorie -, wéi Lëtzebuerg sech entwéckelt.

Do kann ee streiden iwwer deen een oder deen anerem, ob en aussagekräfteg genuch ass oder net, mä zumindest sinn et Indicateuren, déi engem och zouloossen, dass ee kann e Verglach maachen. An hannelndrun, hu mer gesot, géife mer gär gesinn an engem Gesamtindicateur, engem synthetesch, wéi mer dostinn. An elo kann een d'Aen zoumaachen.

Ech kann lech kuerz soen, am Joer 2008, wou mer déi lescht Indikatiounen hunn, ware mir an de Performances macroéconomiques an där Kategorie déi Éischt. Déi nächst gutt Situatioun, déi mer kann hunn - dat sinn eis Indicateuren, dat hei, net iergendengem anerem seng -, dat war de Cadre institutionnel réglementaire, dass mer eng anstänneg Gouvernance hunn. Do si mer déi Sechst am Kader vun der Europäescher Unioun.

Mir sinn awer, wat d'Productivitéit/coûts ubelaangt, déi 24. Mir sinn an der Educatioun an an der Formatioun déi 24. Mir sinn an der Économie de la connaissance déi Zéngt. Dat heescht, et ass eng grouss Variétéit vu Saachen, déi 2008 festgestallt gi sinn.

Ech stellen déi Saachen do net einfach a Fro. Ech stelle fest an ech kucken. Am Indicateur synthétique stelle meng Leit fest, dass mer eis esou tëschent där 7. an där 13. Plaz an deene leschten aacht Joer ongeféiert situéiert hunn. Dat heescht, dat ass net brillant, et ass awer och net dramatesch. A bis op Weideres, mengen ech, solle mer dat Instrument net zerrieden, wat mer eis selwer an deem dote Fall ginn hunn.

Ech hu gesot, dass mer sollen oppassen, dass mer eenzel Saachen net verméschen. Heiansdo schwätze mer vum Niveau, dee mer erreicht hunn, an heiansdo schwätze mer vun der Progressioun. Wann een en industrielle Recul huet vun 30% an engem Joer an et huet een dann eng Verbesserung vu 5%, da jäizt deen een: „Et ass jo tipptopp, et ass 5% besser“, an deen anere seet lech: „Jo, et ass 5% besser vun eppes, wat ganz déif ass, a mir sinn nach wäit ewech vun där Situatioun, wou mer eng Kéier 2007 an 2008 waren.“

Duerfir gëtt ganz oft laanschtenaner geschwat, mengen ech, well mer Saache matenaner vergläichen, déi net matenaner vergläichbar sinn. Mir hunn an eenzelne Secteuren niddreg Niveauen a si frou, dass mer elo eng Progressioun errechen.

D'Fro ass och, ob mer eis mat eis selwer vergläichen oder mat eisen Noperen. Ech mengen, heiansdo muss ee sech och mat sech selwer vergläichen, wéi ee weidergeet vis-à-vis vun deem Joer virdrun. An et dierf een net vergiessen, sech heiansdo mat sengen Noperen ze vergläichen, virun allem déi Noperen, déi direkt an eiser Gégend sinn.

Mä och wann ech elo iwwer dat Ganzt ewechkucken, gëtt et jo awer säit 2004 eng Donne, déi seet: „Mir hunn eng Ausdehnung gemaach an der Europäescher Unioun, eng politesch Décisioun. Dee Marché intérieur, deen ass vill méi grouss ginn. A mir kruten do op ee Coup zwielef Länner, déi eng aner Käschtestruktur hu wéi mir an domat Saache kënnen ubidden, déi mir net méi kënnen ubidden, wou mer och net kënnen konkurrenzéieren an och net wëlle konkurrenzéieren, well et einfach net méiglech ass, dat esou erofzeschrauwen, wou déi Länner sinn.“

Duerfir musse mer eis anescht orientéieren. Mir musse kucken, wéi mer eis anescht opstellen. Et ass och e Fait, dass mer elo an deene leschten zwee Joer, obscho mer säit Jore probéieren, an Asien och Fouss ze faassen, an deene Länner wäitass méi leeft wéi mëttlerweile an der Europäescher Unioun, souguer wéi an Amerika.

Et ass also evident, dass mir no anere Länner net nëmme wéinst Investissement - ech kommen och nach eng Kéier drop zréck -, mä och wéinst eisem ganze Marché, wéinst eisem Handel musse kucken, wat do geschitt. Meng Suerg ass déi, wann ech d'Effete kucken, déi dat Ganzt huet: Ech fäerten, dass mer net méi den Niveau de création d'emplois kréien, dee mer ee Moment kann hunn. Wann Der bedenkt, dass mir 5% netto gemaach hunn. Ech fäerten, dass mer deen net kréien, a mir musse dorop reagéieren.

Dat heescht, mir musse kucken, wéi mer eis där Situatioun géigeniwwerstellen. Ech gleewen einfach net, dass mir an deenen nächste Jore 5% maachen. Och wa mer am Moment licht iwwer null louchen, da war dat - dierf een net vergiessen - zréckzeféieren op d'Création d'emplois an der Fonction publique an an hirem Ëmfeld. Do si se geschafte ginn. Dat kann een nokontrolléieren, dat sinn déi Chifferen, déi all Mount am Comité de conjuncture gekuckt ginn.

Meng zweet Suerg ass déi vun de Recettes fiscales. Mir hu gelieft vu Recette-fiscalen aus engem Secteur. Dee Secteur ass ënner Drock. Dat wësse mer, do brauche mer net an den Detail ze goen. Duerfir ass et normal, dass ee sech anescht probéiert opzeustellen.

Dir fannt net ganz vill iwwer de Finanzsecteur a menge Pabeieren. Dee Pabeier ass relativ horizontal, relativ allgemeng, an et ass evident, dass et sektoriell Froe gëtt, déi hei net kënnen ugeschwat ginn. Dem Finanzsecteur seng Problemer, déi de Lucien Thiel zum Deel ugeschwat huet, sinn anescht wéi déi vum Handwierk, wou d'Françoise Hetto anescht muss reagéieren, an nach anescht wéi de Commerce hei an der Groussregioun.

Duerfir ass dat hei nëmme e Bild mat horizontaler Mesuren, wat weist, dass eng grouss Envergure vu Mesuren noutwendeg ass. Mä déi muss flankéiert gi vun all deene sektorielle Mesuren, déi noutwendeg sinn op deenen eenzelne Plazen, well, souguer wa mer dat hei alles ëmsetzen, soen ech lech, da si mer nach net eraus.

Dat Ganzt ass och eng Kombinatioun vu Mesuren, déi u sech véier Saachen a menger Opfaassung solle maachen: éischens, fir deene bestehenden Entrepreneuri hei zu Lëtzebuerg de Goût un der Entreprise ze loosseren, hinnen d'Liewen esou interessant an esou einfach wéi méiglech ze maachen, well mir sinn net bekannt, dass mir elo e besonnesch gutt développéierten Esprit d'entreprise hunn. Mir musse also oppassen, deen hu mer net. Dat ass eng Evidenz, a mir musse zumindest kucken, dass mer dat awer erëm hierstellen, dass erëm méi Lëtzebuurger gewëllt sinn, och selwer Lëtzebuurger, déi hei wunnen, Leit, déi hei wunnen, eppes ze schafen.

Ech kommen elo aus Israel. Dat ass e Land ënner Pressioun. Ech kommen aus Beirut, dat ass e Land ënner Pressioun. Et ass onwahrscheinlech, deen Ënnerscheid an der Atmosphär. Déi Leit, déi liewen ënnert Drock, déi liewen a Schwierigkeeten. Mä wat déi eng Imaginatioun hunn an e Wëllen hunn, pour créer quelque chose! Do kënne mer eis wierklech e Beispill huelen, an do brauche mer net ze lamentéieren, et wënscht jo kee sech eng Situatioun wéi zu Beirut an an Israel erbäi. Mä ech muss lech soen, do ass en Esprit d'entreprise, deen ech soss néierens an der Welt an deem Mooss bis elo gesinn hunn. A mir musse also kucken, eise Leit - éischens - och d'Méiglechkeeten ze loosseren, dass se och Spaass drun hunn erëm, indépendant ze sinn; Spaass drun hunn, eng Entreprise ze grënnen.

Mir musse, zweetens, an hei ass ganz oft geschwat gi quasi wéi wa mir nëmme an eise Kompetitivitéitsfroen op den Invest kucken. Den Invest ass wichteg, Leit unzezéien, nei Leit unzezéien, nei Aktivitéiten unzezéien, mä ce n'est pas uniquement ça! Wa mir gär hätten, dass eis Entrepreneuri hei Succès hunn, musse mer se elo esou wäit kréien, och déi Kleng- a Mëttelentrepreneuri, dass se iwwer d'Grenzen eraus, déi eng an der Groussregioun, déi aner nëmme an europäesche Marché, mä anerer och am asiatesche Marché an an anere Schwellelänner, a Russland, a Brasilien an iwwerall, dass se do op d'Marché

ginn. A mir musse se begleeden. Och dat ass en Deel vun de Mesuren, déi mer musse maachen.

Déi Betriber, déi wuessen doduerch, dass se enzwousch anescht eppes verkafen, wa se hei an eise Géigenden nëmme méi e Wuesstum hunn, deen herno vläicht een, zwee Prozent ass. An dat geet net duer. Et muss een also dohi goen, wou Wuesstumsmaert sinn.

An dat Lescht schlussendlech: Mir musse hinnen d'Méiglechkeet loosseren, souguer, et gëtt ebe Länner, do verkeeft een näischt, wann een net och e Fouss dobannen huet. Dat heescht, dass een eng Joint Venture huet oder selwer eng Anlag do huet oder e Büro do huet, soss verkaaft Der näischt do. Et ass ganz einfach. Just dohinner ze exportéieren, geet ganz oft net an deene Länner. An Dir braucht nëmme ze kucken, wéi déi eenzelne Firmen, kleng oder grouss, sech opstellen. An och do musse mer hëllef, dass se zumindest Partner fannen, dass se eng Joint Venture kënnen maachen doduerch, dass se Saachen hei ofsécheren iwwer déi do Aart a Weis.

Et sinn der, déi gewitzelt hunn iwwer dee Sofort-Programm, deen ech eng Kéier dohinnergeluecht hunn. Ech gesti gären an, dass ech, wéi ech bis an der Regierung war, dat Wuert „sotofort“ e bëssen anescht gesinn hunn.

(Brouhaha)

Net well ech keng Loscht hat, mä ech hu gemierkt, eis Mille molen awer relativ lues. Ech kann lech souguer soen, ech selwer sinn en charge beim Statec fir d'Centrale des bilans. Indirekt sinn ech dat jo. '97 hat ech déi Propos gemaach. Ech weess net, ob ech se nach erliewen, während ech Minister sinn. Si verspreche mer se all am Ament, an et sinn nach ëmmer dauernd Problemer, déi mat anere Ministeren, aneren Administratiounen optauchen. Mä ech stelle fest, et ass eng Propos vu '97, an do war et... Am Fong a mengem Rapport stoung: Kommt, mir setzen dat elo ëm! Elo si mer 13 Joer duerno, déi reell Implementatioun huet net stattfonnt. Dat ass...

(Interruption)

Neen, leet Äre Kapp a Rou, et sinn och Saachen, déi méi einfach ze maache sinn. Mä just fir ze soen, et ass en extreemt Beispill dat do. Et ass en extreemt Beispill! Ech bedauern dat och.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Mir hunn deen doten Text an eise Pabeier souguer iwwerholl, Här Krecké, gesitt Der.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ah, bon, Dir wäert also och nach eng Kéier...

(Interruption)

► **Une voix**.- Mir waren eng Kéier doranner bliederen.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Also, gitt Der mir Plein pouvoir, fir et ze maachen?

► **Une voix**.- Dir sidd Minister!

(Interruption)

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Neen, domat ass een net Plein pouvoir. Ech mengen, Dir musst eng Kéier Minister sinn, fir ze gesinn, wéi vill dass een ze soen huet.

(Hilarité générale)

Sou einfach geet dat do net. Mä ech gestinn lech awer gären an, dass...

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Dir blockéiert lech!

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.-...dass Der déi Virstellung hutt. Mä kommt, mir bleiwen erëm seriö.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Dir blockéiert lech, Här Minister.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här Bettel, kommt, schwätzt seriö, also ech mengen, d'Gespills geet duer.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Et ass seriö. Mir ënnerstëtzen lech gären.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Mä ech hu festgestallt un deem Beispill do, wéi schwierig et ass, esou eppes ëmzesetzen. Mä à l'encontre vun deem, wat Dir awer



hei erzielt hutt, Einzelner, wëll ech lech soen, mir hunn an der Regierung leschte Freideg déi 65 Punkte Punkt fir Punkt duerchgeholl, an hannendru steet en Datum, an hannendru steet, wien et muss maachen. An hannendru steet, wie mat wem muss kollaboréieren.

(Interruption)

Jo, dat ass en Dokument, ech hunn et awer hei, wann Der wëllt bliedern, kënnt Der kucken.

► **Une voix.**- Kënnt Der eis eng Kéier eng Kopie dovun maachen?

(Interruption)

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Bon, muer de Moie schwätze mer an der Kommissioun net doriwwer. Muer de Moie schwätze mer iwwer ganz aner Saachen. Wat Der do erzielt hutt, dat ass iwwerhaupt net à l'ordre du jour, wann ech gelift, et ass iwwerhaupt net à l'ordre du jour.

Mir schwätzen iwwer déi legislativ Aarbecht, déi en cours ass, a wou eng Rei politesch Froen opgetaucht sinn, an doriwwer schwätze mer muer an der Ekonomikkommissioun. Mir si jo nach net esou blöd, an engem Débat wéi haut, dass mer ufänken erëm eng Kéier iwwer déi 65 Punkten ze schwätzen, fir nach eng Kéier datselwecht ze maache wéi dat, wat mer elo haut gemaach hunn.

► **Une voix.**- Et steet um Ordre du jour!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Et steet um Ordre du jour!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Mir hunn an där Debatt hei gemierkt - ech mengen, Einzelner hu probéiert, Konklusiounen ze zéien -, dass mer net esou vill grondleeënd Ennerscheeder gesinn, mä enfin dass mer... D'Vertrauen ass net datselwecht op deenen eenzelne Bänken, ob dat do esou emgesat gëtt oder net.

Ech soen lech just, et ass mäi feste Wëllen, an - ech ginn och dovun aus - dee vun der Regierung, dat do ze maachen. An zwar relativ schnell. Ech huelen e puer Beispiller elo eraus.

Mir hunn e ganz Kapitel iwwer d'Prise en charge des entreprises. Et ass den Nummer eent. Well ech der Meenung sinn, no esou vill Joren an deem Amt, dass dat e Punkt ass, dee mer mussen anescht ugoen. Bis elo meeschtendeels komme se bei eis, wann en Invest aus dem Ausland kënnt oder wann een e Problem huet. Mir mussen kucken, virdrun, wou deem säi Problem kann entstoen, wann en en och net selwer gesäit, well en eventuell eng Reprise muss organiséieren vum engem aneren, well en op enger Plaz ass, wou en à terme wahrscheinlich net ka bleiwen.

Meeschtendeels bleiwen déi Leit esou laang a kommen da bei mech - dat ass aus Erfahrung, wou ech dat gemierkt hunn -, wa se fest iwwerzeegt sinn: Muer wëll ech eppes anescht hunn. An esou schnell geet dat normalerweis net. Dat heescht, esou eppes muss ee plangen, an ech hunn och net an der Economie esou vill Leit, dass ech déi kann esou an all Entreprisë schécken.

Duerfir huet mer virgeschwieft, et gëtt eng ganz Rei Leit, déi méttlerweil eng gutt Aarbecht an där Economie geleescht hunn an - ech mengen - an eiser Wirtschaft, déi sech zréckgezunn hunn an déi awer nach wëllen eppes Klenges schaffen. An ech wollt déi Leit beoptragen, an déi eenzel Firmen ze goen, fir mir emol e Feedback ze ginn, wou Problemer muer kënnen entstoen, net haut. Meeschtendeels kréien ech et nëmme mat, wann de Problem schonn do ass. Wéi kéint een eventuell en Déménagement an eng aner Zone d'activités organiséieren? Wéi kann een den Départ en retraite vum Chef d'entreprise eventuell offiedereren?

Ech hat gëschter nach esou eng Firma do, wou ech mech och wierklech froen: Wat geschitt, wann dee Mann muer e Schlag kritt? Da froen ech mech, wat do fir 90 Leit geschitt. Deen hat ech viru mer sätzen, an deen huet 80 Joer. Ech hoffen, dass en nach eng Zäitchen duerhält.

Mä mir hunn eng ganz Rei esou Fäll,...

(Hilarité)

Majo, mir hunn eng ganz Rei esou Fäll, et ass net fir doriwwer ze laachen, wou een awer d'Reprise vun der Entreprise muss iergendwéi organiséieren. An deen, deen et net selwer mécht, do hu mir menger Meenung no awer d'Flicht, och ze froen, ob mer em net kënne behëlleflech sinn, fir eventuell e Partner ze fannen.

Bon, et ass just ee Punkt. Elo kann awer kee mer soen, dat do ass eng al Kamell. Dat ass eng aner Aart a Weis, fir un de Problem erunzegoen, an ech ka mech net erënneren, dass ech dat bis elo gesinn hunn. Sécherlech dat do, dat gëtt direkt emgesat. Dat gëtt elo... Ech hunn elo schonn d'Nimm, déi dat do kënne maachen, an ech hu wëlles, dat do am September emzesetzen.

En cours ass dee Package, dee mer elo all Kéiers maachen, an duerfir, an déi eenzel Secteuren, do ass gefrot ginn, ech weess net, ech mengen, et war vun de Kollege vun der CSV: eng Ulafstell. Jo, d'Ulafstell ass bei mir, an do kënnt dat eran, an déi kréien en Numm. All Firma, déi bei eis erakënnt an e Problem huet, ob se vun hei ass oder eng auslännesch, kritt den Numm vun engem Beamten, a si brauch nëmme mat deem ze schwätzen an deen organiséiert ronderëm de Rescht.

Sou leeft dat. Wann et ICT ass, deele mer eis et, de Biltgens Fränz an ech; wann et d'Finanze sinn, mécht de Luc Frieden dat. Mir organiséieren dat esou. Bei mir huet jiddwereen, wann en erausgeet, en Numm mat engem Telefon, wou ee weess, dee weess Bescheid, an ech schwätze just mat deem, an dee probéiert mat deenen aneren eens ze ginn.

De Guichet d'entreprises. Jo, mir schwätze scho laang driwwer, mä dee gëtt et jo méttlerweil awer op zwou Plazen. Ech mengen och, dass deen an der Chambre de Commerce, deen ech besser kennen, wann ech dee ka jugéieren, eng exzellent Aarbecht mécht. Mir huet eppes gefeelt doranner. Et ass awer hei guer net diskutéiert ginn. Et muss ee jo ausgoe vun der Situatioun, déi mer hunn. Mir feelt eppes: Bei enger Diskussioun, déi mer mam viregten Ëmweltminister och schonn haten, déi Geschicht, wéini en Dossier komplett ass. Dat dauert mir einfach ze laang bis festgestallt gëtt, dass den Dossier komplett ass oder net.

Ech hunn ëmmer gefrot: Kënne mer dann net vun deenen zwou Haaptadministratiounen, nämlech déi, déi am Commodo d'Autoritéit hunn, vun all Administratioun een doséieren hunn - net een, dee seet, et ass oder et ass net - mä een, dee seet, hei, du muss dat do an dat do alles maachen, anstatt dass mer dat alles per Courier nach maachen, anstatt dass dat alles Zäit hält. Mir hunn heiansdo Entreprises, déi soen: Mir kommen, mä mir fänke gär an zwee Méint un. Da soen ech alt näischt, well ech denke mer mäint derbäi.

Do sinn auslännesch Investisseuren, déi sinn interesséiert - ech hunn elo erëm esou e Fall -, mä déi hu Virstellungen, wéi dat hei zu Lëtzebuerg geet, well se jo an all eise Publikatioun gesinn, mir hu kuerz Weeër. Mä mir mussen déi effektiv iwwer dee Wee erëm hierstellen, dat heescht, dass erëm schnell reagéiert gëtt. An duerfir, jiddweree seet dat, mä mir mussen also ufänken...

Fir mech ass et wichteg, dass elo emol an deem Guichet unique och Leit sätzen, déi e Jugement kënnen ofginn, ob den Dossier komplett ass oder net, oder direkt zu him soen: Géi hei déi Dier niewendrun an da ges de der dat an dat nach sichen an da kënn de zréck. Dat si kleng Schrëtt - ech weess dat -, mä dat si konkret Schrëtt. Dat ass net e Gegalavers. Esou muss et menger Meenung no funktionéieren.

Mir wëllen dat Instrument, wat fir mech mat dat interessantst ass am Encadrement vun de Betriber, nämlech Luxinnovatioun, mussen mir hire Fonctionnement an hir Aart a Weis iwwerdenken. Selbstkritesch wëll ech dat mat Kollege maachen, déi dorunner schaffen. Ech wëll dat maachen, well ech mengen, dass mer do verbesserungsfäeg sinn. Do hu mer en Apparat, deen ass absolut interessant, dichteg Leit, mä mir mussen dat vläicht anescht ugoen.

Ech huelen déi Fro vun den Aides financières temporaires. Ech hunn dat drageschriwwen, well ech mengen, dass mer

mussen nach eng Zäitche weiderfuere domadder. Ech weess awer net, wéi laang dass d'Kommissioun dat do nach mat sech maache léisst, a mir mussen deen Dag preparéieren, wou mer keng regional Hëllef méi kënne ginn. Deen Dag, dee kënnt geschwënn. 2013 kann dat schonn de Fall sinn. Ech weess net, ob mir dat hei schonn esou oft diskutéiert hunn, wéi dann d'Hëllef, d'Investitiounspolitik an Zukunft soll gestalt ginn.

Mir hunn ee grouse Problem: Mir wëllen alleguerte Startups, mir wëllen héichwäerteg Produkter a Servicer hunn, mir wëllen ITC, mir wëlle Gesondheetstechnologien, mä déi brauchen alleguerten, éischtens, Infrastrukturen, an zwar fäerdeg. Deene sot Dir net, hei ass d'Traufel an hei hues de e bësse Béton an da baus de der eppes. Ech ginn der wuel en Terrain, mä da baus de der eppes. Dat geet alles net méi. Dat geet net! Mä dat hu mir nach net.

Mir mussen fäerdeg Laboen hunn. Déi Infrastrukturen, déi kann de Stat net ëmmer bauen, déi muss d'Privatinitiativ bauen. Da kënnt d'Fro vun der Garantie locative. Wien iwwerhëlt de Risiko dovunner? Da kënnt d'Fro - et geet jo net duer, dass do een eng Iddi huet an dass deen och nach eng Plaz kritt an esou engem Incubateur oder an esou enger Infrastruktur -, da muss jo de Finanzement fir dat do assuréiert ginn. An dat ass jo héich geféierlech, gewéinlech Initiativen, well een net weess, ob se réüsséieren.

Am Ausland hu se esou Startups, et ginn der zwou vun zéng eppes. An déi zéng, déi si schonn ausgewielt vun honnert, déi sech gemellt hunn. Dat heescht, dat ass u sech eppes, wou mir driwwer schwätzen, mä mir hunn zu Lëtzebuerg keng Leit, déi Risikokapital wierklech zur Verfügung stellen, déi deen dote Risiko huelen. Wann ech dat also net fannen, da muss ech kucken am Ausland der ze fannen, déi bereet sinn, do matzemaachen. Dat féint een op Plazen, mä gleeft mer et, déi stinn awer net an der Schlaang, fir eis Risikokapital ze liwweren. An et hänkt awer dorunner. Dat muss ganz anescht organiséiert sinn.

Mir hu jo ganz aner Forme vu Firme méttlerweil, déi sech etabléieren. Déi si ganz kleng, déi hunn eng Iddi, mä déi hunn och keng Ahnung, wéi een eng Entreprise féiert. Déi kann een net einfach esou gewäerde loosser. Déi brauchen en Encadrement. Ech probéieren elo en éischt Beispill esou am Z.A.R.E., wat d'Laboe wäert ubelaangen, fir alles, wat d'Gesondheetstechnologien ubelaangt. Ech probéieren en anert Beispill an der Polverfabréck, wou mer och eng Infrastruktur bauen. Dat ass eng privat Geschicht, mä wou mer en Encadrement - Risikokapital a Management - probéieren mat deene Leit, déi déi Zon do hunn, ze maachen.

Dat sinn alles Saachen, mengen ech, wou mir net ëmmer schnell nokomm si bei der Entwécklung - an ech muss soen, dat léiert een, ech op alle Fall hunn dat geléiert am Ausland -, an do mussen mer elo eppes anescht bidden. Et geet net méi duer, dass mir soen: Mir si gutt.

Iwwerregens, eng Promotioun ass ëmmer nëmmer esou gutt, wéi se nach en accord ass mat der Realitéit. Dann ass et eng Promotioun. Mir mussen oppasse bei deem, wat mer erzielen. An ech weess, vu wat ech schwätzen, well ech léien oft... am Ausland, jo. Mä ech muss iergendwéi ophalen domadder, well iergendwa fällt et de Leit op, wa se heihinnerkommen, dass dat net ëmmer der Realitéit entsprécht, wéi mir eist Land duerstellen. An dann ass et keng Promotioun méi, dann ass et Propaganda. A Propaganda ass eppes, dat gëtt liicht entlarvt. Duerfir si mer op dënnem Äis an där doter Geschicht.

Dann huet d'Fro vun der Immigration dem Änder Hoffmann net gefall, wat ech verstinn. Mä do geet et em Leit, déi also Aarbechtsplaze schafen, déi heihinnerkommen a soen, ech schafen Aarbechtsplazen. Do geet et em Leit. Du bass selwer net konsequent mat der. Du sees, mir hätte gären, oder Dir hätt gäre méi Recherche, méi Innovatioun an esou weider. Ech soen lech, mir hunn déi net am Moment. Hei zu Lëtzebuerg produzéieren mir net déi Chercheuren, déi mir brauchen. Mir produzéieren net déi Leit, déi deen Innovatiounsgescht hunn, dee mir brauchen. Also

muss mer Leit vun enzwousch anescht huelen.

Wann Der deem awer sot: Jo, da komm emol heihinner an da kucke mer emol - wéi dat elo beispillsweis an där leschter Zäit geschitt ass -, du dierfs kommen, mä du dierfs beispillsweis deng Fra net matbréngen, deng Frëndin scho guer net, an deng Kanner och net. Mä wann dat dann e Monoparental ass? A wann deen dann awer eng Fra huet, déi vun him ofhängeg ass? Dat ass keng Aart a Weis, fir mat de Leit emzegoen an ze soen: Komm heihinner, hëllef eis eppes opbauen, mä du léiss awer fir de Rescht emol deng Famill doheem a kucks, dass de hei eens gëss. Esou geet dat net!

Duerfir probéiere mer, wann der esou Leit wëllt ulackelen, muss een anescht drun erugeen. Duerfir ass déi ganz Immigrationsdémarche ze iwwerdenken. An Dir hutt jo eng ganz Rei Saache gesinn, déi mer wëllen änneren. Déi sinn en cours. Do sinn Einzelner scho realiséiert. Wat d'Indépendanten ubelaangt, ass scho realiséiert.

Bon, d'Procédure administrative, ech wëll net ze vill dorop agoen, mä et sinn awer emol...

(Interruption)

Wéini hu mir da vun „Scoping“ hei geschwat? Kann ech mech net erënneren. Ech war awer laang an där Chamber. „Scoping“ ass en Term, deen hei an der Chamber kee Begrëff ass. „Scoping“ ass, wann eng Firma eppes wëllt maachen, en Invest wëllt maachen, da kommen all Administratiounen ronderëm den Dësch, an da seet jiddwereen, wat fir eng Etüden e gär hätt. Zu Lëtzebuerg huet et agerass, dass emol Administratiounen net komm sinn. An da sinn déi Etüde gemaach ginn, dat huet dann zwee Joer gedauert, a wann déi fäerdeg waren, da koum déi Administratioun, déi net an déi Réunioun komm ass, huet gesot, jo, ech hunn awer nach e Problem hei, laut Gesetz kann ech dat an dat froen.

Dat muss ophéieren! Si mussen an déi Réunioun kommen - egal wien et dann ass -, a wa se net do sinn, kënne se net méi d'Urecht hunn, nach zousätzlech Etüden all Kéiers derbäi ze froen. Si sollen dat vun Ufank un op den Dësch leeën. Doriwwer hu mir awer nach net geschwat. Hei an deem Pabeier si vill esou konkret Beispiller, wou een awer elo net ka soen, et ass eng al Kamell, den „Scoping“, well ech ka mech net erënneren, dass mer hei doriwwer geschwat hunn.

An der Qualification professionnelle hunn ech am Februar dat hei gefrot, dat ass richtig. Méttlerweil huet d'Françoise Hetto e Projet eragereecht. Ech mengen, Dir hutt jo och selwer gefrot, dass mer keng Barrière méi an de Beruffer sollen hunn. Ech mengen, et ass un der Chamber, läit an der Chamber schonn - ass et déposiert? -läit do. Et ass un der Chamber, elo dat Gesetz ze kucken. Ech wier frou, wann Der et schnell géift huelen, well et ass Bestanddeel vun der Directive „Services“, an d'Directive „Services“ hätt missen den 1. Januar emgesat sinn.

Et ass Bestanddeel. Mir hu jo e Kadergesetz, an dann e puer sektoriell Gesetze, déi mer mussen emsetzen. An do geet et drëms, ze kucken, wat dann elo wierklech d'Substanz ass. Do musst Dir och Är Responsabilitéit als Parlamentarier huelen a soen, dat do maache mer, dat do maache mer net.

D'Fro vun den Indicateuren, ech hunn déi virdru schonn eng Kéier gestallt. D'Approche vun der Regierung ass elo déi: Déi Indicateuren - '84 ass d'Gesetz vu '77 emgeännert ginn; '85 sinn déi Indicateure komm - sinn net méi zäitgeméiss. Et ass kengem opgefall, mä si sinn awer net méi zäitgeméiss. Mir hu gesot, an der Regierungserklärung, déi mussen mer iwwerucken.

Bon, mir mussen dat elo e bësse méi schnell maachen. Firwat? Mir mussen kucken, wat fir eng mer huelen, mir mussen kucken: Wat ass disponibel? Si mussen zumindest trimestriell disponibel sinn, wa méiglech mensuel, an si mussen vergläich-

bar si mam Ausland, soss huet et kee Sënn. Well et ass jo och e Verglach mam Ausland, dee mer maachen, net nëmme vis-à-vis vun eis selwer, mä och vis-à-vis vum Ausland.

Duerfir, dat do ass och en préparation, ginn ech dovun aus, dass mer dat do am Hierscht elo stoen hunn. An dat soll jo dann och de Stand vun - wéi soll ech soen - vun de Problemer eng Kéier duerstellen, an zwar mat Indicateuren, wou mer eis dann hoffentlech eens ginn, an dann och gegebenenfalls Mesuren, déi da misste kommen, virgesinn, entweder dass et eng Tripartite gëtt oder dass scho Mesuren ageschriwwen ginn. Dat muss een alles elo preparéieren.

Da kënn dee ganze Volet fiscal. Do kann een awer net soen, dat hei wäer lauter al Kamellen. De Luc Frieden huet zesumme mat mir elo e ganze Projet opgestallt. Hie wäert deen a kuerzer Zäit virstellen. Achs-éiert wär dat op e puer Saachen, haaptsächlech - well mer jo wëlle logesch mat eis selwer sinn - an der Propriété intellectuelle: net nëmme Recherche prônéieren, mä Propriété intellectuelle vläicht e bëssen ausdehnen.

Mir musse kucken, eenzelnen Dépenses - haaptsächlech mat Leit, déi nëmme kuerzfristeg op Lëtzebuerg kommen - Rechnung ze droen. Mir hu festgestallt - dat steet a mengem Pabeier -, dass d'Modernisatioun vum Park vun de Maschinen eent vun deenen eenzegem Instrumenter ass, wou mer de konkreten Invest kënnen ënnerstëtzen.

Regionalhëllef kënnen mir jo nach just op véier Plaze maachen, méi net, an et ass nach net vill. Dat ass de sougenannten 152bis, dee gëtt elo verbessert. Et ass dat eenzeg Instrument, wat mer hunn, fir engem Investisseur entgéintzekommen. Déi aner Länner hu jo aner Instrumenter, well se am Encadrement communautaire als strukturell méi schwach ageschätzt ginn an doduerch anescht kënnen virgoen.

Mir wäerten en neien Amortissement bei Investissementer an d'Efficacité énergétique dran hunn. Dat heescht, mir wäerten eng Verbesserung bréngen vun där Amortissementstechnik, déi mer bis elo haten. Wéini hu mer da vun Imposition minimale geschwat, wa mer vun ale Kamelle schwätzen? Dat ass e Wuert, dat hunn ech hei nach ni héieren. Mä déi gëtt elo agefouert: Eng Imposition minimale ass eng Géigefinanzéierung fir eng Rei Mesuren, déi och en Déchet fiscal duerstellen.

D'Fiscalité communale vun '92 ass - menger Meenung no - ze iwwerkucken. Ech sinn der Meenung, dass mer mëttlerweil an eng Situatioun komm sinn, wou déi Gemengen, déi wierklech bereet sinn, Aktivitéitszonen ze hunn, domat eng Rei Onannehmlechkeeten hunn, net méi genuch Interessen hunn, dat op sech ze huelen, well se vill ze vill kréien aus dem Gesamtpaket, mat deem se u sech näischt ze dinn hunn, nämlech deem, deen iwwert de Secteur financier geet.

Et gëtt 13, 14 Gemengen, déi kréie méi aus hiren Aktivitéitszonen eraus wéi dat, wat se iwwert de Paquet général kréien. All déi aner Gemengen, déi kréie vill méi aus deem Gesamtpaket, wou se keng Influence drop hunn an och kee Misär hunn. Si hu jo och kee Misär doduerch, dass se Banken hunn. Dat geet meeschtendeels dann esou wäit, dass ee Schwierigkeeten huet, nach Gemengen ze fannen, déi Aktivitéitszonen huelen.

Elo hunn ech virdrun..., dee Plan sectoriel ass jo diskutéiert ginn. Dee Plan sectoriel gesäit iwwregens - well eenzel Leit dat och erwähnt hunn - och eng Rei spezifesch Infrastrukture vir, notament beispillsweis Stockagecapacités an esou Ähnlech. Et ass also méi, wéi just eng Opzechnung an e puer Pläng vun Aktivitéitszonen. Dat gëtt och eng Philosophie hier. Ech hunn eng Kéier - mengen ech - schonn an der Kommissioun doriwwer geschwat: Firwat kënnen mer dee net op den Instanzwee ginn? Also, ech géif e léiwer muer ginn, well mir si fäerdeg.

Mä mir hunn dat Gesetz, wat am Aménagement du Territoire ee Passus ass, dee mir proposéiert hunn doran: Dee musse mer esou schnell wéi méiglech duerch d'Chamber hunn. Ech hat probéiert, en erauszerrappen aus dem Gesetz, fir e méi schnell ze kréien. Wa mer dat net kréien, dann huet et kee Wäert, dass mer en op den Instanzwee ginn.

Wa mir dee Plan sectoriel op den Instanzwee ginn, dann ass do, wou haut Stébs ass, muer Gold. Dat muss een awer iergendwa verhënnere. Mir kënnen awer net higoen an derfir suergen, dass d'Leit sech wierklech domm an dämlech verdéngen just doduerch, dass mir e Stréch anescht gezunn hunn. Duerfir musse mer eis d'Instrument ginn. Also, wéi gesot, et steet am Gesetz; ech weess net méi, wat fir en Artikel et ass. Mä dat muss elo ëmgesat ginn! An ech hätt dat gären esou schnell wéi méiglech, soss kënnen mir mat kengem Plang erauskommen. Dat ass do, wou mer elo hänken.

► **M. le Président.** - Här Wirtschaftsminister, den Här Henckes stellt lech gär eng Fro.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här Wirtschaftsminister, ech verstinn d'Problematik ronderëm d'Plans sectoriels. Mä et gëtt awer och d'Moyenen, wéi mer dat an der Mamer Gemeng gemaach hunn, datt een d'Industriezon iwwert de Moyene vum Plan d'occupation du sol...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - A wouhier dann! Dir kënnt..., wann déi net lech den Terrain..., den Terrain gehéiert lech jo net.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech hu gefrot, ob dat doten net eng Méiglechkeet wier.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ma neen, de Plan d'occupation du sol erlaabt lech dach net, Terrain ze kafen, deen Ären net ass.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Dach.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ma wouhier dann!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Dat kënn Der iwwer eng Expropriatioun maachen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Bei eis ass virgesinn, dass eng Expropriatioun iwwer en anere Wee wéi dat do ass, an duerfir soen ech lech: Et féiert kee Wee derlaanscht, dass mer deen Antispekulationspassus...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Do leit Der falsch, Här Minister.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Bon, da si mer leider eben anerer Meenung. Ech sinn awer der Meenung, mir sollen dat hei elo ëmsetzen.

Et ass och eng staark Pressioun, en Drock, haaptsächlech am Süde vum Land, mä och op anere Plazen, dee seet, dass d'Handwierk am Moment Problemer huet, Zones d'activités ze fannen. Ech mengen, ech hat ugekënnegt, dass mer mam Françoise Hetto zesummen definéiert hunn: 86 Hektar, 86 Hektar an nationalen Zone gi reklasséiert. Dat ass de Punkt 31. Dat gëtt ëmgesat, dat gëtt net diskutéiert elo.

Ech mengen, hei sinn Zeie vun de Moien, déi wëssen, dass mer de Moie mat deem éischte Syndikat Récksprooch geholl hunn, wou 24 Hektar elo relativ kuerzfristeg kënnen ëmgesat ginn. Déi eng emol méi schwéier, déi aner méi liicht. Et sinn dräi verschidden Arealer, wou mer elo mat de Syndikater geschwat hunn, fir dat do esou ze gestalten.

Dat wäerte mer op anere Plazen och maachen. Et sinn am Moment 86 Hektar, déi mer esou virgesinn hunn. Ech hunn déi Parcs d'activités spécifiquement dédiés. Do hunn ech lech gesot, wat fir eng ech amgaange sinn, ze probéieren ëmzesetzen. Dat ass Contern, dat ass d'WSA, bei déi, déi ech scho virdu genannt hunn.

An dat ass Betzder, d'Datencenteren. Zesumme mam François Biltgen si mer amgaangen, dat ganz Netz vun den Datencenteren auszubauen. Mir hunn dee vu Keel ageweit, elo wäert geschwënn dee vum Rouscht fäerdeg ginn an zu Betzder entsteet deen nächsten. Mir hunn e riseg Netz mëttlerweil vun Datencenteren. Ech hunn ëmmer geduecht, mir kréien der ze vill. Mä mir hunn dauernd Demande, an ech hunn déi nächst op der Lee an ech hoffen, dass mer do och vläicht Succès hunn. Dat géif da schonn erëm ee ginn.

Ech hu vun „public private partnership“ geschwat: Haaptsächlech d'Sécurité d'approvisionnement mécht mer e bësse Suergen - dat soen ech lech - an der Energie, wat d'Pétrolsprodukter ubelaangt. Jee no deem, wat geschitt zu Bartreng, dat heescht, wa mer eis do zrëckzéien, dann hu mir keng zéng Deeg méi Capacitéit. An dat ass fir geschwënn. Mir mussen also do virgoen, d'Pläng leie vir. Ech ka leider net erausgoen domat, wéi gesot, well de Problem deen ass, dass dat Terraine sinn, déi dann op eemol eng aner Affectatioun kréien an doduerch och aner Präisser. Mä mir kréien en immense Stau do a mir kréien eng ganz Rei Problemer.

D'Fiabilitéit vun den Infrastrukturen, haaptsächlech an der Energie, plus de Präis dovun - egal wat een dovunner hält, soen ech lech -, de Präis ass entscheidend, en ass entscheidend mëttlerweil a ganz villen Aktivitéiten. De Präis vun der Elektrizitéit muss ee kënnen mat steieren. Duerfir bleiwe mer och do, wou mer sinn an deene Firmen. Duerfir bleibt de Stat och aktiv widerhin, esou, wéi en et ass. Soss ass dat net méiglech.

Dat ass déi eenzeg Léisung an et ass déi bescht Décisioun, déi ech menger Meenung no an deene fënnf Joer konnt huelen. Do hunn ech en Instrument, wou ech nach zumindest e bëssen Afloss kann hunn, wat geschitt, a wou een och nach kann Investpolitik maachen, wann ee wierklech immens interessant Betriber huet, déi sech wellen hei zu Lëtzebuerg niddersloossen.

Bon, ech ginn net op déi vill Saachen an, déi ech éischer soft nennen, mä déi awer eng riseg Bedeitung hunn. Dat sinn d'Konnexiounen, d'Logementer, d'Schoulen an esou weider. Ech mengen, dat ass och scho vun der CSV gemaach ginn. Ech brauch net op d'Biomedezin anzegoen. Ech mengen, wat mer do an der leschter Zäit gemaach hunn a wat mer och elo erëm probéiert hunn, éischters mam Katar: Qatar Foundation ass eng vun deene wibbelegsten Institutiounen, déi ech elo weltwäit kennen. D'Qatar Foundation, déi huet Geld, déi huet Iddien, déi huet sech Leit kaaft an déi ass och bereet, mat eis ze schaffen.

Datselwech gëllt mat Israel: Déi si bereet, mat eis ze schaffen. Firwat? Ma si mussen op den europäesche Marché, si kënnen net méi op hirem Territoire wuessen. Duerfir si mer amgaangen, do Saache wierklech ze entwéckelen. Ech ginn net an Detailer, well ech mengen, ech hunn des Öfteren hei driwwer geschwat.

Dat Nächst, wat mer maachen, dat ass an der Energie. Déi Maison du futur, déi ass fäerdeg geplangt. Déi ass net iergendwéi en Hirngespinn, si ass fäerdeg geplangt: do, wou se hikënn, wien et mécht, wien d'Responsabilitéit mécht, wat doranner ze geschéien huet an och d'Ëmsetzung vun deem Ganzen, nämlech, net nëmme en Haus ze bauen du Futur, wou nei Technologien, déi zu Lëtzebuerg méiglech sinn, dra gewise ginn, mä déi sollen ëmgesat gi beispillsweis zu Diddeleng, an deem neien Areal, an deem alen Deel vun der ARBED um Enn vun Diddeleng.

Ökotechnologien, clean Technologien. Also, et ass jo net, wéi wa mir géife schlofen. Mir sinn dauernd amgaangen, déi Gesprécher ze féieren. Ech kommen aus Israel. Ech fänken net un, ëmmer grouss doriwwer ze schwätzen. Mä ech sinn um Punkt, do Accordé mat Better Place ze kréien. Better Place ass wahrscheinlech am Moment déi am wäitsten a beschten etabléiert Firma fir elektresch Autoen, déi mat anere Länner, déi hei ronderëm eis sinn, amgaangen ass, Accorden ofzeschleissen, mat där ech och elo probéieren, dat do ze maachen.

Mir dat selwer entwéckelen? Forget it! Dat gi Standarden, wou Dir speziell Installatiounen musst hunn, déi iwwer ganz Frankräich, iwwer ganz Holland, iwwert d'ganz Belsch, iwwer eist ganz Land musse goen. Dat packe mir net eleng, dat kënnen mer nëmme an Zesummenarbecht maachen.

An do hu mir Gesprécher, an ech hu wierklech dat gutt Gefill, dass et warscheinlech déi beschten Technologie ass, déi mer am Moment kënnen huelen, déi sech warscheinlech hei duerchsetzt, déi, déi mat Renault am Moment schafft, a muer - déi Annonce kënn an engem Mount - mat enger däitscher Firma, déi, déi mat Regierunge schonn den Detail vun de Mesuren, d'Incitativen duerchgeschwat huet. Esou wäit gediege sinn déi Gesprécher, a wou mir och bedeelegt sinn, wéi gesot.

Duerfir och déi ganz Ausrichtung vun den Datencenteren, déi gëtt elo nach just mat Energies renouvelables gemaach. Wou mir mengen, dat wär gutt, mä net nëmme, well et Exigenz och ass vun deenen, déi kommen. Et ass keen, dee kënn méi an en Datencenter an dee seet: „Dir hutt dat do aus iergendenger Quell hier. Ech weisst gär, wou et hierkënn.“ An den „greening“ vun den Datencenteren ass ee vun deene wichtege Facteuren. Mä deen ass amgaangen implementéiert ze ginn. Kayl funktionéiert esou. Dat Nächst wäert Beetebuerg sinn, wou mer e Projet hunn, dee war au départ net, fir dee ganz esou auszerichten.

Datselwech gëllt bei ITC. Ech mengen, mir hunn eise ganzen ambitiöse Programm fir all Konnexiounen virgesinn, mä awer och, wéi mer ITC hei zu Lëtzebuerg entweder als Instrument oder als Secteur, egal wéi een et wëllt gesinn, weiderentwéckelen. Wéi mer aus e puer Nischen och eppes Extraes maachen. Beispillsweis d'Sécurité, eise Beispill LuxTrust, eise Beispill Cassis. Dat si Beispiller, déi kann ee weisen am Ausland. Dat si Beispiller, déi eis en Touch ginn, dee speziell ass. Et geet jo net duer, mir si fir ITC. Wien op der Welt ass net derfir? Mä et muss een eppes Extraes de Leit bidden, soss leeft dat net.

Zur...

► **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Bon, da soen ech nach e Wuert zur Promotioun. An der Promotioun, mengen ech, hu mer awer an deene leschte Joren e riseg Fortschritt gemaach. Mir hunn awer wierklech éischters e Branding dostoan. Ech hätt zwar am léifsten, mir hätten nëmme een. Mir hunn der am Fong geholl zwee, well ech mam François Biltgen ofgemaach hunn, ech hunn em eng Propos ze maachen. Ech hunn de Moien dat gesinn. Ech bréngen der dat e Freideg mat. Hien ass bereet, wann hie sech och erëmfënnt, mat ICT bei „Luxembourg for Business“ matzemaachen. Dat gëtt flott. Mir mussen zesummeschaffen.

Ech hu mam Finanzsecteur jo och e Branding entwéckelt, dass, wa mer zesummen oprieden, mer net vun „Luxembourg for Business“ an net vun „Luxembourg for Finance“ eleng schwätzen, mä „Discover Luxembourg“ mat extrae Logo. An ech mengen, dass mer do riseg Duerstellungen elo verännert hunn. An dass mer och eis Ausrichtung guer net méi op de... BED gëtt et am Fong geholl an där Form net méi. De Board of economic development gëtt et an där Form net méi. An dat kënn Der och kucke goen op den Internet vun „Luxembourg for Business“, do gesitt Der, do gëtt et en Deel Trade an do gëtt et en Deel Investment. An esou hu mer wëlles virzegoen.

Ech mengen, dass mer do viles geännert hunn, an d'Meenungen iwwer eis Filmer ginn ausenaner. D'Meenungen iwwer eis Filmer ginn ausenaner. Ech kann lech just soen, et ass e super Succès. Déi Filmer, déi mer do gemaach hunn, sinn e super Succès iwwerall, wou mer se weisen. Et gëtt wierklech kloer, dat do ass awer emol eppes anescht wéi dat, wat ee sech normalerweis dovunner erwaart.



E Wuert nach zu de Foiren. Ech fannen, dass d'Foiren total ënnerschätzt ginn an hirer Ausrichtung. Déi Seminären, déi mer heiansdo op eisen Déplacements maachen an esou weider, dat ass gutt fir eng Kéier vu Lëtzebuerg schwätzen ze dinn, mä dat bréngt de Firmen net ganz vill direkt. Awer ee mat op eng Foire huelen, deen do Clientë kenne léiert, deen och Partner ka kenne léieren, deen en Emplacement huet, wou e sech kann duerstellen, dee mir mussen ënnerstëtzen: Et ass evident, dat ass net ze ënnerschätzen. Do maache mer e risegen Effort.

Wat hu mer déi lescht Zäit gemaach? Mir hunn e Büro an Israel opgemaach. Mir maachen elo een zu Abu Dhabi op. Zu Taiwan hu mer een opgemaach. Dee vu Korea wäerte mer e bëssen zréckstutzen. Ech hunn d'Gefill, dass een net méi zu New Delhi dierf bleiwen. Mir mussen op Mumbai goen. Och op Bangalore. Mir mussen enzwousch anescht goen, wou eis Ambassade ass.

Dat Zesummespill mat den Ambassaden ass vill besser ginn, ass nach net optimal, mä ass vill besser ginn. Mir hunn Ambassaden, déi sinn..., besser kann ech mer se net virstellen, et ass am Moment déi vu Moskau. Ech kenne keng besser Ambassade wéi déi vu Moskau am Moment. Dat ass super. Mä et hänkt un de Leit. Leider hänkt et un de Leit. Wann déi Leit fortginn, dann ass d'Substanz och fort, an dat ass eis Schwächt am Moment. „Knowledge management“, dat heescht, dass dat do bleift, wann dee fortgeet. Dat ass ee vun de grouse Problemer.

An duerfir, mir hunn Ambassaden, déi gutt funktionéieren; mir hunn anerer, wou ee sech seet, do kann d'Ambassade funktionéieren, da gesi mer nach op enger anerer Platz, da si mer op zwou Plazen zur gläicher Zäit.

Ech mengen, ech ginn net op déi lescht Saachen an. Mir hunn ee Problem nach, dat ass, d'Firmen hunn e bëssen Angscht, an dat ass evident, kleng Firmen, fir Marchéen dobaussen ze maachen. Dat heescht, Kontrakter ofzeschléissen, fir op Marchéen ze goen, fir eppes ze verkafen. Mir wollten eng Firma dozwëschent grënnen. Ech ka mech och net erënneren, dass mer jee eng Kéier dovunner geschwat hunn. Vlächicht hu mer eng Kéier dovu geschwat, well dat do ass e Modell, deen hunn ech kopéiert aus der Union soviétique, Änder.

► **Une voix.**- Ech hunn dat gelies.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, jo, jo, ech gi meng Quellen un. Ech hunn et do kopéiert.

(**Interruption**)

Et waren och e puer gutt Saachen do. Lee däi Kapp a Rou!

Neen, dozwëschent eng Firma ze maachen, déi d'Kompetenz huet an hëlleft an als Zwëschegeklid u sech fungéiert mat Betreiber, déi einfach op Terrain ginn, wou se awer nu wierklech net doheem sinn.

Bon, an dann iwwert d'Intelligence économique soen ech näischt.

Nach ee Wuert, e lescht Wuert.

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir hutt elo schon... ech hunn lech sechs Minutten accordéiert. Ech mengen, dat ass scho ganz generéis. Dir misst wierklech awer elo zum Schluss kommen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Da soen ech lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci, Här...

(**Hilarité**)

Merci, Här Minister.

Motion 1

Mir kéimen dann elo nach zur Diskussioun respektiv zur Ofstëmmung fir d'Éischt iwwer eng Motioun, déi den Här Bettel erabuecht huet.

Wie wëllt nach dozou Stellung huelen? Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Qui ne dit mot consent, ass jo deen neie Prinzip vun der CSV...

(**Interruptions**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech wëll vun eiser Säit aus soen, datt mer déi Motioun hei net wäerte stëmmen. Ech mengen, d'Kollege vun der DP haten eng ähnlech oder déiselwecht eragi bei der Lag vun der Natioun, a mir hu se deemools net gestëmmt. Et ass logesch, datt mer se duerfir haut och net stëmmen.

Et ass awer, mengen ech, eng ganz normal Saach, datt eng Partei aus der Opposition an déi och eng Meenung an där doter Fro ganz kloer hei zum Ausdrock bruecht huet, déi Motioun wëllt zur Ofstëmmung bréngen, virun allem fir och ze wëssen, wéi d'Meenung vun de Regierungsparteien an deem dote Punkt ass.

Mir hunn de Mëtteg hei ganz verschidde Meenungen héiere vun de Regierungsparteien, tëscht der LSAP an der CSV, a virun allem dann och erëm an der CSV verschidde Meenungen, esou datt et dann awer wichteg wär, fir gewuer ze ginn, wat d'Meenung vun de Majoritéitsparteie vun der Regierung an där doter Fro ass.

Den Här Krecké huet elo grad hei, mengen ech awer, eng ganz wichteg an och interessant Ausso gemaach, wéi e gesot huet, datt d'Regierung d'lescht Woch am Regierungsrot all déi Punkten eenzel duerchdiskutéiert hätt, déi 65, an hanner all Punkt e Responsabele vun der Regierung, en Numm gesot huet, wie responsabel wär, fir dat ze diskutéieren, an en Datum, bis wéini datt dat misst exekutéiert ginn.

(**Interruption**)

Dat hat Der virdrun zwar net esou gesot. Dir hat gesot, an...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, do wou d'Chamber an de Conseil d'État mat an d'Prozedur erakommen, weess ech net, wéi schnell dass et geet. Et deet mer leed. Bei der legislativer Aarbecht kann ech dat net maachen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wëll just soen, datt Dir en Datum hei virdu gesot hutt, an en Datum hat Der gesot. An ech ginn dovun aus, datt dat en Datum ass, bis wéini datt dee Responsabelen aus der Regierung seng Aufgab an deem Dossier muss gemaach hunn. Sou hunn ech et verstanen.

Bon, an dann zu engem Abléck, Här President, wéi e gefrot ginn ass, ob d'Chamber dann dat kéint kréien, wat jo awer e wichtegt Dokument wär, huet e sech esou gedreit a gesot: „Ma, ech hunn dat bei mer. Ech kann lech dat...“ An do hutt Der et erëm zréckgeluecht, an do hutt Der opgehale mat schwätzen.

Ech wär frou gewiescht, wann Der de Saz fäerdeg geschwat hätt an Dir hätt gesot: „Ech kann lech dat och ginn.“ An Dir hätt dat dem President ginn, fir datt jiddweren dann och an der Chamber hei wéisst, wien an der Regierung fir d'Exekutioun vun deene 65 Punkten zoustänneg wär an och bis wéini datt déi zoustänneg Persoun dat gemaach hätt.

Dann hätte mer och vlächicht eng Äntwert op déi Motioun, déi d'Kollege vun der DP haut de Mëtteg hei gestallt hunn, kritt.

► **Une voix.**- Mä, déi kritt Der!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ma, da sot eis se! Da bräicht ee vlächicht net déi Motioun hei virzeleeën, well d'Regierung eis seet: An der Fro vum Punkt 49, bis deen an deen Datum huet d'Regierung eng kloer Positioun, wat se an där Fro do wëllt maachen.

Wann Der dat hei sot, da kënnt Der eis och soen, wat d'Regierung festgehalten huet...

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, och Är Zäit ass amgaangen ofzelafen. Ech géif lech bieden, zum Schluss ze kommen.

(**Brouhaha général**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech muss ëmmer erëm frëndlecherweis drop reagéieren: Dir mengt selbstverständlech meng Riedezäit.

► **M. le Président.**- Bien entendu. Hat Dir eppes aneschters gemengt, Här Gibéryen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Also, bei der CSV ass een ni esou sécher, wat se mengt, wa se eppes seet.

(**Hilarité générale**)

Nëmmen den Här Krecké wëllt eis eng Äntwert ginn, Här President.

(**Interruption**)

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, Dir...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Den Här Krecké hat gefrot.

► **M. le Président.**- Här Krecké, da gitt Dir dem Här Gibéryen eng schnell Äntwert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Dat Éischt ass, mir sinn amgaangen, déi Indicateuren auszuschaffen. An et ass festgehal ginn, dass ech dat do am fréien Hierscht virleeë muss. Doropshi ginn déi Mesuren, déi dann eventuell den Index betreffen, festgehalten. Duerfir, et ass mat Sécherheet net de 15. Juli, well ech kréien d'Indicateuren, déi jo eréischt musse soen, ob mer an der Situatioun sinn, jo oder neen, eréischt Ufank Hierscht, éischter sinn ech do net fäerdeg.

An déi Mesuren, déi den Index betreffen, huet de Premier jo annoncéiert, ganz kloer, dass déi fir den Hierscht wäeren, wann et dann noutwendeg wär.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Bon, ech mengen, dat ass zwar net vill méi kloer: „wann et dann noutwendeg wär“. Also hannendrun, de Kolleg Lucien Lux huet de Mëtte jo keng Noutwendegkeet kënnen feststellen, sou datt mer da kënnen dervun ausgoen, datt dann, wann d'Sozialiste sech duerchsetzen, och näischt geschitt.

Här President, et geet jo och hei am Fong schon net méi em den Index. Dat ass mäi leschte Saz, deen ech da wëll soen. Hei geet et am Fong nach just tëscht de Regierungsparteien drëm, wie säi Gesiicht an där Fro behält. An ech wëll vlächicht hei eppes soen, fir datt dat och am Analyteschen aktyéiert gëtt, well dat de Mëtten net esou eriwwerkomm ass.

Wéi de Kolleg Bausch virdrun der CSV hei de Spigel virgehale huet mat hire verschidde Meenungen, déi se an där doter Fro hunn, dunn hunn d'Kollege vun der Sozialistescher Partei sech op där anerer Säit de Bauch ugehale vu Laachen.

(**Hilarité**)

Déi hu wierklech d'CSV an där doter Fro ausgelacht. An dunn huet den Här Schiltz en Zwëscheruff eriwwer gemaach. An et geet mer drëms, fir datt deen hei festgehalten gëtt. En huet nämlech gesot: Passt op, wer zuletzt lacht, lacht am besten.

An dat ass am Fong dat, wou et hei drëms geet tëscht deenen zwou Regierungsparteien: Wie soll hei d'Gesicht behalen? Wie soll hei fir d'Lescht laachen? Hei geet et em soss glat a guer näischt. An duerfir huet d'CSV och gären haut déi Debatt hei gehat. Mä ech mengen, Här President, se huet haut awer den zweete Präis kritt.

► **M. le Président.**- Den Här Schiltz huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **Plusieurs voix.**- Oh neen!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, ganz kuerz och zur Motioun an zu deene Punkten do. Den Här Gibéryen huet am Kader vun der Motioun dat Dokument vun der Regierung, wou d'Datumen drastinn, gefrot. Une fois n'est pas coutume. Ech si mam Här Gibéryen eens, well ech hu jo och um Ufank vun der Debatt hei gefrot, datt mer en Zäitplang géife kréien.

Wat d'Motioun ubelaangt, wëll ech drun erënneren, datt de 6. oder 7. Mee hei...

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- De 7.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- ...de 7. Mee d'Regierung e globalen Optrag kritt huet, fir all déi Saachen ëmzesetzen. Mir brauchen deen Optrag also net nach eng Kéier ze erdeelen.

Mir haten haut eng Debatt iwwert d'Kompetitivitéit. Ech wollt ofschléissend dat hei soen: Mir hunn e Kompetitivitéitsproblem, et ass also net, fir ze laachen. Mir laachen

eréischt, wann de Kompetitivitéitsproblem geléist ass, a mir laachen da mat eise sozialistesche Kollegen zesummen.

► **Une voix.**- Oh là là!

► **M. le Président.**- Den Här Bettel huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech hu probéiert ze verstoen, wat den Här Schiltz elo wollt erklären, firwat se dann dës Motioun net kéinte stëmmen. Ech muss lech just soen, Här President, dass ech iwwerrascht sinn, wann ee gëschter matgedeelt kritt huet, dass de Budget jo an der grousser Vakanz preparéiert gëtt, vun deem leschte Budgetsrapporteur, dee jo selwer weess, vu wat e schwätzt, dass ee keng Zäit soll verléieren, dass een net soll bis den Hierscht waarden, dass guer keng Zäit ze verléiere wär am Intérêt vun eiser Economie.

Hei si konkret Proposen. Ech géif just erwaarden, dass, wat ee gëschter gesot huet, wat ee virgëschter gesot huet, wat een déi lescht sechs Méint gesot huet, och dann hei respektéiert, an net nëmme virun der Dier, wa Manifestanten an d'Press do sinn, sech an déi éischt Rei stellt, mä dann och hei de Courage huet, fir politesch dat ëmzesetzen, wat een dobausse jäizt.

► **M. le Président.**- Elo kritt nach den Här Thiel d'Wuert.

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Här Bettel, wann ech de Minister richteg verstanen hunn, huet e gesot, si géife muer ufänken drun ze schaffen. Dat ass dat, wat mir gefrot hunn.

► **Une voix.**- Si sinn amgaang.

► **Une autre voix.**- Maja, also.

► **M. le Président.**- Gutt, ech mengen, domadder wär alles zur Motioun gesot. Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- De 7. Mee, Här Thiel!

Vote sur la motion 1

► **M. le Président.**- D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 44 Neestëmmen, géint 15 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. François Bausch) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Da kéime mer nach zu enger Resolutioun, déi vum Här André Bauler abuecht ginn ass.



Propositions d'ordre général du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pour l'amélioration de la compétitivité nationale, en vue du Comité de coordination tripartite

Version du 10 avril 2010

"Gentlemen, we have run out of money. Now we have to think."

- Winston Churchill -

La récente crise économique et financière a eu des répercussions mondiales sans précédent, et a annulé des années de progrès économique et social. Réussir la sortie de la crise constitue donc la priorité immédiate pour maints pays à travers le monde. Entre-temps, le monde bouge vite et les défis à long terme, comme la globalisation, s'intensifient. Le déplacement des capacités de production ainsi que des marchés ont depuis quelques années fait apparaître un nouveau monde multipolaire et une nouvelle topographie de puissance et de richesse. Les économies occidentales sont de plus en plus confrontées aux économies émergentes, qui depuis des années accroissent continuellement leur poids dans l'économie mondiale.

Le Luxembourg dispose de nombreux atouts, comme le talent et la créativité des résidents et des travailleurs frontaliers, une base industrielle solide et un secteur des services dynamique. Nous pouvons aussi compter sur une qualité de vie élevée, une offre culturelle et sportive diversifiée, un système éducatif et de formation de qualité et un niveau de sécurité élevé.

Mais aujourd'hui, le Luxembourg doit affronter une période de transformation afin de surmonter les conséquences de la crise, les faiblesses structurelles du pays et l'intensification des défis mondiaux. Il ne faut pas céder un sentiment généralisé d'isolement des contraintes internationales, voire même des contraintes économiques, propice aux blocages, et il s'agit de trouver un consensus sur la nécessité d'avancer dans un processus de réformes. Sinon le réveil pourrait être douloureux. Faire face à ces défis ne peut cependant pas se résumer à la seule diminution des coûts. L'attention doit être portée sur la réactivité, l'innovation et la productivité. Ce sont là les fondements de la stratégie de Lisbonne et de son successeur, la stratégie Europe 2020, auxquels le Luxembourg souscrit pleinement à travers son Plan national pour l'innovation et le plein emploi. La cohésion sociale doit constituer un pilier majeur de la compétitivité nationale du Luxembourg. La solidarité nationale est, surtout en ces temps de crise, d'une importance primordiale, que ce soit entre le secteur public et le secteur privé, entre ceux qui ont un emploi stable et ceux touchés par la précarité. La compétitivité ne doit pas être considérée comme une fin en soi, mais comme un moyen, parmi d'autres, pour arriver à un objectif commun qu'est le bien-être de la population.

Les propositions listées ci-dessous, pour assurer, maintenir, développer et commercialiser la compétitivité et l'attractivité générale du Luxembourg pour les acteurs économiques présents et les nouveaux investisseurs potentiels (étrangers ou locaux), ont pour finalité de contribuer au maintien et à la création d'emplois, à la génération des ressources financières nécessaires aux autorités publiques pour exercer leurs missions d'intérêt général et pour assurer le financement de la protection sociale.

A. ORGANISATION DE L'ETAT

Le Luxembourg dispose à l'heure actuelle d'une panoplie d'instruments en matière de prise en charge et d'encadrement des entreprises. Il s'agit toutefois d'optimiser leur fonctionnement et d'adopter davantage une démarche proactive en vue de sécuriser/accompagner/aider au développement des entreprises présentes et d'attirer des nouvelles entreprises dans des secteurs/niches spécifiques (approches « client » ou « client potentiel »). Il s'agit notamment aussi pour les administrations publiques de veiller à ce que les procédures administratives soient accélérées et rendues plus transparentes pour les investisseurs. Finalement, un suivi rigoureux devra être mis en place qui permette de suivre la compétitivité et l'attractivité du Luxembourg dans le temps.

A.1 Prise en charge des entreprises

1. Mettre en place un groupe de « consultants externes » (2-3 personnes) chargés d'optimiser le contact « ex-ante » (approche proactive) avec les entreprises localisées sur le territoire du Luxembourg, ceci en vue d'avoir davantage d'informations sur leurs stratégies de développement à moyen et à long terme (notamment en vue de mieux pouvoir faire face à d'éventuelles délocalisations, aux reprises d'entreprise liées au départ en retraite du chef d'entreprise, au besoin de déménagement d'entreprises hors de quartiers résidentiels, etc).

Mettre en place une gestion de projet proactive pour les nouveaux investisseurs et favoriser leur implantation au Luxembourg à travers une "commercialisation intégrée" (*package* complet), en incluant notamment le volet fiscal et le volet financement. Une fois que la décision de soutenir un nouvel investisseur est prise par le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, chaque ministère compétent désigne un fonctionnaire responsable du « service client ». Le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur est en charge de la coordination à travers des réunions périodiques et reste responsable du projet dans son entièreté. ;

2. Revoir et le cas échéant optimiser le fonctionnement des guichets d'entreprises physiques (« guichets uniques ») en place au sein des différentes chambres professionnelles, de même que le guichet unique virtuel. Les services offerts aux entreprises par les guichets uniques physiques auprès des chambres professionnelles pourront être étendus afin de prendre en charge un nombre plus élevé de procédures d'autorisation. Le conseil systématique aux entreprises en matière d'autorisations techniques pourra contribuer à améliorer la qualité des demandes soumises aux administrations et ainsi accélérer les prises de décisions. Le guichet unique virtuel (www.entreprises.lu) devra être complété afin de permettre une consultation vulgarisée de la totalité des procédures auxquelles une entreprise peut être confrontée. Le guichet unique virtuel devra être traduit en anglais au cours de l'année 2010 afin de permettre à des investisseurs étrangers non francophones de prendre connaissance du cadre législatif et réglementaire luxembourgeois. Le guichet unique virtuel devra proposer les formulaires en ligne afin de faciliter et accélérer les procédures.
3. Revoir et le cas échéant optimiser le fonctionnement de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche (Luxinnovation). ;

4. Accorder une attention grandissante à la valorisation économique de la recherche financée par des fonds publics (c.à.d. celle des organismes de recherche publics et celle des entreprises subventionnées par l'Etat). Un intérêt tout particulier devrait être accordé à la valorisation de la recherche réalisée par les organismes de recherche publics. Dans ce contexte et compte tenu de considérations de taille critique et de diffusion de bonnes pratiques, il importe de promouvoir une approche concertée entre les organismes de recherche publics (CRP, Université), Luxinnovation, le Fonds national de la recherche dans le secteur public (FNR) et les ministères en charge de la recherche dans le secteur public et de l'économie.
5. Maintenir, aussi longtemps que cela demeure possible, les aides financières temporaires qui ont été mises en place par le Gouvernement dans le cadre de son Plan de conjoncture. Une fois que ces aides ne seront plus compatibles avec les règles de l'UE, recourir aux aides *de-minimis* (plafonnées à 200.000€) avec un encadrement des entreprises en question.

De manière générale, l'expiration des régimes d'aides est prévue en 2013. Le Luxembourg risque de perdre à ce moment le régime d'aides régionales. A cet effet, le Gouvernement fera tout ce qui est possible, lors des négociations avec la Commission européenne, pour garder un maximum de régimes d'aides au niveau luxembourgeois. ;

6. Optimiser l'accès au financement pour les entreprises (notamment au capital à risque). ;
7. Réformer la législation en rapport avec les procédures de faillite et de gestion contrôlée afin de la rendre plus efficiente. Il est proposé de considérer une procédure de gestion contrôlée qui s'inspire des principes du *Chapter 11* en droit américain afin de permettre une protection temporaire contre les créanciers d'une entreprise au cas où il est avéré que l'entreprise peut restructurer son activité pour revenir vers une situation économiquement viable. ;
8. Faire converger la politique d'immigration luxembourgeoise et les besoins de l'économie nationale. Il y a lieu d'adapter la mise en œuvre de certaines procédures en matière d'immigration afin de faciliter le recrutement de salariés de pays tiers. Dans ce cadre, il faudra tout d'abord transposer en droit national la directive relative aux salariés hautement qualifiés (Directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié) et adapter les critères définissant le statut de salariés hautement qualifiés. Il faudra par ailleurs pouvoir délivrer dans des pays cibles du Luxembourg des visas directement par les autorités luxembourgeoises. Cette remise par des autorités luxembourgeoises constitue un avantage compétitif et permet de mettre en œuvre une politique attractive pour des investisseurs en provenance de pays tiers.

Il est proposé de faciliter la mobilité des salariés de pays tiers établis au Luxembourg afin de promouvoir le Luxembourg en tant que place pour des quartiers généraux européens (« *european headquarter* »). Les entreprises qui souhaitent établir un quartier général et qui transfèrent dans ce cadre des salariés de pays tiers au Luxembourg doivent pouvoir assurer à ces salariés une mobilité pour travailler au sein des pays couverts par leur activité. Une étude préliminaire permettant de répertorier la totalité de la législation et de la réglementation qui intervient dans ce cadre est en cours. Sur base des conclusions de cette étude, des améliorations pourront le cas échéant être proposées afin de rendre le Luxembourg plus attractif pour la

constitution de quartiers généraux. Il faudra reconsidérer le contrôle strict du temps passé à Luxembourg. La plupart des cadres dirigeants ou entrepreneurs actifs à l'international auront du mal à respecter la condition de séjour pendant au moins 6 mois à Luxembourg au vu de leurs déplacements professionnels. Afin de positionner le Luxembourg comme plateforme pour le commerce international, il n'est pas possible de restreindre les détenteurs de permis de séjours dans leurs déplacements à l'étranger.

Il est proposé de mettre en place un régime adapté aux besoins de personnes disposées à investir à travers leur fortune dans l'économie luxembourgeoise. Il faudra considérer à instaurer une procédure « *VIP/fast-track* » pour de nouveaux résidents potentiels identifiés comme apportant une plus-value (investissements, recettes fiscales, etc.) extraordinaire à l'économie luxembourgeoise. Un encadrement personnalisé devra être offert et une approche positive adoptée. Le gouvernement se prononce en faveur d'une telle immigration et veille à ce que les services concernés agissent en conséquence.

Il est proposé d'adopter une législation plus flexible en ce qui concerne l'immigration pour l'exercice d'une activité indépendante. Actuellement, l'indépendant n'a pas le droit de se faire accompagner par sa famille durant la première année. Or, ceci pose beaucoup de problèmes, non seulement dans les situations de famille classiques (qui suppose que l'épouse reste au pays d'origine avec les enfants mineurs), mais encore et surtout dans les cas de familles monoparentales.

Il faudra modifier les critères financiers appliqués actuellement à l'immigration dans le cadre de l'octroi d'un permis de séjour « à titre de vie privée ». Actuellement, il est demandé de certifier qu'on dispose d'avoirs qui génèrent des revenus annuels de 50.000€. Normalement, il s'agit d'un dépôt à terme auprès d'un institut bancaire luxembourgeois dont la dotation (entre 3 et 4 millions € aux taux actuels) est suffisante pour générer des intérêts correspondant à la somme précitée. Il est proposé de mettre en œuvre une alternative à un simple dépôt à terme. En effet, les personnes qui visent un permis de séjour « à titre de vie privée » disposent de moyens financiers considérables et mènent un train de vie qui coûte considérablement plus que les 50.000€ demandés. Bloquer 3-4 millions € dans un instrument financier basique à rentabilité (actuellement) très faible ne correspond guère à l'image de place financière sophistiquée que veut se donner le Luxembourg. Une alternative pourrait être de demander l'investissement d'une somme plus petite (par exemple 1 million € par adulte et 250.000 € par enfant) dans un fonds à capital-risque (à gérer soit par la SNCI, soit par un gestionnaire mandaté) destiné à soutenir le développement économique du Luxembourg par l'investissement dans de nouvelles activités. Afin de démontrer le sérieux du fonds et son intérêt à assurer une bonne gestion des fonds, l'État devrait contribuer par une mise initiale. Certaines conditions devront être respectées :

- a. L'investissement serait bloqué durant 3 ans. Même en cas de départ anticipé, l'immigrant ne pourra sortir sa mise avant ce terme. Après 3 ans, il pourra demander d'être remboursé s'il décide d'élire résidence dans un pays autre que le Luxembourg.

- b. L'investissement sera rémunéré selon la performance du fonds. Afin de rendre l'immigration intéressante, une rémunération correspondant à l'Euribor devrait être garantie (p.ex. à travers des droits préférentiels vis-à-vis de l'investisseur étatique).
- c. Des sous-fonds pourraient être constitués, permettant d'investir dans des vecteurs de développement particuliers (*life sciences*, écotechnologies, TIC, etc).

A.2 Gestion publique et procédures administratives

9. Mettre en place une centrale d'achat pour les administrations publiques en vue de diminuer les coûts unitaires d'acquisition de biens et de services (économies d'échelle). ;
10. Il est urgent d'accélérer les délais de la procédure législative et réglementaire afin que le cadre réglementaire s'adapte rapidement aux développements des marchés. A cet effet, il serait primordial de réformer la loi habilitante de 1971 permettant la transposition des directives par règlement grand-ducal ou de prévoir une base légale spécifique habilitant le pouvoir exécutif de réglementer certaines matières dans le domaine économique. ;
11. Permettre à toute entreprise désireuse d'investir de connaître, lors de la réunion commune de « *scoping* » prévue à cet effet avec les autorités publiques, toutes les obligations (par exemple études d'impact, etc) dont elle devra s'acquitter en vue de pouvoir lancer son projet d'investissement. Après cette réunion « *scoping* », aucune obligation nouvelle ne pourra être ajoutée à l'entreprise. ;
12. Renforcer la collaboration (à travers une « *task force* » conjointe) des responsables des procédures d'autorisation dans les différentes administrations, et illustrer les meilleures pratiques dans d'autres pays. Dans ce cadre, des délais contraignants pour la remise des autorisations devraient être introduits. Dans les cas où les autorisations nécessiteraient une simple réponse positive ou négative, sans fixation de conditions supplémentaires, le principe « silence vaut accord », après un délai à définir, devrait être introduit. Il est également proposé d'instaurer une coordination technique inter-administrations permettant aux investisseurs d'obtenir rapidement l'ensemble des autorisations requises. ;
13. Simplifier les procédures d'autorisation au niveau du développement et du déploiement des infrastructures fixes et mobiles de communications à très haut débit (par exemple permis antennes, permis de voirie, etc). ;
14. « Appliquer toute la directive et rien que la directive ». La directive sur les qualifications professionnelles dispose que pour l'établissement d'une entreprise, le pays d'accueil ne peut pas exiger un diplôme équivalent à celui qu'il exige pour ses ressortissants, mais doit accepter le diplôme directement inférieur à ce dernier. L'application correcte de cette disposition permettrait d'augmenter les créations d'entreprise au Luxembourg. ;
15. La directive sur les qualifications professionnelles notamment est susceptible de créer des discriminations à rebours. Cette directive « marché intérieur » n'est d'application que lorsqu'il y a un élément transfrontalier dans le chef du destinataire. Dès lors, les nouveaux droits, simplifications et obligations consacrés par la directive ne concernent pas toujours les nationaux/résidents luxembourgeois. Il conviendrait de remédier à cette situation en adaptant

les conditions d'accès à l'indépendance et en promouvant d'avantage le recours à des mesures compensatoires en cas de lacunes dans les compétences formelles du candidat créateur par le biais notamment de la validation des acquis de l'expérience. ;

16. La réglementation nationale se concentre essentiellement sur l'entrée sur le marché (par exemple autorisation d'établissement, etc), ce qui constitue un obstacle administratif à la création d'entreprise. D'autres voies, qui pourraient être source d'inspiration, existent notamment aux Pays-Bas où, d'une part, on a supprimé les règles d'accès à la plupart des professions et, d'autre part, on a renforcé les règles liées à l'exercice de ces mêmes professions. ;

A.3 Suivi et évaluation de la compétitivité et de l'attractivité nationale

17. Remplacer les indicateurs économiques renseignés dans le règlement grand-ducal du 4 avril 1985, pris en application de l'article 21, paragraphe 6 de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre les mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein-emploi par un Tableau de bord «Compétitivité» à mettre en place par l'Observatoire de la Compétitivité dans le cadre de la stratégie LU2020, après consultation des partenaires sociaux représentés dans le Comité de Coordination tripartite. Ce tableau de bord veillera à intégrer des indicateurs de court terme permettant de réagir rapidement aux évolutions économiques conjoncturelles souvent tributaires des évolutions internationales tout en mettant l'accent sur les indicateurs structurels de long terme. ;
18. Suivre les grandes tendances ayant un impact sur la compétitivité et l'attractivité nationale : les politiques européennes ; le commerce mondial ; les politiques financières et bancaires ; les politiques de change ; l'évolution de la Grande Région et des autres régions du monde. ;

B. UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE AUX ACTIVITES ECONOMIQUES

Une gestion « client » davantage proactive des instruments disponibles pour la prise en charge des entreprises constitue un facteur-clé pour accroître la compétitivité. Néanmoins, ce n'est pas suffisant. Dans un monde en permanente mutation, maints pays à travers le monde perfectionnent de façon permanente leurs cadres réglementaires et infrastructures etc. Le Luxembourg doit également optimiser son environnement économique à travers une série d'outils, dont notamment : la fiscalité, les infrastructures, une spécialisation multisectorielle, la compétitivité-prix et compétitivité-coûts, etc.

B.1 Fiscalité

19. Revoir et optimiser les procédures de « *Ruling* », notamment en vue de le formaliser/de l'institutionnaliser (comme en Allemagne et en Angleterre) et de rendre le système plus transparent. ;
20. Etendre les réseaux de double imposition à d'autres pays importants (notamment l'Australie, des pays d'Amérique du Sud etc). ;

21. Apporter des modifications ponctuelles à l'Art. 50bis de la loi sur la propriété intellectuelle et de sa circulaire d'application, qui pourraient encore améliorer l'efficacité de ce régime. Le champ d'application pourrait être élargi aux droits d'auteurs autres que les logiciels informatiques.

De manière générale, en vue de favoriser le développement du secteur de la propriété intellectuelle, créer un « Institut de la propriété intellectuelle » auprès de l'Université du Luxembourg qui enseignera les aspects fiscaux et financiers en matière de propriété intellectuelle et qui pourra, par la recherche, conseiller le Gouvernement en matière de propriété intellectuelle et notamment des droits d'auteur. ;

22. Instaurer un système favorable pour les travailleurs expatriés, ainsi que pour les spécialistes détachés au Luxembourg pour une période de temps limitée (d'une part par exemple à travers l'Art. 9 LIR en permettant la déductibilité fiscale des frais de scolarisation, des intérêts payés sur leur résidence dans leur pays d'origine ou encore la qualification en produit extraordinaire des primes pour chercheurs ; d'autre part à travers la Circulaire sur les stock options - besoin de sécurité « juridique » quant au maintien de cette Circulaire en l'état avec une interprétation large). ;
23. Revoir l'Art. 152bis (LIR) sur la bonification d'impôt pour investissement, en prévoyant un relèvement des taux du crédit fiscal qui favorise l'investissement et tend à moderniser le parc machines, avec à la clé des gains de productivité et d'efficacité. ;
24. Revoir le système du « *transfer pricing* », notamment en faisant explicitement référence à l'OCDE dans la loi ou la circulaire en question. ;
25. Etendre l'Art. 147 (LIR) relatif à la retenue à la source sur dividendes aux sociétés résidentes de pays non conventionnés, aux fonds de pension et fonds souverains. ;
26. Revoir les règles applicables aux amortissements des investissements dans des mesures d'efficacité énergétique au niveau du logement. ;
27. Introduire une imposition minimale (entre 2.000€-3.000€) pour toute société commerciale située au Luxembourg, en prévoyant cependant un crédit d'impôt pour celles qui engagent effectivement des travailleurs. ;
28. Revoir l'impôt sur la fortune (extension de la consolidation fiscale à l'impôt sur la fortune, ou encore une abolition de cet impôt), notamment en vue de devenir plus attractif pour les activités de trésorerie d'entreprises multinationales. ;
29. Revoir la fiscalité communale dans un sens renforçant l'intérêt local pour l'accueil des entreprises. ;

B.2 Infrastructures

30. Veiller à la mise en place, le plus rapidement possible, du plan sectoriel relatif aux zones d'activités économiques qui devra, une fois en place, accélérer les travaux. ;

31. Réaffecter certaines parties de zones classées « nationales » en zones « régionales », et avancer le plus rapidement possible dans les volets « expropriation » et « cadre contre la spéculation » en relation avec l'aménagement du territoire. ;
32. Prévoir le développement de parcs d'activités spécifiquement dédiés (Médias&TIC/Betzdorf ; Ecotechnologies&TIC/Kockelscheuer ; Technologies de la santé/Zare ; Logistique/Contern&WSA). ;
33. Assurer définitivement la place du Luxembourg parmi les centres européens de télécommunications, en optimisant les conditions-cadre nationales et ce notamment à travers la mise en place de « *data centers* » (centres de stockage de données) et une politique en matière de réseaux de nouvelle génération. En ce qui concerne la mise en place de la fibre optique, le gouvernement améliore immédiatement la connexion des zones d'activités économiques pour le très haut débit et encourage le développement de l'Internet ultra-rapide pour tous à prix abordables avec comme objectif des vitesses garanties de 100 Mbits pour 100% de la population d'ici 2015 et 1 Gbit d'ici 2020. ;
34. Favoriser la mise en place d'infrastructures dédiées sous forme de PPP (*public-private-partnership*), et mise en place, dans ce contexte, d'un mécanisme de garantie locative. ;
35. Veiller d'une part à la sécurité d'approvisionnement en matière d'énergie, notamment à travers la connexion directe des réseaux électriques luxembourgeois avec les réseaux des trois pays voisins, et d'autre part au stockage (garantir des réserves stratégiques accessibles). ;
36. Favoriser la mobilité des salariés, à la fois au niveau national et au niveau transfrontalier de la Grande région, en optimisant les infrastructures liées à l'accès au lieu de travail. ;
37. Améliorer la connectivité du Luxembourg, notamment en matière d'offre de vols internationaux et de connexions ferroviaires. ;
38. Améliorer l'offre en matière d'écoles internationales. ;
39. Augmenter l'offre de logements et réduire les prix. ;

B.3 Diversification - spécialisation multisectorielle

Il s'agit de continuer les efforts importants engagés dans la diversification économique, en se basant notamment sur les instruments de Recherche-Développement-Innovation (RDI) et de propriété intellectuelle. Cette approche permettra de créer de nouveaux emplois et surtout de la valeur ajoutée. Sont notamment visés les domaines suivants :

40. la biomédecine ;
41. l'énergie (par exemple la Maison du futur ; l'application concrète des meilleures pratiques dans des quartiers urbains ; dans le contexte de la réalisation des objectifs en matière des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de la réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2020, il s'agira de mettre en œuvre un programme de soutien adapté et efficace permettant l'acquisition de compétences des entreprises luxembourgeoises dans les secteurs concernés. La

création d'un fonds spécial pourrait certes accélérer et clarifier le financement de ces activités qui sont actuellement pour la plupart financés directement par le budget de l'Etat). ;

42. les écotecnologies (par exemple choix des secteurs à développer, établissement de zones d'activités dotées d'infrastructures sous forme de PPP, plateformes pour projets-pilotes, etc). ;
43. la logistique (spécialisation accrue, notamment en matière de *air freight*, du port franc, de la chaîne du froid, la navigation interne à travers une collaboration à l'intérieur de la Grande Région, etc). ;
44. les technologies de l'information et de la communication (par exemple développement de parcs d'activités spécifiquement dédiés aux TIC, aux *data centers* et activités similaires, etc) ;
45. le cadre nécessaire pour développer l'activité des quartiers généraux, et procéder au *marketing*/à la promotion de cette mesure. ;

B.4 Compétitivité-prix et compétitivité-coûts

46. De manière générale, continuer la mise en œuvre du Plan d'action contre une inflation excessive, notamment pour éviter une évolution défavorable par rapport à nos pays voisins. ;
47. Continuer une politique prudente en matière d'adaptation des prix administrés, après le gel décidé par le Gouvernement en mai 2008, et évaluer la politique tarifaire des communes au regard des intérêts des activités économiques sur leur territoire. ;
48. Continuer la mise en œuvre de l'initiative « Charte FAIR PRICE », lancée d'un commun accord en 2008 entre le gouvernement et les organisations professionnelles représentatives de l'artisanat, du commerce, de l'horeca, des transports et des services avec comme objectif de promouvoir la transparence et le bien-fondé de la tarification de produits et de services. ;
49. Revoir le système en place relatif à l'indexation automatique des salaires, et notamment la modification du panier de référence. En cas de dérapage de l'inflation, il y a lieu de mettre en place un système de décalage temporel en matière d'application des tranches indiciaires. ;
50. Veiller à des prix énergétiques compétitifs pour les entreprises localisées au Luxembourg, en investissant notamment dans des infrastructures de production énergétique. ;
51. Trouver une solution durable et stable en matière de « représentation générale », qui permette à toute entreprise luxembourgeoise de tirer pleinement profit du potentiel du marché intérieur et de profiter des meilleures conditions d'achat, d'une part en matière de prix et d'autre part aussi en termes d'offre de produits. Dans ce cadre, il s'agit notamment de plaider auprès de la Commission européenne l'importance d'une transposition effective de l'Art. 20 de la directive services (qui interdit les discriminations du destinataire de services en fonction de sa résidence ou de sa nationalité) dans tous les Etats membres de l'UE. ;

B.5 Déterminants « soft »

52. Veiller à une qualité de vie élevée (offre culturelle, sportive etc). ;

53. Veiller à un niveau de sécurité élevé pour les citoyens. ;
54. Assurer la disponibilité d'une main d'œuvre adéquatement formée pour les besoins de l'économie et mener une réflexion sur la motivation de jeunes pour les métiers de l'industrie. ;

C. PROMOTION DU LUXEMBOURG

Afin d'accroître l'attractivité du site d'investissement Luxembourg, il faut d'abord mettre en place un environnement favorable aux activités économiques. Ensuite, il faut aussi dispenser l'information sur ces bonnes conditions d'implantation à l'étranger dans le cadre de la prospection de projets d'investissements internationaux. En effet, bien que l'économie luxembourgeoise affiche souvent des performances impressionnantes, une majorité des investisseurs internationaux ne semblent pas suffisamment connaître le pays et ne sont donc pas tentés d'y investir. A côté de la prospection de nouveaux investisseurs, de nouveaux instruments doivent également être mis en place afin de favoriser l'internationalisation de l'économie luxembourgeoise en aidant les entreprises luxembourgeoises à réussir sur les marchés internationaux et à tirer pleinement profit des marchés d'exportation.

55. Promouvoir davantage l'image de marque du Luxembourg à l'étranger par des stratégies et moyens de communication modernes, ce qui nécessite une collaboration étroite et intégrée des stratégies de *Luxembourg for Business* et *Luxembourg for Finance*. Or, il ne faut pas oublier qu'un exercice de « branding » ne peut fonctionner que si les images véhiculées correspondent également à la réalité (Luxembourg, un pays innovateur. Flexibilité et ouverture au dialogue de l'administration, etc). Il s'agit donc d'abord de parer aux faiblesses du « produit » avant de formuler la stratégie de vente correspondante. ;
56. Valoriser mieux le réseau des "amis du Luxembourg" dans le monde et exploiter davantage les témoignages des chefs d'entreprises étrangers connaissant et appréciant le Grand-Duché. ;
57. Renforcer la présence luxembourgeoise en termes de promotion économique sur les marchés porteurs de l'avenir, tels que par exemple l'Inde et la Chine, qui surmontent plus rapidement la crise que les pays industrialisés. Afin de tirer pleinement profit de la croissance économique de ces pays, en tant que marchés pour les entreprises luxembourgeoises ainsi que sources de projets d'investissement, il convient de mettre à disposition les moyens nécessaires pour assurer une présence luxembourgeoise adéquate sur le terrain (cf. projet d'ouverture d'un *Luxembourg Trade&Investment Office (LTIO)/Consulat Général* à Mumbai). S'y ajoutent les projets d'implantation locale plus avancés, tels que le LTIO en Israël et le LTIO/Légation à Abu Dhabi. En réaction aux spécificités du marché et du faible retour sur investissement, il est cependant proposé de réduire considérablement la présence du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur en Corée du Sud. ;
58. Orienter davantage la diplomatie luxembourgeoise sur l'intérêt national/économique du Grand-Duché et mieux encadrer le réseau à l'étranger afin de devenir un outil efficace dans les efforts de promotion et de prospection économique. Un message clair devra être donné en ce sens aux chefs de poste afin d'indiquer l'intérêt que porte le gouvernement à la diplomatie économique. Ceci impose aussi un meilleur flux d'informations liées à la promotion économique vers les

postes ainsi qu'une gestion des informations et projets dirigés vers le Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur. Les équipes actuellement disponibles au Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur ne sauront pas suffire à cette tâche et il devra être réfléchi à un étoffement des ressources humaines, éventuellement par la mise à disposition temporaire (sous forme de stage d'au minimum 12 mois) de ressources actuellement affectées au Ministère des Affaires étrangères et appelées à servir au sein d'un poste diplomatique dans un pays-cible de la promotion économique. ;

59. Compléter l'effort considérable du Grand-Duché en matière de coopération au développement par une meilleure prise en considération des entreprises luxembourgeoises. Sans devoir adopter une politique d'aide liée, l'on pourrait s'imaginer une proportion plus importante des ressources disponibles à des initiatives d'assistance et de formation techniques dans les domaines dans lesquels le Luxembourg dispose d'un savoir-faire particulier et d'une réputation excellente. ;
60. Préparer les missions de promotion et de prospection économiques ensemble avec les grands cabinets d'avocat et de consultance afin de permettre un ciblage plus efficace et une utilisation optimale des moyens disponibles. Ces multiplicateurs disposent à la fois des connaissances des marchés locaux et disposent des réseaux nécessaires pour distribuer les informations pertinentes sur le Grand-Duché. ;
61. Développer l'Office du Ducroire afin d'assurer l'accompagnement des entreprises à la fois sur des marchés présentant des risques particuliers que dans des situations dans lesquelles le marché privé n'apporte pas de couvertures adéquates (cf. police « *top-up* » lancée pour parer aux effets de la crise économique et financière). Des instruments devront être développés pour la mise à disposition de lignes de crédits et autres financements permettant aux acteurs économiques luxembourgeois d'être concurrentiels sur les marchés des pays en voie de développement. L'initiative « *Northstar Europe* » pourrait être utilement complétée par un redémarrage de l'activité « financements à l'exportation » de la SNCI, éventuellement réorientées pour permettre d'offrir des modalités de remboursement plus créatives comme des modalités de financement par lignes de crédit « État à État » afin d'encourager les entreprises luxembourgeoises à exporter vers des marchés émergents. Il pourrait s'avérer intéressant à permettre le remboursement de ces crédits soit en matières premières (p.ex. pétrole, gaz), soit en certificats CO₂, afin de percer sur des marchés riches en matières premières mais pauvres en devises. ;
62. Réévaluer les instruments offerts par le Comité pour la Promotion des Exportations Luxembourgeoises (COPEL) pour mieux les adapter aux besoins surtout des PME. Il devra être veillé à créer une véritable approche projet, permettant d'offrir le conseil nécessaire à l'entreprise et d'assurer le suivi pour mesurer l'impact du soutien public sur l'activité de l'entreprise. Des projets de référence sur des marchés nouveaux ou impliquant de nouveaux produits devront être soutenus davantage par le système d'avance remboursable qui réduit considérablement le risque initial pris par la société dans le cadre d'études de faisabilité ou d'appels d'offre. Une coopération renforcée avec Luxinnovation permettrait au COPEL non seulement de mieux mesurer le risque technologique dans le contexte de projets d'avances remboursables mais aussi de participer à la formation de grappes technologiques et de favoriser

l'approche commune de marchés étrangers par des groupements d'entreprises luxembourgeoises. ;

63. Analyser l'opportunité de favoriser les exportations des PME luxembourgeoises en dehors de l'Europe par la création d'une société commerciale (dont l'État serait l'actionnaire unique et comparable aux « *Foreign Trade Firms* » du temps de l'Union soviétique, sans qu'il y ait cependant une obligation quelconque pour les entreprises de passer par cette structure) qui agirait comme intermédiaire entre les PME et des clients étrangers. Cette société pourrait utilement compléter le savoir-faire technique de la PME par son expertise spécifique de vente ainsi que par sa connaissance des procédures d'exportation et pénétrer des marchés jusqu'ici délaissés par les PME luxembourgeoises faute de temps, de ressources humaines ou de connaissance du marché. Une telle structure permettrait à la PME à se concentrer sur son activité de production et réduirait également de façon considérable le risque commercial, car la PME conclurait ses contrats avec une société située à Luxembourg. ;
64. Faciliter l'implantation d'entreprises de la Grande Région au Luxembourg. Maintes entreprises font de la libre prestation de services sur le marché luxembourgeois sans y être établies. Ces entreprises expatriées connaissent leur marché d'origine et la législation locale/régionale. Elles sont plus disposées à se déplacer au-delà des frontières luxembourgeoises pour récupérer des contrats et profiter du marché intérieur. La création de règles d'implantation plus favorables d'entreprises originaires de la Grande Région permettrait de récupérer des recettes fiscales supplémentaires et d'assurer une meilleure présence d'entreprises luxembourgeoises dans la Grande Région. ;
65. Développer l'intelligence économique avec l'aide des services du commerce extérieur et du Centre de veille technologique afin d'analyser les entreprises potentiellement intéressées par le Luxembourg ou intéressantes pour le Luxembourg. ;

N.B. Un bon nombre de mesures sont sans impact budgétaire direct.

Conférence de presse

29 juin 2010

***20 ou 21 propositions destinées
à améliorer la compétitivité
de notre économie***

Accueil des entrepreneurs et des investisseurs

1. Renforcer et systématiser l'accueil des entrepreneurs et des investisseurs par exemple par le biais de :

- **la mise en place d'un réseau de coordinateurs seniors par secteur (ICT, Science de la vie ...etc) doublé de**
- **la mise en place d'une gare de triage (« Anlaufstelle ») à compléter par**
- **la mise en place de responsables par enjeu majeur (Madame ou Monsieur « Connexions aériennes », Madame ou Monsieur « Ecoles » ...etc).**

Accueil des entrepreneurs et des investisseurs

2. Eliminer les obstacles à la mise en oeuvre d'une politique de « headquarters » internationaux à Luxembourg comportant entre autres :

- **le renforcement et la mise en place des structures dont il est question au point sub 1. ;**
- **la réouverture rapide d'une ligne aérienne vers London-Heathrow (au besoin à titre de service public) ;**
- **la mise en place d'incitants notamment fiscaux dans le chef de dirigeants expatriés qui viennent résider à Luxembourg et qui y créent et y maintiennent de nombreux emplois ;**
- **une réglementation plus poussée du « transfer pricing » ;**

Accueil des entrepreneurs et des investisseurs

3. Veiller au « bon usage » des consultants dans les démarches visant à attirer des investisseurs ou à maintenir voire étendre des activités au Luxembourg.

Secteur des communications

4. Pérenniser le secteur des communications électroniques par :

- **la continuation du programme de développement des infrastructures ;**
- **la mise en œuvre d'initiatives novatrices pour l'Europe dans des domaines tels que le « cloud computing » ou le « Green IT » ;**
- **la mise en œuvre d'initiatives visant à remettre en cause, totalement ou partiellement, le régime TVA 2015 (alors que le texte européen prévoit une clause de rendez-vous pour 2014).**

Fiscalité

5. Ne pas réglementer davantage le « ruling » en matière fiscale, alors que celui-ci n'est rien d'autre qu'une interprétation ex-ante de la loi et des règlements.

6. Etendre le régime fiscal en matière de propriété intellectuelle (examiner notamment la faisabilité d'y inclure les droits d'auteur).

Infrastructures

- 7. Mettre l'accent sur les projets d'infrastructures ayant une utilité au niveau de la Grande-Région et au niveau international.**
- 8. Considérer comme prioritaires les infrastructures de transport, notamment ferroviaire, afin d'améliorer la connectivité internationale du Luxembourg (Belgique et Allemagne).**
- 9. Faire de la question énergétique un facteur de compétitivité : outre la sécurité de l'approvisionnement, il y lieu d'agir sur le facteur de la compétitivité des prix et de l'offre.**

Simplification administrative

- 10. Faire enfin du principe selon lequel « le silence vaut accord » une réalité (l'ITM pourrait mettre en place une expérience-pilote dans ce contexte).**
- 11. Dans ce même ordre d'idées, privilégier le principe de la notification plutôt que celui de l'autorisation, avec davantage de contrôles ex post à la clé.**
- 12. Transposer les directives européennes 1:1, et ceci sans qu'il n'y ait à tout bout de champ une remise en cause de ce principe.**

Petites et moyennes entreprises

13. Flexibiliser et simplifier le droit d'établissement. (le texte afférent ne doit contenir aucune norme ou aucun critère supplémentaire par rapport à ce qui existe actuellement).

Recherche et Innovation

14. Définir clairement les domaines de recherche cibles en se basant sur l'acquis professionnel, les instruments existants et les perspectives de développement du pays notamment en matière d'éco-technologies et d'IT (cybersécurité, propriété intellectuelle, réglementation des médias). (Les lignes de conduites pour la recherche seront focalisées sur une plus-value luxembourgeoise et guideront le « Fonds national de la recherche » lors de l'attribution de ses bourses)

15. Augmenter l'efficacité de la recherche à travers les contrats de performance et par une meilleure coordination entre les différents intervenants et leurs activités (rôle du Comité supérieur de la recherche et de l'innovation).

Recherche et Innovation

16. Jeter un pont entre la recherche fondamentale académique et la recherche appliquée pratiquée par les Centres de recherche publics (CRP) et coordonner l'action des différents opérateurs afin de mobiliser les synergies potentielles.

Secteur financier

17. Déterminer les pistes de développement du secteur financier par rapport à l'environnement international en mutation permanente (rôle du Haut Comité de la place financière).

18. Doter la place financière d'un cadre qui favorise l'exploitation de nouvelles niches en remplacement des créneaux venus à maturité.

Promotion de l'économie luxembourgeoise

19. Mobiliser toutes les forces disponibles, y inclus nos représentations diplomatiques à l'étranger afin de promouvoir les activités économiques du pays (entre autres dans les domaines des technologies nouvelles et de la finance).

20. Créer une véritable image de marque du Luxembourg en tant que pays et en assurer une diffusion aussi large que possible grâce à une coopération plus étroite voire centralisée entre les divers intervenants.